

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA COMPLICITÉ

AU

POINT DE VUE INTERNATIONAL

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE LE MERCREDI 28 MAI 1913, A 3^h HEURES

PAR

MARCEL DÉPREZ

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. GARÇON, professeur.
 { M. CARPENTIER, professeur.

PARIS

A. PEDONE Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913

DE LA COMPLICITÉ
AU
POINT DE VUE INTERNATIONAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA COMPLICITÉ

AU

POINT DE VUE INTERNATIONAL

Thèse pour le Doctorat

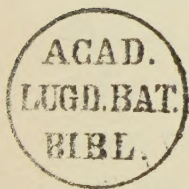
PRÉSENTÉE LE MERCREDI 28 MAI 1913, A 3 HEURES

PAR

MARCEL DÉPREZ

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. GARÇON, professeur.
M. CARPENTIER, professeur.



PARIS

A. PEDONE Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Au cours du siècle dernier le développement des moyens de communication, la facilité des pénétrations internationales ont permis aux malfaiteurs de se transporter rapidement d'un pays dans un autre et ont rendu plus communs les délits accomplis en partie sur le territoire d'un Etat, en partie sur le territoire d'un autre Etat.

Ces délits, qu'on peut qualifier d'*internationaux*, sont de deux sortes : ou bien ils sont formés par la réunion de plusieurs actes successifs qui ont eu lieu sur le sol de Nations différentes ; ou bien à côté de l'infraction principale perpétrée dans un pays, on trouve des faits de complicité dans d'autres pays. Dans le premier cas, la diffi-

culté consiste à déterminer dans quel lieu l'infraction peut être considérée comme ayant été perpétrée et par suite à quelle nation incombe le soin de punir le coupable.

Dans le second cas, l'obstacle réside dans l'application de la théorie de la complicité acceptée par la plupart des législations en vigueur, notamment par la nôtre.

Cette deuxième catégorie des délits internationaux fera seule l'objet de cette étude.

Leur répression est très difficile actuellement : les législations des différents pays ne les ont pas prévus et comportent en matière de complicité des principes et des règles dont l'application rend très difficile, parfois même impossible, la poursuite de faits de complicité commis dans plusieurs Etats. D'autre part, les lois pénales des diverses nations ne sont pas absolument identiques ; il y a des cas où plusieurs d'entre elles permettent de punir le complice, d'autres où toutes refusent de le châtier.

Que faudrait-il faire pour obtenir une meilleure répression de cette catégorie de délits internatio-

naux ? Telle est la question que nous cherchons à résoudre dans cet ouvrage.

Nous examinerons d'abord les conséquences funestes que la théorie de la complicité, telle qu'elle est inscrite dans nos lois, interprétées par la jurisprudence, a produites en matière d'infractions extra-territoriales ; dans ce but nous étudierons les arrêts rendus sur ce sujet ; chemin faisant nous chercherons s'il n'y aurait pas d'autre interprétation possible des principes posés dans nos lois que celle donnée par nos tribunaux.

Nous nous demanderons ensuite quel est le moyen le plus efficace permettant d'atteindre les actes de complicité internationaux. Pour cela nous nous reporterons, pensant en retirer d'utiles renseignements, aux travaux et aux recherches que diverses Sociétés savantes ont faits en cette matière.

L'idée d'entreprendre ce travail nous a été inspirée par le Cours de Doctorat que M. A. Le Poittevin, qui a bien voulu nous faire l'honneur de présider cette thèse, professa pendant l'année scolaire 1911-1912. Un chapitre traitait cette

question ; nous en avons emprunté la disposition générale ainsi que les principales références. Le sujet était intéressant. Devant les formes nouvelles de la criminalité que le développement de la civilisation a fait naître, des modifications semblent devoir être apportées, en ce qui les concerne, aux lois pénales actuellement en vigueur. Est-ce à dire qu'il faille bouleverser celles-ci complètement ? Nullement ; à notre avis, la théorie de la complicité, comme elle est établie dans le Code pénal, est supérieure aux théories qu'on lui oppose aujourd'hui et doit être maintenue. Les modifications, nous semble-t-il, ne doivent porter que sur les règles relatives à la poursuite des faits de complicité ; mais là, elle paraît indispensable, si on veut en assurer dans tous les cas la répression.

C'est là le point que nous chercherons à établir au cours de cette étude.

INTRODUCTION

CHAPITRE I

Théorie de la Complicité. — Notions sommaires.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier ici toute la théorie de la complicité ; nous devons cependant en donner un bref aperçu.

Le Code pénal traite de cette matière dans les articles 60, 61 et 62.

Art. 60. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action ou donné des instructions pour la commettre ;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou

tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée ; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

Art. 61. — Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

Art. 62. — Ceux qui, sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit.

La loi, dans ces articles, a énuméré les faits constitutifs de la complicité. Ceux-ci peuvent être groupés en trois classes :

1^o Complicité antérieure au délit : provocations au délit ; instructions données pour le commettre ; aide et assistance dans les actes préparatoires ;

2^o Complicité contemporaine du délit : aide et assistance dans les faits qui l'ont facilité, et surtout dans ceux qui l'ont consommé ;

3^o Complicité postérieure à l'infraction : recel de personnes ou de choses.

On discute en doctrine la question de savoir s'il peut rationnellement exister une complicité postérieure à l'infraction, c'est-à-dire si le législateur a bien fait de ranger le recel parmi les cas de complicité. Cette question déborde notre sujet, mais nous ne pouvons cependant pas la passer entièrement sous silence.

Le droit romain et notre ancien droit français considéraient le recéleur comme un complice. Le Code pénal de 1810 en fit autant. Mais bientôt on vit les auteurs critiquer l'idée d'une complicité subséquente à l'acte délictueux. Le recéleur n'agit qu'une fois le délit entièrement consommé, il ne reçoit les objets volés que lorsque l'infraction est accomplie. On ne peut donc le considérer comme un complice : la complicité suppose des actes qui concourent à la réalisation du délit, par conséquent des actes qui lui sont antérieurs ou concomitants, car la raison ne saurait concevoir qu'on prenne part à un méfait déjà consommé (1). En conséquence, le recel devrait être traité comme un délit spécial, connexe à celui du vol. Il ne serait un acte de complicité qu'au cas où le recéleur

(1) Voir LE SELLYER, *Crimin.* t. II, n^o 456 ; CH. et HÉLIE, t. I, n^{os} 290, 380 et s. ; MOLINIER et VIDAL, *Dr. pénal*, t. II, p. 252 ; M. GARRAUD, *Précis de dr. crim.*, n^o 238, 11^e éd. ; M. GARÇON, *C. pén. annoté*, art. 59, 60, n^{os} 309 et s.

aurait promis son concours au délinquant avant qu'il connût son infraction, parce qu'alors il a pu être déterminé ou affermi dans son projet par la promesse du recel. Ce qui, dans cette hypothèse, rend complice le recéleur, ce n'est pas la détention des choses volées, c'est l'engagement pris (1).

La plupart des législations étrangères ont fait du recel de choses, quand il n'a pas été promis d'avance, un délit spécial (2); mais en France, il est toujours considéré, par la loi et nos tribunaux, comme un mode de complicité; c'est donc comme tel que nous l'étudierons dans l'examen, que nous ferons plus loin, de notre jurisprudence.

L'acte du complice n'a pas d'existence propre, il n'est que l'accessoire de celui de l'auteur principal; sans être en lui-même criminel, il le devient dès qu'il se rattache à un fait punissable; mais il n'y a encore qu'une seule infraction, englobant le fait principal du délit et ses complicités; suivant le mot d'Ortolan (3), il y a unité de délit et pluralité d'agents.

Pour qu'il y ait complicité punissable, les crimina-

(1) THIRION, *De la complicité par recel de choses*, thèse, p. 40.

(2) Voir *Code pénal belge* de 1867, art. 505, 506; *Code pénal d'Italie*, art. 225; *Code pénal allemand*, art. 257 et suiv.

(3) *Éléments de droit pénal*, Paris, 1861, n° 1254.

listes s'accordent à reconnaître que plusieurs conditions sont nécessaires : 1^o Il faut que le fait principal soit lui-même punissable, puisque l'acte de complicité n'est rien par lui-même, qu'il ne fait qu'emprunter la criminalité de ce fait ; 2^o il faut que l'acte principal soit qualifié crime ou délit ; ce n'est qu'exceptionnellement que la loi punit la participation à une contravention ; 3^o le complice doit avoir eu connaissance du délit lui-même et doit avoir eu, en agissant, une intention criminelle ; celle-ci est exigée par la loi implicitement pour les provocateurs et instigateurs, expressément pour les complices par aide et assistance, à l'égard de qui le Code pénal est formel : il punit ceux qui ont procuré des armes, ou des instruments qui ont servi à l'action « sachant qu'ils devaient y servir » ; ceux qui ont « avec connaissance » aidé l'auteur de l'action ; ceux qui ont « sciemment » recélé ; 4^o la participation au délit doit avoir eu lieu de la façon déterminée par la loi dans les articles 60, 61 et 62 du Code pénal, et l'énumération qui y est contenue est limitative.

L'article 59 décide que « les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit ». C'est une conséquence de l'idée admise par le Code pénal que l'acte de l'auteur principal et celui du complice ne forment qu'une même infraction.

L'expression employée dans l'article 59 par le législateur doit s'entendre en ce sens que la peine applicable au complice est celle qui est inscrite dans la loi contre le crime ou le délit commis par l'auteur principal ; c'est la peine applicable à celui-ci, et non la peine qui lui est en fait appliquée, qui détermine celle susceptible d'être infligée au complice (1). Il faut examiner le crime chez l'auteur, chercher quelle est la peine portée au Code contre ce crime : c'est elle que le co-participant a encourue. Mais le juge peut faire varier le châtiment du complice ou de l'auteur entre le maximum ou le minimum fixés par la loi et infliger à chacun d'eux une peine d'une durée différente (2).

(1) M. GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 59, n° 386 et suiv.

(2) Voir Cass. 9 juillet 1813, *Palais* 1813, p. 539 ; Cass. 2 fév. 1815, *Palais* 1815, p. 574.

CHAPITRE II

Des infractions commises en pays étranger. Exposé succinct.

Avant de commencer l'étude de la complicité au point de vue international, il faut savoir dans quels cas la loi française est applicable aux infractions perpétrées en pays étranger.

Il est reconnu, dans tous les pays, que les délits commis sur le territoire d'un Etat sont soumis à l'empire absolu de la loi pénale de cet Etat, laquelle est appliquée indistinctement, aussi bien dans le cas où l'auteur du délit est un national que dans celui où il est un étranger. C'est le principe de la territorialité de la loi pénale, auquel il convient de juxtaposer celui de la souveraineté et de l'indépendance réciproque des nations, qui ne permet à l'une d'elles d'imposer ses règles que là où elle a le droit de commander, c'est-à-dire en deçà de ses fron-

tières. Au delà, elle se heurterait au droit de commander de sa voisine, droit qui est aussi absolu que le sien.

Ces deux principes, s'ils étaient seuls appliqués, nous conduiraient à des conclusions trop absolues : il faudrait dire qu'un Etat peut réprimer toutes les infractions commises sur son territoire, et qu'il ne peut réprimer que celles-là ; il serait sans pouvoirs pour châtier les méfaits perpétrés hors de ses frontières.

Ce serait trop exclusif : un individu pourrait alors comploter contre cet Etat, en dehors de ses limites, diriger des attaques destinées à éclater dans l'intérieur du pays, puis rentrer dans ce pays, à l'abri de toute poursuite(1). De même celui qui se réfugierait dans sa patrie, après avoir commis un crime à l'étranger, ne pourrait être inquiété !

Mais il est admis aussi que la nationalité crée un certain lien de sujétion entre un Etat et les citoyens qui le composent, et qu'on peut poursuivre dans son pays l'individu qui y est de retour après avoir perpétré un crime à l'étranger : sa loi pénale personnelle le suit hors du territoire national. C'est le principe de la personnalité de la loi pénale.

Le principe de la territorialité domine la loi pénale française. Il est contenu dans l'article 3 du Code civil,

(1) THÉZARD, *Revue critique*, 1866, t. XXVIII, p. 365.

« Les lois de police et de sûreté obligent tout ceux qui habitent le territoire(1) ». Quiconque est en France est tenu au respect de la loi pénale de ce pays, qu'il soit Français ou étranger, peu importe.

Cependant le principe de la personnalité n'est pas complètement exclu ; il apparaît dans l'article 5 du Code d'instruction criminelle, qui est une exception au principe de la territorialité.

L'article 7 est ainsi conçu : « Tout étranger qui, hors du territoire de la France, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, ou de contrefaçon du sceau de l'Etat, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises, s'il est arrêté en France ou si le Gouvernement obtient son extradition. »

Cet article autorise la justice française à juger un étranger, qui a agi à l'étranger : la loi française sort du territoire pour réprimer un fait accompli hors de ses fron-

(1) Les auteurs font remarquer que l'expression « qui habitent le territoire » n'est pas très heureuse. Pour être soumis à la loi française, il n'est pas nécessaire d'« habiter » en France ; il n'est même pas nécessaire de s'y trouver, puisque la loi française réprime les infractions commises par des Français à l'étranger.

tières. Ceci s'explique par la nécessité où se trouve une nation de se défendre contre les complots formés contre elle, en dehors de ses limites ; il faut qu'elle se maintienne dans son intégrité. Elle doit elle-même prévoir et punir ces faits ; les autres nations ne sont pas intéressées aussi directement qu'elle à leur répression. Peu importe à un Etat qu'on comploté chez lui contre la sûreté de l'Etat voisin ; il n'est pas lésé lui-même, ses sujets ne le sont pas non plus. Sans doute, il pourra faire cesser ces menées, par crainte de difficultés internationales avec l'Etat lésé, mais cela n'autorise pas ce dernier à ne pas les châtier lui-même. Pradier-Fodéré (1) disait à cet égard que « l'Etat, ayant ses droits et sa personnalité juridique, comme les individus, le pouvoir de réprimer les atteintes à sa personnalité, même commises à l'étranger, doit donner lieu à la juridiction pénale, quand elles ont pour auteurs des particuliers (nationaux ou non nationaux), comme elles peuvent donner lieu à la guerre, quand elles sont l'œuvre de gouvernements étrangers. » On ne saurait expliquer plus clairement le but de l'article 7 du Code d'instruction criminelle : c'est pour se défendre que l'Etat français peut incriminer des faits qui se sont passés hors de son territoire, et qui ne sont pas l'œuvre de ses nationaux. Mais quand cet intérêt de défense n'existe pas, il

(1) *Droit international public*, t. III, p. 1017.

ne saurait prendre de semblables mesures, il ne peut pas régenter les actes des sujets des Etats étrangers.

La seconde exception apportée par le législateur au principe de la territorialité de la loi est insérée dans l'article 5 du Code d'instruction criminelle, qui punit en France les infractions dont nos nationaux se sont rendus coupables hors de leur patrie. Le voici dans sa rédaction actuelle :

Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un crime puni par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France.

Tout Français qui, hors du territoire de France, s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

Toutefois qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

En cas de délit commis contre un particulier français ou étranger, la poursuite ne peut être intentée qu'à la requête du ministère public ; elle doit être précédée d'une plainte de la partie offensée ou d'une dénonciation officielle à l'autorité française par l'autorité du pays où le délit a été commis.

Aucune poursuite n'a lieu avant le retour de l'inculpé en France, si ce n'est pour les crimes énumérés en l'article 7 ci-après.

Donc, tous les crimes commis hors de nos frontières par un Français sont justiciables de nos tribunaux. Les délits dont le Français s'est rendu coupable à l'étranger sont aussi punissables, mais à certaines conditions :

1° Le fait punissable en France doit l'être aussi, d'après la loi du pays où il a été perpétré ; en effet, pourquoi punir un Français pour avoir accompli un acte que la législation du lieu où il s'est passé ne prévoit pas ?

2° Il faut une poursuite du ministère public, la partie lésée n'a pas ici le droit de citation directe.

3° Le ministère public qui, en général, peut poursuivre un délit sans avoir été saisi d'aucune plainte, doit ici être provoqué par celle de l'offensé ou la dénonciation officielle du gouvernement étranger.

4° L'article 5 du Code d'instruction criminelle laisse au ministère public toute liberté de poursuivre ou de ne pas poursuivre l'infraction ; à lui d'apprécier si le fait est assez grave pour être poursuivi en France, si les preuves pourront être facilement recueillies de part et d'autre.

En général, la partie lésée peut citer directement le prévenu devant le tribunal correctionnel ; ce droit est supprimé ici.

Ces deux dernières dérogations au droit commun ont pour but d'empêcher le Français poursuivi en France

pour un délit commis à l'étranger, d'être molesté par le plaignant ; on a craint que celui-ci ne mit à profit la difficulté où se trouverait l'accusé de réunir ses preuves, trouver des témoins, et qu'il n'emploie ce moyen pour satisfaire quelque rancune (1).

L'article 5 a mis en outre à l'exercice de la poursuite en France deux autres conditions qui s'appliquent indistinctement aux crimes et aux délits commis en pays étranger :

1^o Le Français doit être de retour, volontairement, doit-on ajouter ; la poursuite ne peut avoir lieu s'il a été extradé, expulsé, etc. ; quoique le législateur ne l'ait pas dit formellement, c'était sa pensée ; c'est aussi de cette façon que la jurisprudence interprète cette disposition (2).

2^o L'inculpé qui a été jugé définitivement à l'étranger, et, s'il a été condamné, qui a subi, prescrit sa peine ou obtenu sa grâce, ne peut être repris en France pour le même fait. C'est l'application d'un principe d'équité qui défend de punir plusieurs fois la même personne pour la même infraction.

Le Code d'instruction criminelle portait, dans sa rédac-

(1) V. THÉZARD, *Revue pratique*, 1866, t. XXII, p. 383.

(2) Cass. 5 fév. 1857 (SIREY, 1857, I, 220) ; C. d'appel d'Aix, 28 avril 1868 (SIREY, 1868, II, 302) ; En sens contraire : C. d'assises de la Seine, 20 mars 1846 (SIREY, 1847, I, 315).

tion primitive : « Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger. » Le jugement définitif en pays étranger suffisait pour rendre impossible toute nouvelle action en France, même si le condamné n'avait pas subi la peine prononcée contre lui. La loi du 3 avril 1903 a comblé cette lacune en ajoutant au texte primitif « et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce ». Cette loi, pour empêcher un individu d'être puni deux fois pour le même fait, ajoute un paragraphe nouveau à l'article 7 : « Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France, si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce. »

Lors de la promulgation du Code d'instruction criminelle, les cas où le Français pouvait être poursuivi en France, pour crime perpétré à l'étranger, étaient beaucoup plus restreints qu'aujourd'hui : ils étaient fixés par l'article 7 de la rédaction première, et les matières actuellement contenues dans l'article 7 occupaient les articles 5 et 6.

Voici l'ancien article 7 : « Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du Royaume, d'un

crime contre un Français, pourra, à son retour en France, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui. »

Cet article laissait impunis presque tous les méfaits qui avaient eu lieu à l'étranger. Il ne punissait que les crimes ; tous les délits, même les plus graves, étaient en dehors de la répression. Il fallait en outre que la victime du crime fût française. Ainsi le sujet étranger ne pouvait jamais se plaindre devant nos tribunaux, et le Français lui-même ne pouvait le faire que s'il était victime d'un crime ! C'était injuste, car tout manquement grave à la loi pénale doit être réprimé, quelle que soit la nationalité de la partie lésée. Ce n'était pas moral, car l'Etat français offrait trop complaisamment un asile inviolable à ses citoyens, et la certitude de l'impunité ne pouvait qu'exciter les criminels de notre pays à mal agir à l'étranger. C'était dangereux pour la nation elle-même, car des difficultés internationales pouvaient surgir de ce refus de châtier les délinquants.

Sur ce point, notre législation laissait à désirer ; nos frontières étaient le théâtre de dépredations nombreuses commises sur les territoires voisins par des Français qui venaient ensuite en France jouir de l'impunité. Le Code d'instruction criminelle fut modifié par la loi du 27 juin

1866 ; les anciens articles 5 et 6 formèrent l'article 7, l'ancien article 7 devint l'article 5. La loi de 1866 fut complétée par celle du 3 avril 1903 que nous avons vu plus haut.

Ainsi, nos tribunaux sont compétents pour juger un fait délictueux commis en France par tous ceux qui s'y trouvent, sans distinction de nationalité ou exécuté hors de notre territoire par un Français. La loi n'a rien dit du cas où une infraction serait accomplie à l'étranger par un sujet étranger, sauf les exceptions prévues à l'article 7 ci-dessus étudié ; mais si on examine les principes dont nos législateurs se sont inspirés, il ne paraît pas douteux que la justice de notre pays ne puisse connaître de cette infraction. Tel est du reste l'avis de notre jurisprudence, que nous allons étudier succinctement. .

La Chambre des mises en accusation de la Cour de Chambéry avait renvoyé devant la Cour d'assises de la Haute-Savoie, un étranger nommé Raymond Fornage, sous prévention de vol qualifié commis dans le canton de Vaud (Suisse). L'accusé ne se pourvut pas contre l'arrêt de renvoi, et proposa, devant la Cour d'assises seulement, une exception d'incompétence tirée de ce que, ayant la qualité d'étranger, les tribunaux français ne pouvaient le juger à raison d'un crime commis en pays étranger. Mais le 40 décembre 1872, la Cour d'assises se

considéra comme irrévocablement saisie par l'arrêt de renvoi. De nombreux arrêts de la Cour de cassation ont, en effet, posé le principe que les arrêts de renvoi devant la Cour d'assises, à la différence de ceux qui saisissent les tribunaux correctionnels, sont attributifs de juridiction(1) : la Cour d'assises n'a reçu de la loi que le droit d'instruire sur l'accusation renvoyée devant elle par l'arrêt de renvoi, puis d'apprécier les faits incriminés, une fois qu'ils sont fixés par la déclaration du jury. La Cour de cassation seule a le pouvoir d'annuler les arrêts des chambres d'accusation pour violation des règles de compétence, et seulement sur pourvoi du ministère public ou de l'accusé(2).

Malgré la fermeté du principe, la Cour de cassation n'a pas hésité à décider qu'il ne devait pas être appliqué au cas que nous examinons.

« Attendu que le droit de punir émane de la souveraineté qui ne s'étend pas au-delà des limites du territoire ; qu'à l'exception des cas prévus par l'article 7 du Code

(1) Voir le rapport du Conseiller Réquier, *Palais* 1873, p. 300.

(2) Voir les arrêts des 13 juin et 19 juillet 1816 (*Palais*, à leur date), 5 avril 1832 (SIREY, 1832, I, 511) ; 23 janv. et 12 fév. 1813 ; 26 janv. et 2 fév. 1815 ; 28 mars, 25 avril 1816 (*Palais*, à leur date) ; 19 oct. 1820 (*Palais*, 1820, p. 169) ; 14 sept. 1827 (*P.* 1827, p. 800) ; 17 janv. et 2 oct. 1828 (*Palais*, 1828) ; 5 juillet 1832 ; 24 déc. 1840 (*Bull. Crim.*, 364),

d'Instruction criminelle, dont la disposition est fondée sur le droit de légitime défense, les tribunaux français sont sans pouvoirs pour juger les étrangers à raison de faits par eux commis en pays étranger ; que leur incompétence à cet égard est absolue, permanente ; qu'elle ne peut être couverte ni par le silence, ni par le consentement de l'inculpé ; qu'elle existe toujours la même, à tous les degrés de juridiction, et que la Chambre des mises en accusation, par son arrêté de renvoi, ne peut donner à la Cour d'assises le droit qu'elle n'a pas elle-même, de statuer sur un fait non soumis à la loi française (1) ».

L'incompétence de nos tribunaux pour statuer sur des faits qui ont eu lieu à l'étranger est donc absolue : ce serait de leur part commettre un abus de pouvoir, usurper un droit de souveraineté appartenant à une puissance étrangère, que de punir ces faits (2).

(1) *C. f.* un arrêt de la Cour de Paris, 29 nov. 1850 (DALLOZ, 1851, II, p. 15) dans le même sens.

(2) Voir le rapport présenté à la Cour de Cass. par M. le Conseiller Réquier (SIREY, 1873, I, 141).



PREMIÈRE PARTIE

Etude de la jurisprudence.

CHAPITRE I

Des actes de complicité accomplis en France et relatifs à une infraction commise dans un autre pays par un étranger.

Le premier cas que nous nous proposons d'examiner est celui où une infraction, qui est commise à l'étranger, a donné lieu à des faits de complicité qui ont été perpétrés en France.

La justice de notre pays est-elle compétente pour connaître du fait de l'auteur principal, ou de l'acte de son complice? Nous allons chercher quel est sur ce point la décision de notre jurisprudence.

En 1834, la Cour de Lyon fut appelée à se prononcer en cette matière ; voici en quelles circonstances : deux vols accompagnés de circonstances aggravantes avaient eu lieu à Genève, au préjudice d'habitants de cette ville. Les auteurs demeurèrent inconnus, mais on découvrit que les objets avaient été recelés par trois individus nommés Cresciat, Patron et Jacot. Les deux premiers étaient français, le troisième, d'origine suisse, était établi en France. Tous trois furent poursuivis en France comme complices des vols de Genève, et la Chambre d'accusation de la Cour royale de Lyon les renvoya devant les assises, estimant que le recel est distinct et indépendant du vol, et constitue un crime particulier. Celui-ci ayant eu lieu à Lyon était justiciable des tribunaux français (1). Cette manière d'envisager le recel n'est pas celle du Code pénal, ni de la jurisprudence, nous l'avons dit plus haut.

Le Procureur général lui-même se pourvut en cassation, soutenant que le recel n'est qu'une forme de complicité, que celle-ci, se rattachant à un crime principal commis à Genève, ne pouvait être poursuivie en France. Il demandait en outre que Jacot, sujet suisse, fut livré au gouvernement suisse qui réclamait son extradition (2).

(1) Voir SIREY, 1835, I, p. 34.

(2) En France l'extradition étant une formalité purement administrative, la Cour de Cassation ne pouvait l'accorder : c'est ce qu'elle décida dans l'arrêt du 17 octobre 1834.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 17 octobre 1834 (1), accueillit les motifs du pourvoi :

« La Cour ; — Vu les articles 5, 6, 7 du Code d'instruction criminelle ; — Attendu qu'il résulte de ces articles que le Français et l'étranger ne peuvent être poursuivis et jugés en France, pour les crimes commis en pays étranger, que dans les cas qui y sont exprimés ; — que le vol commis en pays étranger, au préjudice d'étrangers, n'étant pas compris dans ces cas, ne peut être déféré aux tribunaux français ; — Attendu que le recélé, fait sciemment des objets volés, se rattache nécessairement au vol, puisqu'il ne peut exister sans lui ; — que le complice d'un vol par recélé devant être puni des mêmes peines que le voleur, et le voleur en pays étranger ne pouvant être puni que conformément aux lois de ce pays, les tribunaux français n'ont ni compétence ni pouvoir pour les appliquer ; . . . »

Cet arrêt proclame l'incompétence des juridictions françaises pour juger le fait lui-même et ses complicités. Elles ne peuvent juger le fait lui-même, c'est certain : dans l'espèce, il était l'œuvre d'inconnus, et il était accompli à l'étranger ; nous avons dit que le législateur n'admettait pas la poursuite en France de cette sorte d'infractions.

L'incompétence de nos tribunaux pour juger le fait principal, décide l'arrêt que nous étudions, entraîne leur

(1) SIREY, 1835, I, p. 34.

incompétence pour juger le fait accessoire de complicité. C'est la conséquence de l'idée que la jurisprudence s'est faite en la matière de la complicité. L'auteur principal et ses co-participants à eux tous n'ont commis qu'un délit ; il y a, selon le mot d'Ortolan, unité d'infraction, pluralité d'agents. On ne saurait en conséquence, poursuivre le complice pour son acte de participation accessoire, sans pouvoir poursuivre l'auteur pour le fait principal, ni prononcer contre le complice la peine que les tribunaux étrangers prononceraient contre l'auteur principal.

Plusieurs auteurs ont approuvé cette jurisprudence.

Blanche (1) dit que, malgré la généralité des termes de l'article 62, il ne faut pas admettre qu'on puisse poursuivre en France le recélé d'objets provenant d'une infraction qu'on ne peut réprimer en France ; en effet, si la condamnation du complice n'est pas subordonnée à celle de l'auteur principal, il n'en est pas moins indispensable que le fait principal soit jugé contradictoirement avec le complice. Or, dans l'hypothèse de l'arrêt précité, il ne peut l'être, puisque les tribunaux français sont sans compétence à l'égard de ce fait.

Mangin (2) écrit dans le même sens que, dans l'espèce, pour pouvoir juger l'acte de complicité, il faudrait d'abord que l'autorité française déclarât l'existence du vol, qu'elle se constituât vengeresse d'un délit commis contre les lois

(1) *Etudes pratiques sur le Code pénal*, t. II, n° 143.

(2) *Traité de l'action publique*, n° 72.

étrangères, et qu'elle en fit l'application au coupable.

Faustin Hélie (1) constate qu'il n'est pas nécessaire pour que les complices d'un crime puissent être incriminés, que l'auteur soit lui-même poursuivi, mais qu'il faut du moins que le fait principal soit constaté; or les tribunaux français n'ont aucun pouvoir pour constater un crime commis en pays étranger.

Chauveau et Hélie (2) décident que l'existence du crime principal est la condition essentielle du crime du recélé.

Si l'auteur est acquitté parce que la soustraction a été faite sans intention de nuire, ou absous parce qu'elle ne constituait ni un crime, ni un délit, la criminalité du recélé s'effacerait aussitôt. C'est l'application de la règle qu'il n'y a de complice que là où il y a un fait principal. Mais cette règle est d'application étroite dans l'article 62, puisque le recélé n'existe qu'à l'égard des choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit. En conséquence, le recélé commis en France, par des Français, d'objets provenant d'un vol commis à l'étranger, au préjudice d'étrangers, ne peut être poursuivi en France, puisque les articles 5, 6, 7 du Code d'instruction criminelle ne permet dans notre pays une semblable poursuite, que le recélé fait sciemment des objets volés se rattache nécessairement au vol et ne peut exister sans lui, et qu'enfin les tribunaux français sont incompétents pour

(1) *Traité de l'Instruction criminelle*, t. II, p. 636.

(2) 6^e édition par VILLEY, n° 314, t. I.

appliquer aux recéleurs les peines que les lois étrangères auraient infligées à l'auteur principal.

La Cour de cassation a affirmé à nouveau cette doctrine dans un arrêt très important du 19 avril 1888.

Un sujet anglais, Packe, habitait Paris au moment où il fut trouvé vendant des valeurs provenant d'un vol commis à Bâle (Suisse), au préjudice d'un négociant de cette ville nommé Vischer. Poursuivi en France, à raison de ce fait, il se réfugia en Suisse. Le gouvernement français demanda et obtint son extradition (1). Il ne résultait d'aucun des éléments du procès que le vol fut commis par un Français, que, par conséquent, aux termes de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, les tribunaux français pussent le juger, et par suite juger le recel, son mode de complicité. Néanmoins, la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Paris a, par arrêt en date du 2 mars 1888, renvoyé Packe devant la Cour d'assises de la Seine, comme accusé de complicité par recel des valeurs soustraites à Bâle et trouvées entre ses mains.

L'inculpé se pourvut en cassation.

Le Conseiller rapporteur, M. Poulet, présenta, devant la Cour de cassation, un rapport où la doctrine de la jurisprudence sur le sujet est très bien développée (2):

(1) V. jugement du Tribunal fédéral, 22 oct. 1887, (SIREY 1888, IV, p. 8.)

(2) Voir *Journal de Droit international privé*, 1889, p. 660.

L'accusé soutenait que les tribunaux français étaient incompétents pour juger un fait de recel qui n'est que l'accessoire et la conséquence d'un vol commis hors de notre territoire par un inconnu. M. Poulet reconnaissait que cette prétention devait être admise : le recel, d'après les articles 59, 60, 62 du Code d'instruction criminelle, n'est qu'un cas de complicité ; en conséquence, fait accessoire, il ne peut être jugé sans que le fait principal, auquel il se rattache, ait été préalablement déclaré. Les tribunaux français, pour arriver à punir le recélé en France, peuvent-ils déclarer l'existence d'un crime de vol qualifié commis à l'étranger et par un étranger ou un inconnu ? M. Poulet estime que les dispositions limitatives des articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle, et le principe de la territorialité des lois pénales y mettent un obstacle absolu. Le consentement de la puissance sur le territoire de laquelle le crime a été commis, l'extradition par elle accordée du recéleur ne sauraient attribuer à cet égard un pouvoir de juridiction à nos tribunaux, ainsi que l'a décidé l'arrêt du 40 décembre 1872, que nous avons étudié plus haut. L'incompétence des tribunaux français pour connaître du fait principal, conclut M. Poulet, entraîne leur incompétence pour connaître du fait de complicité : l'article 59 du Code pénal punit en effet les complices de la même peine que les auteurs principaux du délit ; dans l'espèce, ces derniers ont encouru la peine prononcée par la loi étrangère, c'est donc celle-ci que

les tribunaux français devraient appliquer au complice ; ce qui dépasse leur compétence.

La Cour entra dans les vues du rapport de M. Poulet et rendit l'arrêt suivant, le 19 avril 1888 (1) :

« Attendu que le droit de punir émane du droit de souveraineté qui ne s'étend pas au-delà des limites du territoire ; qu'à l'exception des cas prévus par l'article 7 dont la disposition est fondée sur le droit de légitime défense, les tribunaux français sont sans pouvoir pour juger les étrangers à raison de faits commis en pays étranger ; que leur incompétence à cet égard est absolue et ne peut être couverte ni par le consentement de la puissance sur le territoire de laquelle le crime a été commis, ni par l'extradition qu'elle a accordée ; — Attendu que, d'après l'article 5 du Code d'instruction criminelle, le vol commis en pays étranger ne pouvant être jugé que conformément aux lois de ce pays, les tribunaux français n'ont ni compétence ni pouvoir pour les appliquer ; — ; — Casse, sans renvoi, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, Chambre des mises en accusation. »

Cet arrêt n'a cessé depuis lors de fixer la jurisprudence, ainsi que le montre un arrêt de la Cour de Paris en date du 23 mai 1900 (2), rendu dans les circonstances suivantes :

La maison Raspail avait intenté des poursuites correc-

(1) V. SIREY, 1888, I, 345.

(2) V. *Gazette des Tribunaux*, 1900, 2^e sem., p. 342.

tionnelles contre divers imprimeurs, leur reprochant d'avoir contrefait, en les reproduisant sur des étiquettes, plusieurs marques de fabrique dont elle était propriétaire, ainsi que d'avoir commis une usurpation de nom en employant le nom « Raspail » sur des étiquettes destinées à être apposées sur des produits ne sortant pas de sa maison de commerce.

Les étiquettes avaient été envoyées à H., à Strasbourg, et à la compagnie l'Abeille, à Gilly (Belgique), et c'est dans ces lieux qu'elles furent utilisées. Les imprimeurs furent poursuivis comme complices de cette usurpation de nom.

La Cour a décidé que le plaignant aurait dû établir que l'apposition desdites étiquettes avait eu lieu, non seulement à l'étranger, mais encore en France, « . . . puisqu'il est de principe certain que les tribunaux français sont incompétents pour connaître des faits de complicité commis en France lorsqu'ils se rattachent à un fait principal commis à l'étranger ». Il faut ajouter : par des sujets étrangers ou des inconnus. Cette proposition est sous-entendue dans l'arrêt.

Les termes de cette décision montrent que la jurisprudence établie par la Cour de cassation dans les arrêts des 17 octobre 1834 et 19 avril 1888 est considérée par nos tribunaux comme définitive et incontestable.

Nous croyons avoir dégagé, par l'étude de ces arrêts, la manière de voir de la jurisprudence sur cette question.

Elle paraît pouvoir se résumer ainsi : les tribunaux français sont incompétents pour connaître du fait principal, ce qui entraîne pour eux l'impossibilité de statuer sur tous les faits de complicité qui s'y rattachent, parce qu'ils ne forment avec lui qu'un seul et même délit que les principes de la territorialité de la loi pénale et de la souveraineté réciproque des nations interdisent d'instruire et de juger en France.

Cette théorie a soulevé en doctrine de vives critiques. Molinier (1) faisait remarquer que, quoique le crime ou délit lui-même ne puisse être puni en France et que par suite la complicité manque de base, on pourrait cependant poursuivre dans notre pays le recéleur qui y détient la chose. En effet, bien que le recel ne soit pas une infraction *sui generis* (auquel cas il ne pourrait y avoir doute pour sa répression en France), il suffit, pour qu'il soit punissable, que le fait dont il est le résultat constitue un délit et soit punissable d'après la loi française (2).

La Cour de cassation ne se reconnaît compétente ni pour juger l'acte principal ni pour juger ses modes de participation accessoire. Il est certain qu'elle ne peut statuer sur le délit lui-même, mais doit-il en être de même en ce qui concerne les faits de complicité ? La Cour de cassation répond affirmativement, en s'appuyant sur la

(1) V. MOLINIER et VIDAL, *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 260.

(2) V. dans le même sens GARRAUD, *Traité de Droit pénal*, t. II, 2^e éd., p. 687.

défense de poursuivre un étranger, contenue dans l'article 7 Code instruction criminelle, et sur l'indivisibilité voulue par la loi entre le délit et ses faits de coopération secondaire.

Il nous semble qu'il faut se demander d'abord, pour répondre à la question, quelle est la condition, aux yeux de la loi française, d'un délit commis hors de notre territoire par un étranger.

A notre avis, la loi française considère cette infraction comme un fait malhonnête, intrinsèquement punissable, contre lequel ne peuvent prononcer nos tribunaux parce qu'il est l'œuvre d'un étranger. Le législateur a voulu respecter le principe de l'indépendance réciproque des nations. Mais il n'en considérerait pas moins que ce fait était répréhensible en lui-même ; nous en trouvons la preuve dans ce que, s'il avait été accompli par un de nos nationaux, il aurait pu être jugé par nos juridictions. Seule, la qualité de sujet étranger chez son auteur met obstacle à sa poursuite en France.

Ce fait existe donc aux regards de la loi française, mais elle ne le châtie pas. Cette impunité doit-elle s'étendre au complice de ce fait ? C'est la question qu'il faut résoudre.

A notre avis, ce complice peut être poursuivi en France. L'indivisibilité des poursuites n'a pas été posée par le législateur comme une règle intangible. Sans doute, il est vrai de dire que l'infraction et ses actes de complicité forment un tout, qui en principe est indivisible ; mais les

nécessités pratiques obligent à admettre des exceptions.

Ainsi, dans le cas où l'auteur principal est décédé, le complice n'en sera pas moins poursuivi (1).

Il en sera de même si le délinquant principal est en fuite (2), s'il a eu la chance de ne pas être découvert (3), ou s'il peut invoquer une cause personnelle d'irresponsabilité telle que la minorité ou la démence.

Dans toutes ces hypothèses, la jurisprudence a apporté pour juger le complice une dérogation au principe ordinaire de l'indivisibilité des poursuites. Elle a décidé que le délit principal étant constaté, la circonstance que son auteur échappait à la justice ne pouvait être pour le complice une cause d'impunité.

C'est ainsi que l'arrêt du 19 août 1819 (4) avait considéré la situation : « Attendu que, dans toute procédure criminelle, l'existence du fait principal est sans doute le premier objet de l'instruction et des débats ; mais une fois que cette existence est constante et reconnue, alors il n'est pas besoin que l'auteur du crime soit présent pour prononcer sur les faits de complicité et sur la culpabilité des individus prévenus de cette complicité ; . . . ».

L'arrêt du 21 avril 1815 (5) dit aussi que « pour qu'un complice soit poursuivi et puni de la peine prononcée par la loi contre l'auteur même du délit, il n'est pas néces-

(1, 2, 3) V. *Code pénal annoté* de M. GARÇON, art. 59, n° 100 et suiv., et les arrêts cités.

(4, 5) V. ces arrêts à leurs dates dans le *Journal du Palais*.

saire qu'il y ait eu condamnation ni poursuite contre ce dernier ; qu'il suffit que le fait matériel du crime existe et que ce fait matériel soit reconnu et jugé avec celui qui est accusé d'en avoir été le complice . . . ».

Le même raisonnement se retrouve dans l'arrêt du 4 juin 1835 (1) : « Attendu que la mort de l'individu auteur d'un fait qui aurait pu donner lieu contre lui à l'exercice de l'action publique, si cet individu n'était pas décédé, ne peut mettre obstacle à la poursuite, à la mise en jugement et à la condamnation des complices du fait qualifié crime ou délit par la loi. »

Rauter (2) a très bien dégagé et expliqué les motifs qui ont poussé la jurisprudence à admettre ces dérogations à l'unité ordinaire de la poursuite : « Ce n'est qu'autant qu'il n'y a pas de crime du tout que tombe la complicité ; s'il y avait impunité seulement à raison d'une cause personnelle au principal auteur de l'action, le complice serait punissable. Ainsi l'impunité du principal coupable résultant de sa fuite, ou de son absence, ou de son décès, ou de son jeune âge (s'il est déclaré qu'il a agi sans discernement), ne pourrait profiter au complice ; moins encore celui-ci pourrait-il profiter des excuses appliquées au principal coupable. Mais s'il n'y avait aucune culpabilité dans le principal coupable, comme s'il est acquitté sur l'intention, ou parce qu'il aurait été en démence au

(1) Voir les arrêts à leurs dates dans le *Journal du Palais*.

(2) *Traité de Droit criminel*, t. I, n° 116.

moment de l'action, le complice serait-il punissable ? Il faut encore répondre affirmativement ; en effet, l'article 59 disant que « les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs de ce crime ou délit... », ne fait pas dépendre la complicité punissable de l'existence d'un principal coupable, mais de l'existence d'un crime ou délit pris abstractivement ; or, si dans l'hypothèse posée il n'y en a pas relativement au principal auteur, il y en a pourtant relativement au complice, pourvu qu'il ait contribué à l'acte principal dans l'intention du crime ;... ».

Le principe de l'indivisibilité des poursuites comporte donc des exceptions. Il serait à souhaiter que la jurisprudence admit une dérogation nouvelle dans le cas où un acte de complicité est commis en France et où la circonstance que l'auteur du délit lui-même est étranger ou inconnu empêche nos tribunaux de connaître de cette infraction.

Rien ne semble pouvoir faire obstacle à l'admission de cette exception : le délit principal existe, et il est intrinsèquement punissable, mais non par les tribunaux français. L'article 7 du Code d'instruction criminelle l'interdit formellement. Mais il n'interdit pas à nos juges de constater ce fait criminel ou délictueux en lui-même, et ensuite de poursuivre l'acte de complicité du même fait qui est commis en France.

L'opinion de la jurisprudence est différente ; elle a estimé ne pas pouvoir poursuivre ce complice, dans tous les arrêts rendus sur le sujet dont il nous faut maintenant poursuivre l'étude.

Dans l'arrêt du 19 avril 1888, le recéleur qui avait agi en France était étranger ; s'il avait été Français, sa nationalité l'eut-elle rendu justiciable de nos tribunaux ? Nous avons vu, dans l'arrêt de la Cour de cassation du 17 octobre 1834, renvoyer de toute poursuite deux Français qui avaient recélé en France des objets volés hors de notre territoire par des inconnus. Mais dans les débats de cette affaire, le ministère public ne s'était pas appuyé sur la nationalité des inculpés pour demander leur condamnation ; la question restait donc douteuse.

Elle a été tranchée par le tribunal correctionnel de la Seine, 11^e chambre, dans les circonstances suivantes : un Français, Bazot, était renvoyé en police correctionnelle sous la double prévention : 1^o de s'être rendu coupable d'un abus de confiance ; 2^o de s'être, en 1901, en France, et notamment à Paris, rendu complice d'une soustraction frauduleuse commise à Bienne (Suisse), le 11 février 1901, par des individus non dénommés, en recélant sciemment du numéraire et des montres provenant de vol.

Statuant sur le second chef, le tribunal a rendu le jugement ci-après, le 18 décembre 1901 (1).

(1) *Journal de Droit international privé*, 1902, p. 324.

« ... — Attendu que le vol, dont Bazot se serait rendu coupable par recel, a été commis en Suisse ; qu'il a été commis par un individu resté inconnu et dont, par suite, la nationalité n'est pas déterminée ; que dans ces conditions, la connaissance de ce vol échappe à la juridiction des tribunaux français ; que les tribunaux français n'ayant pas compétence pour connaître du vol, n'ont pas compétence pour connaître des faits de recel se rattachant à ce vol ; qu'à ce point de vue il importe peu que les faits de recel se soient accomplis en France et qu'ils aient été commis par un Français ; — ... »

Ce jugement nous paraît être d'accord avec la règle posée par la Cour de cassation : pour pouvoir juger le complice, il faut connaître l'infraction principale, or nos tribunaux ne se reconnaissent pas le droit d'examiner un fait qui s'est passé hors de notre pays et qui est l'œuvre d'un sujet étranger ; s'ils le faisaient ils commettraient un abus de pouvoir, ils empiéteraient sur la souveraineté des Etats voisins. Ne pouvant juger l'acte principal, il est logique qu'ils ne puissent juger le complice. Leur incompétence à son égard ne vient pas de ce qu'il n'est pas Français, mais de ce que le fait principal ne peut être apprécié en justice. Dès lors, la nationalité du complice n'a pas d'intérêt ; on ne peut objecter que cette nationalité forme un lien qui rattache le coupable à la loi française ; celle-ci ne peut être appliquée parce que les tribunaux sont sans pouvoir pour établir l'infraction principale.

Au contraire, la justice française s'est reconnue — avec raison, pensons-nous — compétente pour juger le complice d'un fait principal, commis à l'étranger, s'il s'est servi des moyens procurés par le délit pour commettre en France un nouveau méfait. Celui-ci ayant eu lieu sur le territoire français, il n'est que juste que la justice de notre pays le châtie.

La compétence de nos tribunaux pour connaître de ce délit entraîne leur compétence pour connaître des faits qui s'y rattachent.

La Cour de cassation a affirmé cette règle pour la première fois dans un arrêt du 21 novembre 1806 (1) : des individus avaient tenté d'introduire à main armée sur le territoire français des marchandises de contrebande. Les préposés des douanes les poursuivirent jusque sur la rive étrangère où l'un d'eux fut tué. La Cour spéciale de l'Escaut se déclara incompétente parce que le délit de contrebande avec attroupement et port d'armes n'avait pas eu lieu dans l'étendue de son ressort. Cet arrêt fut cassé ; la Cour suprême considéra que les faits reprochés aux prévenus, quoique divisés par la succession du temps et de la localité, ne formaient cependant qu'un délit unique, dont les faits particuliers n'étaient que les circonstances ; le résultat de tous ces faits était la tentative d'introduction de marchandises en fraude, avec

(1) V. SIREY, 1807, p. 524.

attroupement, port d'armes, violences, voies de fait et meurtre d'un préposé; ces dernières circonstances se rattachant nécessairement à la première, puisqu'elles n'ont eu lieu que pour soustraire les marchandises de contrebande à la saisie à laquelle la tentative d'introduction avait donné lieu.

F. Hélie (1) approuvait cet arrêt : ce qui attire devant la juridiction du pays les faits qui se sont passés hors du territoire, dit cet auteur, c'est qu'ils sont étroitement unis aux autres faits ; c'est parce qu'ils sont indivisibles, qu'ils suivent nécessairement la même loi. Ces faits sont considérés comme formant le complément, le développement des premiers, comme s'y rattachant par une inséparable accession, comme n'en étant que la continuation. La compétence étant régulièrement acquise aux actes commis sur le territoire, se prolonge pour ainsi dire au delà de ce territoire pour saisir les causes et les conséquences de ces actes. Dans plusieurs arrêts relatifs à notre sujet, la jurisprudence a appliqué à nouveau les principes contenus dans l'arrêt du 21 novembre 1806 (2).

(1) *Traité de l'Instruction criminelle*, t. II, p. 634.

(2) Dans un arrêt du 24 août 1876 (SIREY, 1877, I, 385), la Cour de cassation avait décidé que la compétence des tribunaux français pour connaître du crime d'usage de faux commis en France, entraînait leur compétence pour connaître du crime de faux lui-même, commis à l'étranger, et du crime d'incendie volontaire, perpétré en pleine mer, c'est-à-dire dans des lieux non soumis à la juridiction de nos tribunaux, dans le but de faire disparaître les traces du crime de faux.

La Cour de cassation, le 24 février 1883, a décidé que si le faux commis par un étranger, en pays étranger, ne relève pas de la juridiction française, il en est autrement des actes de complicité du crime d'usage de pièces fausses, dont l'étranger s'est rendu coupable en expédiant les pièces fausses en France à celui qui devait en faire usage.

L'Anglais Holden, commissionnaire à Londres, avait tiré dans cette ville des lettres de change sur lesquelles il avait apposé de fausses acceptations de tirés imaginaires et les avait transmises par endossement à un sieur Pivert, son commettant à Limoges, lequel les avait négociées à son banquier. Ces traites, d'une valeur de 33.000 fr., étant restées impayées, Holden fut arrêté en France sur la plainte du tiers porteur. A la suite d'une information criminelle dirigée contre Pivert et Holden, tous deux furent renvoyés devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne, le premier comme ayant sciemment fait usage des lettres de change fausses et le second comme lui en ayant fourni les moyens, par arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Limoges du 8 décembre 1882.

Sur le pourvoi de Holden, la Cour de cassation, Chambre criminelle, a rendu le 24 février 1883 l'arrêt suivant(1) : Après avoir constaté que Holden avait commis le crime de faux en Angleterre, et qu'en conséquence nos

(1) SIREY, 1885, I, p. 95.

tribunaux ne pouvaient en connaître, l'arrêt décide que c'est à Limoges que le crime d'usage de faux a été consommé (1), parce que c'est là que Pivert s'est servi, pour tromper son banquier, des pièces fausses fabriquées à Londres. C'est donc à bon droit, dit la Cour de cassation, « ... que l'arrêt attaqué a renvoyé devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne : 1^o Pivert, comme accusé d'avoir, à Limoges, fait sciemment usage d'acceptations fausses apposées sur des lettres de change ; 2^o Holden, comme accusé de s'être rendu complice des crimes d'usage des dites pièces fausses ; — Attendu que pour contester cette qualification et par suite la compétence de la juridiction française, Holden a soutenu qu'il avait fait usage des pièces fausses en les expédiant de Londres à Pivert, et que ce crime, ayant été commis en Angleterre, ne relevait que des juridictions anglaises ; — Mais attendu que, si Pivert connaissait la fausseté des acceptations, la simple transmission qui lui en a été faite n'était pas constitutive d'un crime, lequel n'a commencé qu'au moment où Pivert s'est servi de ces pièces au préjudice des tiers ; — Attendu que Holden a soutenu ensuite que, s'il a été complice, sa complicité s'est manifestée à Londres, lorsque, de cette ville, il a envoyé les fausses acceptations à Pivert, avec l'intention de les destiner à un usage frauduleux ; —

(1) Nous ne voulons pas, dans notre thèse, étudier les difficultés relatives à la question de savoir quel est le lieu du délit.

Mais attendu que la complicité d'un crime ne peut exister que lorsque ce crime a été commis ; que l'envoi des fausses acceptations à Pivert n'était qu'un acte préparatoire ; que c'est à Limoges que cet acte a produit ses effets, puisque c'est dans cette ville que Pivert a reçu les pièces fausses et qu'il en a fait un usage criminel... (L'arrêt relate ensuite ce fait que Holden a soutenu qu'il avait trompé Pivert et que celui-ci ignorait que les pièces qu'il avait envoyées étaient fausses. L'arrêt déclare que cette allégation est mensongère)... Attendu que fût-il vrai que Holden eût abusé de la crédulité de Pivert, le crime d'usage de pièces qu'il aurait ainsi commis aurait encore été consommé à Limoges, puisque c'est dans cette ville que l'envoi des pièces aurait produit son effet... »

Le 9 août 1888, la Cour d'appel de Paris a rendu une décision dans le même sens. Il s'agissait d'un nommé Ryders, sujet anglais, qui avait recélé en France des coupons provenant d'un vol commis à l'étranger, et qui ensuite avait tenté de toucher ces coupons, en commettant, pour y parvenir, une tentative d'escroquerie. L'inculpé avait déposé des conclusions d'incompétence, basées sur ce que le fait qu'on lui imputait ne constituait, en cas de mauvaise foi, qu'une complicité par recel d'un vol commis à l'étranger, fait que nos tribunaux ne peuvent punir. La Cour a répondu(1) : « ... que cette prétention ne

(1) *Journal de Droit international privé*, 1890, p. 650.

saurait être admise ; que Ryders, en effet, est poursuivi pour tentative d'escroquerie commise en 1888 à Paris, c'est-à-dire pour emploi frauduleux des coupons de valeurs de Bourse qu'il avait entre les mains, fait absolument indépendant du fait de complicité de vol dont il a pu s'être rendu coupable en recélant sciemment lesdits coupons ; qu'il est certain que le complice d'un vol peut, à l'aide des objets provenant du vol, commettre un nouveau fait délictueux, et avoir, devant la justice, à répondre de ce nouveau fait, alors même que, pour une cause quelconque, il serait impossible de le poursuivre à raison du premier ; . . . »

Ryders se pourvut en cassation, la Cour confirma la décision de la Cour d'appel dans un arrêt du 8 novembre 1888(1).

« . . . Attendu, est-il dit dans cet arrêt, qu'il résulte des constatations de l'arrêt entrepris, que l'escroquerie retenue à la charge de Ryders est absolument distincte du prétendu recel, et que sa criminalité n'est point subordonnée à l'existence du crime entièrement commis ; — Attendu, dès lors, que s'agissant d'un délit commis à Paris en 1888, par un étranger, la Cour de Paris est compétente . . . »

(1) *Palais*, 1890, I, p. 686.

CHAPITRE II

Des actes de complicité accomplis en France, et relatifs à une infraction commise en pays étranger par un Français.

Nous savons dans quels cas un Français peut être poursuivi en France pour crime ou délit commis à l'étranger. Nous avons dit que la loi française, surtout territoriale, était aussi, et subsidiairement, personnelle, parce que les lois pénales, règles de la conduite des citoyens, sont pour eux obligatoires en pays étranger, aussi bien que dans la cité même, puisque la présence du coupable sur le territoire, et sa réintégration dans la jouissance de ses droits causent un trouble à l'ordre et un préjudice à la société (1).

Mais la compétence de la loi nationale n'est que subsidiaire, subordonnée au défaut de poursuite des autorités

(1) HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, t. II, p. 593

du lieu du délit (1), qui est la plus directement intéressée à la répression.

Nous allons étudier dans ce chapitre le cas où un Français, justiciable de sa loi personnelle pour crime commis à l'étranger, a eu un complice. Celui-ci peut avoir accompli son acte de complicité en France ou à l'étranger, dans le pays où a été perpétré l'infraction principale, ou dans un autre pays ; il peut être Français ou étranger. Autant de difficultés qui se sont présentées devant les tribunaux ; nous examinerons les solutions que ceux-ci leur ont données.

Puisque la jurisprudence décide en principe que l'acte du complice et celui du délinquant principal ne forment ensemble qu'un seul et même délit, elle devra en tirer, pour le cas qui nous occupe, cette conclusion qu'un fait de complicité sera justiciable des tribunaux français, s'il se rattache à un crime ou délit commis à l'étranger par un Français, dans les cas prévus par l'article 5 du Code d'instruction criminelle.

C'est en effet ce que la Cour de cassation a déclaré dans un arrêt du 7 janvier 1892 (2).

Des titres avaient été volés à une demoiselle Roty, demeurant à Tournai (Belgique). A la suite de perquisitions opérées en France, certains des titres furent retrou-

(1) C'est ce qu'exprime le paragraphe 4 de l'art. 5 du *Code d'instr. crim.*

(2) V. *Journal de dr. intern privé*, 1894, p. 1005.

vés entre les mains d'un sieur Gellé, changeur à Lille, qui ne parvint pas à établir la légitimité de sa possession. La suite de l'enquête démontra que les deux principaux auteurs étaient deux Français ; ils furent renvoyés devant la Cour d'assises du département du Nord, ainsi que Gellé, inculpé de complicité par recel.

Gellé fut acquitté. Il plaida ensuite contre la demoiselle Roty, l'assignant en main-levée de l'opposition qu'elle avait formée sur les titres. Il argumentait de ce fait que les valeurs avaient été arbitrairement saisies par la justice française, parce que celle-ci, disait-il, était incompétente pour instruire contre lui du chef de complicité par recel du vol desdites valeurs, ce vol ayant été commis en Belgique.

La Cour n'a pas admis ce moyen ; elle a décidé que : « . . . pour que le recélé, commis en France, d'un vol commis à l'étranger, ne puisse être l'objet de poursuites devant les tribunaux français, il est nécessaire que les auteurs du vol soient eux-mêmes étrangers ».

Ce raisonnement s'applique aussi bien au cas où l'acte de complicité a eu lieu dans un pays étranger autre que celui où s'est passé le fait principal. C'est ce que montre un arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 1882 (1).

Un Français avait commis un vol à Bruxelles, les objets

(1) V. SIREY, 1884, I, p. 456.

en provenant furent recélés à Londres par un autre Français. La Cour de cassation a affirmé la compétence des tribunaux français vis-à-vis de l'auteur principal, et vis-à-vis de son complice, bien que celui-ci agit à l'étranger, et sur un territoire autre que celui où avait eu lieu le délit principal.

Mais au cours du procès, le vol ayant été débarrassé de ses circonstances aggravantes, devenait un délit. De là une nouvelle source de difficultés. Les tribunaux français restaient compétents, puisque le gouvernement belge avait dénoncé aux autorités françaises le vol de Bruxelles, ainsi que l'exige l'article 5 du Code d'instruction criminelle pour permettre la poursuite d'un délit. Mais le complice objectait que le gouvernement belge n'avait pas dénoncé son acte de complicité, lequel avait été commis en Angleterre, et que les autorités de ce pays ne l'avaient pas dénoncé non plus ; qu'en conséquence les tribunaux français étaient incompétents pour le juger.

La Cour de cassation répondit que la dénonciation, faite par le gouvernement sur le territoire duquel le délit avait été perpétré par un de nos nationaux, rendait la justice française compétente pour connaître de ce délit, aussi bien à l'égard des complices que de l'auteur principal, et alors même que les faits de complicité avaient eu lieu dans un pays étranger différent de celui dans lequel l'auteur du méfait avait opéré :

« ... — Attendu que la compétence pour connaître

d'un délit s'applique tout aussi bien aux complices qu'à l'auteur principal du délit..., que conséquemment la résidence du demandeur en Angleterre, et la circonstance qu'il aurait recélé à Londres les objets soustraits à Bruxelles, ne sauraient exercer aucune influence sur la compétence de la justice française, que la dénonciation du gouvernement belge avait légalement saisie de la connaissance du vol, tant contre les auteurs principaux que contre les complices. . . »

Dans cette affaire, le complice était de nationalité française, nous allons voir maintenant d'autres cas où il était étranger ; nous trouverons sur ce point des divergences de vues dans la doctrine et la jurisprudence.

Une première opinion admet que même alors nos tribunaux sont compétents.

On trouve en ce sens un jugement du Tribunal correctionnel de Marseille, confirmé par la Cour d'appel d'Aix, le 16 mai 1863 (1).

Le sieur Linker, sujet ottoman, mais protégé français, avait commis une escroquerie à Alexandrie. Il avait employé en cette ville des manœuvres frauduleuses au moyen desquelles il avait obtenu de divers négociants la remise de valeurs et de traites sur Londres, qu'il espérait faire négocier à Marseille par la dame Linker et par son frère

(1) Rapporté par FÉRAUD GIRAUD, *Jurid. franc, dans le Levant*, t. II, p. 346.

Weimberg. Ceux-ci furent poursuivis comme complices. Puisqu'il s'agissait d'un crime commis dans les échelles du Levant, Linker était justiciable du Tribunal consulaire français d'Alexandrie (1). La dame Linker et Weimberg furent poursuivis à Marseille. Weimberg déclina la compétence des tribunaux français, arguant de ce fait qu'il était étranger. La Cour a repoussé ces prétentions :

« Attendu que sa qualité de sujet ionien ne peut être invoquée par lui, puisque le délit, quoique commis par Linker, sujet français, hors du territoire français, était néanmoins, d'après la loi de 1836 et les actes internationaux avec l'empire ottoman, justiciable d'un tribunal français, ce qui comporte pour le complice la compétence de la juridiction française. »

Avant la réforme de l'article 5 du Code d'instruction criminelle en 1866, on ne pouvait pas poursuivre les délits commis à l'étranger par un Français ; mais il y avait une

(1) Dans les échelles du Levant et de Barbarie, et dans certains autres pays, des capitulations, des actes diplomatiques, des traités, et aussi des lois et des décrets, soustraient nos nationaux aux autorités, aux juridictions, aux lois pénales de ces pays. La compétence est ainsi réglée : le consul juge sans appel les contraventions. Un tribunal consulaire, composé du consul et de deux assesseurs français, statue en matière correctionnelle. L'appel en est porté devant la Cour d'Aix, pour les tribunaux consulaires du Levant. En matière de crimes, les consuls ont l'instruction et le prévenu est renvoyé devant la Cour d'Aix qui le juge sans l'assistance de jurés (loi du 28 mai 1836).

exception pour les échelles du Levant, ainsi que l'indique cet arrêt. Dès lors, juge la Cour d'Aix, ce délit étant punissable en France parce qu'il a été l'œuvre d'un de nos nationaux à l'étranger, il en résulte que tous ses actes de complicité sont également punissables en France, même s'ils ont été accomplis par un étranger.

A cet arrêt il convient d'opposer une décision de la Cour d'appel de Lyon, du 27 décembre 1892 (1), qui admet, avec raison, selon nous, qu'il faut faire une différence entre le complice français et le complice étranger.

Un Français nommé Fournel avait été condamné à Shanghai, par le consul de France, pour délit d'abus de confiance, commis par lui, au préjudice de la Compagnie du gaz de la concession française de cette ville. On découvrit qu'un individu d'origine allemande, naturalisé suisse, nommé Nachtrieb, qui demeurait à Lyon, avait donné des instructions à Fournel en vue de commettre son délit, et avait recélé à Lyon tout ou partie des sommes provenant de ce délit.

L'espèce souleva des difficultés de droit international, dans l'examen desquelles nous n'entrerons pas. Bornons-nous, pour fixer nettement l'hypothèse sur laquelle nous allons raisonner, à dire que le Tribunal de première instance et la Cour d'appel de Lyon ont décidé que le vol, quoique commis dans la concession française de Shanghai,

(1) V. SIREY, 1895, II, p. 73.

avait eu lieu sur un territoire étranger, et que Nachtrieb n'était pas protégé français, par conséquent qu'il n'était pas soumis à la juridiction consulaire de Shanghai. Nous sommes donc ici en présence d'un cas de complicité en France d'un crime accompli à l'étranger, par un Français.

Le Tribunal correctionnel de Lyon, le 20 juillet 1892 (1), déclara ne pouvoir punir l'inculpé :

« . . . attendu qu'en dehors des cas prévus par l'article 7 du Code d'instruction criminelle, l'étranger n'est pas punissable en France pour les crimes ou les délits par lui commis hors du territoire français, soit contre un Français, soit contre un étranger ; que s'il faut dire que les divers actes de participation à une infraction, faisant un tout indivisible, un seul et même délit, l'étranger complice d'une infraction commise sur le territoire français peut être poursuivi devant les tribunaux français, même pour les actes qu'il a commis à l'étranger, on doit, à raison du même principe, décider que cette poursuite ne peut être exercée contre un étranger complice d'une infraction commise par un Français sur un territoire étranger, quel que soit le domicile de cet étranger. . . »

Le ministère public interjeta appel.

La Cour de Lyon confirma le jugement du Tribunal correctionnel.

Parlant des faits de complicité reprochés à Nachtrieb,

(1) Sirey, 1895, II, p. 73

elle déclara : « ... Attendu que les délits qui lui sont reprochés ne sont pas compris dans les infractions commises hors du territoire dont l'article 7 du Code d'instruction criminelle, autorise exceptionnellement la juridiction française à se saisir à l'égard des étrangers ; — attendu, il est vrai, qu'aux termes de l'article 3 du Code civil, les lois de police et de sûreté obligent quiconque habite le territoire ; — que Nachtrieb habite Lyon depuis de nombreuses années ; qu'il ne peut donc être déféré à la justice française que si le fait qui lui est imputé a été commis en France ; — attendu que les faits relevés par la citation contre Nachtrieb sont des faits consécutifs de la complicité des délits commis par Fournel à Shanghai ; — attendu que... se rattachant par un lien étroit au fait délictueux dont ils ne sont que la continuation et l'accessoire, sans lesquels même, quant au recélé du moins, ils ne peuvent exister, ces faits doivent, en droit, être réputés accomplis au lieu de perpétration du délit principal ; — attendu que le délit commis par Fournel, auteur principal, l'a été certainement à Shanghai, territoire chinois ; que c'est donc à Shanghai que Nachtrieb doit être nécessairement réputé avoir commis les faits de complicité qui lui sont reprochés ; que, s'agissant d'un délit commis sur le territoire chinois, Nachtrieb ne tombe donc pas sous l'application de l'article 3 du Code civil, et échappe à la juridiction française ;... — attendu qu'on ne saurait non plus soutenir que l'auteur principal Fournel

étant, en sa qualité de Français, justiciable des tribunaux français, Nachtrieb, quoique étranger, doit également être soumis aux mêmes tribunaux ; — attendu que si, en règle générale, il existe entre le délit et les faits de complicité qui s'y rattachent un lien d'indissoluble unité, il ne s'ensuit pas cependant que cette indivisibilité puisse avoir pour conséquence de permettre de déroger à l'ordre des juridictions, qui est de droit supérieur, et de faire décider qu'un étranger qui, ni au point de vue de sa personne, ni au point de vue de la nature de l'infraction, ni au point de vue du territoire, n'est justiciable de la juridiction française, pourra, parce qu'il est complice d'un délit commis par un Français à l'étranger, être déféré à un tribunal français, alors qu'il ne pourrait l'être s'il était auteur principal ; que ce serait aller directement contre les termes et l'esprit de l'article 7 du Code d'instruction criminelle ; . . . »

La solution contenue dans cet arrêt nous paraît devoir être approuvée. La Cour de Lyon s'appuie sur le principe posé en matière de complicité par la Cour de cassation et par le Code pénal, principe d'après lequel l'acte du complice emprunte sa criminalité à l'acte de l'auteur principal ; c'est celui-ci qui le caractérise et détermine quelle est la peine applicable. La Cour de Lyon en conclut que le fait de complicité de Nachtrieb est censé commis à Shangaï ; et ainsi l'article 3 du Code civil, ne peut être appliqué ici.

Une objection apparaît alors immédiatement contre l'arrêt de la Cour de Lyon : les tribunaux français, dira-t-on, sont compétents aux termes de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, pour juger l'un de leurs nationaux coupable d'avoir commis un crime ou délit sur le territoire d'un autre pays. En conséquence, étant donné la théorie de la complicité admise dans le Code pénal, ces tribunaux doivent se reconnaître également compétents pour juger le complice de ce Français, sans avoir à tenir compte ni de la nationalité de ce complice, ni du lieu où il a agi.

L'arrêt a prévu l'objection et la repousse : à la théorie de la complicité telle que l'a admis le législateur, il oppose le principe contenu dans l'article 7 du Code d'instruction criminelle, qui défend aux tribunaux français de poursuivre un fait commis à l'étranger et par un étranger, en dehors des cas qu'il énumère, d'une façon limitative.

La solution de la question de savoir si nos tribunaux peuvent juger le complice étranger revient donc à savoir lequel de ces deux principes qui s'opposent doit prévaloir sur l'autre. Si l'on admet que le principe, posé dans le Code pénal, article 59, de la complicité délit unique, doit primer le principe de l'incompétence extra-territoriale de nos tribunaux, il faudra dire que le complice étranger peut être poursuivi en France. C'est ce qu'ont décidé les Cours d'appel d'Aix, dans l'arrêt du 16 mai 1863, et de Douai, dans l'arrêt du 7 janvier 1892. Si, au contraire,

on admet que le principe contenu dans l'article 7 du Code d'instruction criminelle doit l'emporter sur la théorie de la complicité délit unique, il faudra admettre, avec la Cour de Lyon, l'incompétence de la justice française. Or, à notre avis, il doit en être ainsi : le législateur n'a pas voulu que la justice de notre pays puisse connaître des infractions perpétrées à l'étranger par des étrangers : le principe de la territorialité de la loi pénale a été admis comme fondamental par les rédacteurs du Code, qui ont eu soin d'énumérer strictement les quelques dérogations qu'ils y apportaient ; en dehors d'elles la règle subsiste absolue, permanente, rien ne saurait rendre le juge français compétent, ni le silence, ni même le consentement de l'étranger poursuivi (1).

M. Marcel Nast a combattu ce raisonnement (2). La Cour de Lyon, déclare M. Nast, aurait dû reconnaître sa compétence. La solution qu'elle a donnée peut aboutir à l'impunité du complice lorsque le fait de complicité s'est produit en France : le complice n'aura qu'à ne pas quitter le territoire français, ou, s'il est expulsé, à s'établir sur un territoire autre que celui du fait principal, il sera à peu près sûr de n'être pas poursuivi. On ne saurait donc admettre cette conséquence que si, vraiment,

(1) Motifs de l'arrêt de la C. de Cass. 10 janv. 1873, DALLOZ 1873, I, p. 42.

(2) V. une note au DALLOZ 1911, II, p. 369, sous l'arrêt du 17 janv. 1911.

l'incompétence des tribunaux français est imposée par les principes du droit pénal international.

Or, il n'en est rien : le fait du complice n'est pas punissable en lui-même, il n'est punissable qu'à raison de son indivisibilité avec un fait principal punissable, avec lequel il se confond. Dès l'instant où les tribunaux français sont compétents pour connaître du fait principal, ils doivent l'être aussi pour juger le complice quel qu'il soit et quel que soit le lieu où s'est produit le fait de complicité.

A l'argument tiré de l'article 7 du Code d'instruction criminelle, M. Nast répond que, malgré ledit article, il est presque unanimement admis que, si le fait principal a été exécuté en France, l'étranger qui, même hors de France, s'est rendu complice de l'infraction peut être jugé en France à raison de l'indivisibilité du fait accessoire et du fait principal.

Nous ne saurions contester qu'il en soit ainsi ; nous verrons plus loin des arrêts qui, avec raison d'après nous, consacrent cette solution.

M. Nast tire de ces arrêts cette conclusion qu'on donne ici la préférence aux règles de la complicité sur celles de la compétence ; tandis que dans l'arrêt de la Cour de Lyon, c'étaient les règles de compétence qui avaient le pas sur celles de la complicité.

Pourquoi, conclut cet auteur, admettre, dans les deux hypothèses, une solution différente ? Tous les complices, étrangers ou français, devraient pouvoir être jugés en France.

Il y a, en effet, entre les solutions données par la jurisprudence dans les cas qui viennent d'être mis en opposition, une différence très sensible ; mais il nous semble qu'on peut la justifier.

Le législateur a voulu qu'aucune des infractions perpétrées sur le sol français n'échappe à la juridiction de nos tribunaux ; cette règle de notre droit pénal, posée dans l'article 3 du Code civil, doit être considérée comme fondamentale. Nos tribunaux, qui peuvent connaître d'un délit commis sur notre territoire, se sont reconnus compétents pour statuer sur tous les faits accessoires de ce délit, même s'ils ont été accomplis hors de nos frontières, en vertu de cette idée qu'ils ne forment avec l'acte principal qu'un seul et même méfait.

Au contraire, dans le cas où un Français a commis une infraction en pays étranger, la loi française ne peut le saisir qu'en vertu d'une dérogation au principe fondamental de la territorialité de la loi pénale, timidement admise, et seulement d'une façon subsidiaire, pour ne pas laisser le délinquant impuni. Mais cette exception ne s'applique qu'aux Français, les motifs qui ont déterminé le législateur à l'insérer dans la loi ne permettent pas d'en faire application aux sujets étrangers, et la théorie, admise en jurisprudence, qui ne voit dans l'acte de l'auteur et celui du complice qu'une infraction unique, et qui est purement fictive, ne peut faire échec aux termes et à l'esprit de l'art 5 du Code d'instruction criminelle.

La solution donnée par la Cour de Lyon, si elle a soulevé des critiques, a reçu d'autre part des approbations.

Signalons d'abord une note du Dalloz (1894, II, p. 254) qui approuve la manière de voir de l'arrêt du 27 décembre 1892, parce que la compétence des tribunaux français à l'égard des Français, auteurs de délits commis à l'étranger, est subordonnée à diverses conditions qu'énumère l'article 5 du Code d'instruction criminelle ; en conséquence elle n'existe pas de plein droit et aussi longtemps que ces conditions ne sont pas réunies le complice n'est pas justiciable des tribunaux français, puisqu'ils ne peuvent juger l'auteur principal. Mais que décider, ajoute la note, si les tribunaux français étaient régulièrement saisis de la connaissance du délit commis par le Français à l'étranger ? Il semble dans cette hypothèse que le principe de l'indivisibilité de la poursuite attribuerait compétence aux tribunaux français pour juger le complice.

Ainsi que le fait remarquer M. Jordan (1) l'arrêtiste du Dalloz se méprend sur le raisonnement de l'arrêt de la Cour de Lyon, et en méconnaît la portée. D'après l'annotateur, il faudrait, lorsqu'on veut savoir si les tribunaux français sont compétents pour juger le complice, distinguer suivant que les conditions mises par l'article 5 du Code d'instruction criminelle à la poursuite de l'auteur principal sont réunies ou ne le sont pas. Si elles le sont,

(1) JORDAN, *Revue critique*, 1907, p. 603 et suiv

l'arrêtiste incline à croire que nos tribunaux sont compétents pour juger le complice. Ce pourrait être une opinion personnelle soutenable, mais l'auteur de la note la donne comme étant celle de la Cour de Lyon, or il n'en est rien, nous croyons l'avoir démontré suffisamment plus haut. Mais l'opinion contenue dans la note du Dalloz semble aussi prêter à la critique en ce qu'elle paraît opposer l'exception contenue dans l'article 5 du Code d'instruction criminelle au principe de l'indivisibilité de la poursuite du délit lui-même et de ces complicités, alors qu'en réalité c'est l'article 7 du Code d'instruction criminelle qui lui fait obstacle.

L'étude des arrêts des Cours d'appel de Lyon d'une part, d'Aix d'autre part, nous a montré l'état actuel de la jurisprudence sur la question. Comme on le voit les avis sont partagés. Certaines Cours admettent que le complice peut être jugé en France, quand le fait principal ayant pour auteur un Français peut lui-même y être poursuivi en vertu de l'article 5 du Code d'instruction criminelle, et cela sans distinguer entre le complice français et étranger. La Cour de Lyon, au contraire, fait cette distinction.

La même diversité d'opinions se rencontre en doctrine (1).

Nous venons de dire que M. Nast combattait la juris-

(1) Voir M. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 11^e éd. p. 118 note 1; JORDAN, *Revue critique*, 1907, p. 609 et suiv.

prudence de la Cour de Lyon. D'autres auteurs l'approuvent.

M. Garraud écrit, en effet (1) :

« L'étranger, co-auteur ou complice d'un crime commis hors du territoire de France par un Français, ne peut pas être poursuivi en France. La loi française, en effet, ne s'applique, en principe, aux étrangers, que si le crime est commis en France. Je reconnais, du reste, ce que cette solution a de fâcheux et de contradictoire. Le complice Français sera poursuivi en France et l'auteur étranger ne pourra l'être ! C'est la conséquence de la théorie de la complicité délit-unique. »

M. Jordan se prononce d'une façon formelle en faveur de la solution donnée par l'arrêt de Lyon, dans son article : « *du recel des choses envisagé comme mode de complicité ou délit distinct* », publié par la *Revue critique* (2).

« La Cour de Lyon, dit cet auteur, donne avec raison le pas à une règle fondamentale de compétence, ou plutôt d'*incompétence* absolue, permanente, ne pouvant jamais être couverte, subsistant à tous les degrés de juridiction, sur une assimilation établie par l'article 62 du Code pénal qui n'est qu'une *fiction*, car, comme nous l'avons déjà vu, la nature des choses la repousse, et contraint la Cour de cassation à admettre que le recel de la chose

(1) V. *Précis de dr. crim.*, 11^e éd., p. 118, note 1.

(2) Année 1907, p. 486 et suiv., 609 et suiv.

volée se constitue par un fait subséquent au vol, indépendant du vol lui-même, et, par sa nature, exclusif de toute participation au vol.

Ici c'est l'article 7 du Code d'instruction criminelle qui fait échec à l'article 62 du Code pénal. »

Une autre difficulté a été récemment soulevée en jurisprudence : c'est la question de savoir si le complice d'un crime commis par un Français à l'étranger, peut être justiciable de nos tribunaux, lorsqu'il rentre en France, sans que l'auteur principal puisse y être jugé, parce qu'il n'y est pas rentré. On sait, en effet, que l'une des conditions mises par l'article 5 du Code d'instruction criminelle, à la poursuite d'un crime commis à l'étranger est le retour volontaire de l'inculpé en France. Peut-on poursuivre le complice s'il rentre volontairement en France, sans qu'on poursuive l'auteur lui-même, resté à l'étranger ? Telle est la question que nous allons examiner.

La Cour d'appel de Paris a été appelée à se prononcer sur ce point dans les circonstances suivantes :

La société anonyme J.-B. Martin avait déposé au Parquet de la Seine une plainte en abus de confiance et escroquerie ; elle avait été victime de X . . . , lequel avait détourné à Buenos-Ayres, à son préjudice, du numéraire qui lui avait été remis à titre de mandat. Le sieur Poujade s'était rendu complice de ce détournement, à Buenos-Ayres, en recelant sciemment tout ou partie des sommes détournées. Poujade, depuis lors, était rentré volontai-

rement en France, il fut seul poursuivi puisque l'auteur principal était toujours à l'étranger. La Cour d'appel décida que le complice d'un délit commis à l'étranger ne peut être poursuivi en France, bien qu'il y soit volontairement revenu, si l'auteur principal, n'y étant pas rentré, ne peut être lui-même poursuivi :

« Considérant qu'aux termes de l'article 3 du Code civil, les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire français ; qu'il en résulte que l'empire de la loi pénale est fondé sur le principe de la souveraineté territoriale ; que si par dérogation à ce principe général, le législateur a admis que l'acte punissable commis par un Français sur le sol étranger peut, dans certains cas, être régi par la loi française, il a eu soin de spécifier dans l'article 5 du Code d'instruction criminelle, les conditions requises pour que la poursuite soit exercée ; — considérant qu'aux termes de cet article, . . . il faut . . . que l'inculpé soit de retour en France et que son retour soit volontaire ; — considérant que, ni au moment où le Parquet a requis l'information, ni au moment où l'ordonnance renvoyant Poujade devant le tribunal de police correctionnelle est intervenue, X . . . , auteur du délit, n'était rentré en France ; que dès lors l'article 5, dont les dispositions exceptionnelles doivent être strictement appliquées, ne permettaient pas de saisir la justice française . . . ; — considérant, d'une part, que le complice d'un abus de confiance par recel doit être puni des

mêmes peines que l'auteur de l'abus de confiance ; que, d'autre part, au moment du renvoi devant le tribunal correctionnel, cet auteur, bien que Français, ne pouvait, à défaut de retour volontaire en France, être puni conformément aux lois du pays étranger où le détournement frauduleux avait été commis ; que les tribunaux français n'ont ni compétence ni pouvoir pour les appliquer ; que par suite, la juridiction française ne pouvait être saisie à l'égard de X. . . »

Dans la fin de son arrêt, la Cour décide qu'il importe peu que postérieurement à la citation du complice devant la juridiction correctionnelle l'auteur principal soit rentré en France, qu'une information ait été ouverte contre lui et qu'il ait été l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal de police correctionnelle.

Cet arrêt du 17 janvier 1911 (1), s'appuie sur ce que l'article 59 du Code pénal, dit que le complice doit être puni de la même peine que l'auteur principal ; or, dans l'espèce, l'auteur principal n'étant pas de retour en France, n'y était pas punissable et aucune peine ne pouvait être prononcée contre lui, le complice devait lui-même échapper au châtement.

M. Nast (2) fait remarquer que cet arrêt donne une fausse interprétation de l'article 59 du Code pénal ; ce texte ne signifie pas que le complice ne peut être puni que si

(1) DALLOZ. 1911, II, p. 369.

(2) Note au DALLOZ 1911, II, 369.

l'auteur principal est lui-même punissable, mais qu'il ne peut être puni que si le fait principal est punissable. Il suffit que le fait principal soit punissable, il n'est pas nécessaire qu'il soit effectivement puni.

Ceci a été admis par de nombreux auteurs et semble ne pouvoir être contesté.

M. Garraud (1) le dit formellement : « Il serait absurde, en effet, de déduire des termes de l'article 59 du Code pénal, cette conséquence, que les complices ne peuvent être punis lorsque l'auteur principal ne l'est point. Si le fait de complicité, indifférent en lui-même, n'est puni que par relation avec un fait principal qui lui communique sa criminalité, le complice, lui, n'est pas puni par voie subsidiaire, il est puni parce qu'il est personnellement coupable d'avoir sciemment et volontairement participé à un fait incriminé par la loi. En d'autres termes, pour qu'il y ait complicité, il faut nécessairement qu'il y ait un fait principal incriminé ; mais il n'est point indispensable qu'il y ait un auteur principal punissable ; du moment, en effet, qu'il existe un fait délictueux, la culpabilité du complice est indépendante de la culpabilité de l'auteur même de ce fait. »

Vidal (2) s'exprime dans le même sens : pour qu'il y ait complicité punissable, écrit cet auteur, il n'est pas nécessaire que l'auteur soit puni, il suffit qu'il y ait crime

(1) *Traité de dr. pénal*, t. II, n° 697.

(2) *Droit criminel*, n° 413.

ou délit punissable en France. « Le sort du complice n'est pas lié à celui de l'auteur, et sa condamnation ne dépend pas de celle de cet auteur, quoique le texte de l'article 59... puisse paraître, à première vue, se prêter à cette interprétation. »

Déterminant le sens dans lequel il faut entendre l'expression : crime ou délit commis par l'auteur principal, M. Degois (1) dit que cela ne signifie pas qu'il faille que l'auteur principal soit puni ; il suffit qu'il ait perpétré un fait qui, objectivement, est un crime ou un délit.

On a adressé à cet arrêt des critiques plus graves encore : M. Nast remarque que la Cour de Paris paraît objecter que le fait lui-même n'est pas punissable en France, puisque l'article 5 ne lève l'incompétence des tribunaux français à l'égard des infractions commises en pays étranger, que dans le cas où l'inculpé est revenu en France.

« En réalité, répond M. Nast, le retour de l'inculpé n'est pas une condition nécessaire pour que nos tribunaux soient compétents : la seule condition exigée est la qualité de Français en la personne du délinquant. La condition du retour en France est plutôt une condition de recevabilité de la poursuite, de même que, dans le cas d'adultère, de rapt par séduction, de diffamation, etc., la nécessité d'une plainte de la victime est une condition de recevabilité de l'action publique. Mais ce n'est pas une condition exigée pour que le fait commis soit punissable.

(1) *Droit criminel*, n° 332.

Les tribunaux français sont donc compétents pour juger les infractions commises en pays étranger, dès l'instant où l'inculpé est un Français, mais l'article 5 du Code d'instruction criminelle, subordonne la recevabilité de l'action publique contre l'auteur de ce fait à son retour volontaire en France. Il semble qu'il y ait là une condition subjective, personnelle à chaque délinquant ; la loi ne veut pas qu'on puisse juger par défaut ou par contumace, un Français qui a commis un délit en pays étranger, parce que tant qu'il reste en pays étranger, l'ordre public et la tranquillité sociale ne sont pas troublés en France. » Or, précisément, dans le cas où le complice est revenu en France, sa seule présence constitue un danger, une menace à la sécurité, il est inadmissible qu'il puisse jouir d'une impunité imméritée. Le motif qui justifie la condition du retour volontaire, n'existe plus en sa personne, puisqu'il est revenu en France.

M. Nast conclut de tout ceci que les tribunaux français sont compétents pour juger le fait du complice, non en raison de la nationalité de celui-ci, mais en raison de l'indivisibilité qui unit son acte au délit principal qui est punissable en France ; et, s'il y est de retour, il peut y être poursuivi, malgré l'absence de l'auteur principal, parce que la condition de recevabilité exigée par l'article 5 du Code d'instruction criminelle, existe en sa personne.

L'arrêt décidait enfin qu'il importait peu que, postérieurement à la citation du complice devant la juridiction

correctionnelle, l'auteur principal fût rentré en France, qu'une information eût été ouverte contre lui et qu'il eût été l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal de police correctionnelle. En effet, dit M. Nast, si l'on admet avec l'arrêt que le complice d'une infraction commise en pays étranger par un Français ne peut être poursuivi en France avant le retour de l'auteur principal, il importe peu qu'une instruction soit ouverte contre celui-ci, après son retour en France, mais postérieurement au renvoi du complice devant le tribunal correctionnel. Au moment où celui-ci a été saisi, il était incompétent pour juger le complice et la citation ne pouvait le saisir. Par conséquent, l'arrêt qu'il a rendu malgré l'irrégularité de sa saisine, devait lui-même être annulé. Pour valider les poursuites exercées à tort contre le complice, il aurait fallu que l'instruction, ouverte plus tard contre l'auteur principal, pût s'étendre au complice. Or, tel n'était pas le cas. Le juge d'instruction, par le renvoi du complice devant le tribunal correctionnel, était dessaisi de l'affaire à l'égard de cet inculpé. Il eut, par conséquent, fallu que le tribunal se déclarât incompétent à l'égard des faits reprochés au complice, et que par suite du conflit entre le tribunal et le juge d'instruction, un règlement de juges intervînt, pour que, s'il en était encore temps, l'instruction ouverte contre l'auteur principal pût être étendue au complice.

CHAPITRE III

Des actes de complicité accomplis en pays étranger et relatifs à une infraction commise en France.

Nous avons été amenés, dans le chapitre précédent, à indiquer quelle était sur ce point la solution de la jurisprudence. Nous avons dit que, compétente, de par l'article 3 du Code civil, pour connaître du délit principal, elle s'appuyait sur le principe de l'indivisibilité qui unit l'acte de complicité au délit principal, pour se reconnaître compétente pour juger les faits de complicité, même s'ils ont eu lieu à l'étranger et qu'ils soient l'œuvre de sujets étrangers.

Nous allons étudier plusieurs arrêts où cette doctrine est nettement posée.

Le premier arrêt à signaler est une décision de la Cour de cassation, chambre criminelle, du 13 mars 1891 (1). Les faits qui l'ont motivé sont les suivants :

(1) SIREY, 1891, I, p. 240.

Un vol de coupons avait été commis en France, au préjudice du ministre des finances ; un Russe, nommé Laterner, avait reçu à Londres une partie de ces coupons ; il fut arrêté à Vienne (Autriche), alors qu'il en était encore porteur. Le gouvernement français demanda et obtint l'extradition de Laterner ; le juge d'instruction chargé de l'affaire renvoya l'auteur du vol et deux de ses complices devant la Cour d'assises de la Seine, mais rendit une ordonnance de non-lieu en faveur de Laterner, se fondant en droit sur ce que le fait imputé au prévenu est un acte de recel commis par un étranger hors du territoire français.

M. le Procureur général près la Cour de Paris fit opposition à l'ordonnance de non-lieu.

M. le Substitut du Procureur général Mérillon soutint le pourvoi devant la chambre des mises en accusation. Le motif de l'ordonnance de non-lieu, fait-il observer dans ses réquisitions, tend à décider que les tribunaux français sont incompétents pour connaître d'un crime commis à l'étranger et par un étranger ; c'est un principe absolument juridique, mais faussement appliqué en l'espèce, car le recel n'étant qu'un mode de complicité, devrait suivre le sort du délit principal au point de vue du territoire comme de la répression. La Cour de Paris rendit un arrêt, en date du 30 janvier 1894, confirmant l'ordonnance du juge d'instruction ; elle se basait sur ce que l'article 7 du Code d'instruction criminelle prévoit

limitativement les cas où un étranger peut être poursuivi en France pour une infraction accomplie à l'étranger :

« Considérant, disait la Cour de Paris, que les termes de cet article (l'art. 7 C. instr. crim.) sont clairs et formels, et que ses dispositions ne s'appliquent qu'aux crimes qui s'y trouvent expressément désignés ;... »

Le ministère public, dans ses réquisitions, s'était fondé sur les arrêts des 17 septembre 1834 et 19 avril 1888, qui posent en principe que l'acte du complice emprunte la criminalité de celui de l'auteur principal, et encourt la même peine, d'où il résulte que le fait principal s'étant passé hors de France et étant l'œuvre d'inconnus ou d'étrangers, les tribunaux français ne pouvaient juger le complice. Ici également, disait-il, l'acte de complicité doit suivre le sort du délit principal, et être jugé en France.

La Cour de Paris n'a pas admis ce raisonnement, elle s'est basée sur l'article 7 du Code d'instruction criminelle ; ce texte, dit-elle, a prévu les cas exceptionnels où un étranger qui a commis une infraction hors du territoire français peut être poursuivi en France, on ne le poursuivra dans aucun autre cas :

« Considérant que le ministère public... invoque dans ses réquisitions, à l'appui de son pourvoi, deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un du 7 septembre 1834, l'autre du 19 avril 1888, desquels il fait résulter que l'étranger,

qui s'est rendu en pays étranger complice par recel d'un crime de détournement commis en France par un Français, peut et doit être jugé par les tribunaux français ; — mais considérant que telle ne saurait être la signification desdits arrêts ; qu'il est impossible d'admettre que les magistrats qui les ont rendus, aient entendu ajouter un crime nouveau à ceux restrictivement énumérés par l'article 7 du Code d'instruction criminelle ; que, bien loin de là, l'arrêt de 1888 débute par cette considération qu'à l'exception des cas prévus par l'article 7 du Code d'instruction criminelle, les tribunaux français sont sans pouvoir pour juger les étrangers, à raison de faits commis en pays étrangers ; que leur incompétence à cet égard est absolue et ne peut être couverte ni par le consentement de la puissance sur le territoire de laquelle le crime a été commis, ni par l'extradition qu'elle aurait accordée ; — considérant que les principes posés par l'article 7 étant ainsi reconnus par l'arrêt lui-même, et l'espèce soumise à la Cour ne rentrant dans aucune des prévisions dudit article, il en résulte que les tribunaux français sont incompétents pour connaître des faits imputés au prévenu Laterner ;... »

La Cour de Paris ne nous paraît pas avoir très bien compris les arguments contenus dans l'arrêt du 19 avril 1888. La Cour de cassation y a posé en principe qu'il est impossible de poursuivre en France l'individu qui y a recélé des objets soustraits à l'étranger par un inconnu

ou un sujet étranger, parce que le recel n'étant qu'un mode de complicité est censé ne faire avec le délit principal qu'une même infraction ; l'incompétence de nos tribunaux pour juger le délit principal entraîne leur incompétence pour juger l'acte de complicité.

Dans l'espèce que nous étudions actuellement, la situation inverse se présente et la solution contraire découle du raisonnement fait par la Cour de cassation dans l'arrêt du 19 avril 1888. Dans l'espèce qui nous occupe, le fait principal était commis en France, nos tribunaux étaient, sans conteste, compétents pour le juger ; et, en vertu de l'indivisibilité, admise par la jurisprudence, entre l'acte de l'auteur et celui du complice, pour juger le fait de ce complice.

Pour incriminer et poursuivre en France le recel commis à l'étranger par un étranger, il n'était pas nécessaire, comme la Cour de Paris paraît le croire, « d'ajouter un crime nouveau à ceux restrictivement énumérés de l'article 7 du Code d'instruction criminelle », il suffisait d'appliquer ici la théorie de la complicité délit-unique, admise par la Cour de cassation.

C'est ce que soutint M. le conseiller Dupré dans son rapport devant la Cour de cassation : Dans l'arrêt du 19 avril 1888, dit-il, la Cour de cassation a posé d'abord un principe : le droit de punir procède de la souveraineté, et c'est de ce principe que tout découle. Sur les nationaux, la souveraineté peut dépasser le territoire. Elle est

limitée pour les étrangers (sauf une exception tirée du droit de légitime défense, art. 7 C. instr. crim.). De ce principe deux règles qui se font équilibre : l'une pour ce qui se passe hors du territoire, l'autre pour ce qui se passe sur le territoire. L'arrêt de 1888 rétablit la première règle que la Cour de Paris avait méconnue ; cette même Cour ne tient pas compte de la seconde dans son arrêt du 30 janvier 1891. M. le conseiller Dupré demande à la Cour de maintenir en l'espèce la manière de voir qu'elle a posée dans l'arrêt de 1888.

Conformément à ces conclusions, la Cour de cassation rendit le 13 mars 1891 l'arrêt suivant :

« La Cour : — Attendu qu'il est de principe, et d'ailleurs expressément déclaré par l'article 3 du Code civil que les lois de police et de sûreté obligent quiconque habite le territoire ; que, par suite, tout vol commis en France est, quelle que soit la nationalité de son auteur, passible des peines de la loi française devant la juridiction répressive du pays ; que, d'autre part, toute complicité dans une infraction à la loi pénale est en règle générale assimilée à l'infraction même, pour la juridiction comme pour la peine ; que par suite tout complice d'un vol commis en France est, quelle que soit sa nationalité, puni des peines de ce vol par la juridiction à laquelle la répression du même vol appartient ; — attendu d'ailleurs que le recel d'objets volés n'est, dans le système de la loi française, qu'un mode particulier de complicité

dans le vol, que l'article 62 du Code pénal prévoit et réprime à ce titre comme tout autre acte de complicité ; que la juridiction française est, dès lors, compétente pour connaître, même à l'égard d'un étranger, quel que soit le lieu où ils aient pu être constatés, de tous les faits de recel se rattachant à un vol commis dans les limites du territoire ;... »

La solution donnée par la jurisprudence sur cette question était implicitement comprise dans l'arrêt de la Cour de cassation, chambre criminelle, du 22 juin 1882 (1), que nous avons déjà vu précédemment. Il y est dit en effet que lorsqu'un tribunal français est compétent pour connaître d'une infraction, il est également compétent pour connaître de tous ses actes de complicité.

Depuis 1891, la Cour de cassation a rendu d'autres arrêts dans le même sens.

Citons d'abord une décision de la Cour de cassation, du 17 février 1893 (2), affaire Wizogrocki :

Des vols avaient été commis à Paris, l'inculpé s'en était rendu complice par recel à Paris et à Bruxelles ; la Cour de cassation, dans l'arrêt susdit, décida : « que la compétence... pour connaître du fait principal, accompli en France, s'étendait nécessairement à tous les faits de complicité, même commis en Belgique et quelle que fût la nationalité du complice ;... »

(1) SIREY, 1884, I, p. 456.

(2) *Journal de dr. intern. privé*, 1894, p. 118.

L'accusé objectait que le condamner serait violer l'article 7 du Code d'instruction criminelle, puisqu'il était étranger et qu'il avait recélé les objets volés à Bruxelles.

La Cour de cassation, dans l'arrêt susdit, décida :

« Sur le second moyen, tiré de la violation de l'article 7 du Code d'instruction criminelle, en ce que le demandeur étant étranger, ne pouvait être condamné en France pour avoir, sur le territoire belge, commis le crime de complicité de vol par recel ; — attendu que Wyzogrocki était poursuivi par la justice française et a été extradé par le gouvernement belge pour s'être, à Paris et à Bruxelles, rendu complice par recel de plusieurs vols commis à Paris ; que la compétence de la justice française pour connaître du fait principal, accompli en France, s'étendait nécessairement à tous les faits de complicité, même commis en Belgique et quelle que fût la nationalité du complice ;... »

Un arrêt de la Cour de cassation, du 7 septembre 1893 (1), comporte la même doctrine :

L'accusé était poursuivi pour avoir recélé en France ou en Belgique le produit d'un vol qualifié commis en France, à Charleville.

« Attendu, dit la Cour, que lorsqu'un crime ou un délit est commis en France, la compétence de la justice française pour connaître du fait principal s'étend nécessaire-

(1) SIREY, I, 249.

ment à tous les faits de complicité, même s'ils se sont produits en pays étranger ; que le demandeur, poursuivi à l'occasion d'un vol commis à Charleville, était dans tous les cas justiciable des tribunaux français ;. . »

Ces arrêts suffisent à prouver que la jurisprudence de la Cour de cassation est très ferme, et que depuis 1891, elle ne s'est pas déjugée.

Elle a été approuvée par M. Garraud (1) : quand une infraction, dit cet auteur, a été commise avec le concours de plusieurs personnes, le juge du territoire où le fait principal, l'acte constitutif du délit a été exécuté est compétent pour connaître de tous les actes de participation, même de ceux qui ont été commis à l'étranger. Ainsi le sujet anglais, qui de Londres donne à un Français des instructions pour commettre un empoisonnement ou un faux en France, peut y être poursuivi comme complice : « les divers actes de participation formant en effet un tout indivisible, un seul et unique délit, commis sur le territoire, tous ceux qui y ont participé peuvent être poursuivis devant les tribunaux français, même pour les actes qui ont eu lieu à l'étranger. »

Nous ne saurions nier que le Code pénal considère l'acte du complice comme intimement lié à celui de l'auteur principal, et nous disons avec M. Garraud que la loi

(1) *Traité théorique et pratique de dr. pénal franç.*, 1^{re} éd., t. I, n° 135 et note 19 ; *Précis de dr. criminel*, 11^e éd., p. 118, note 1.

française saisit tous les auteurs, tous les complices d'une infraction exécutée en France, quelle que soit leur nationalité ou leur résidence (1). Aucun doute du moins ne peut s'élever lorsque les actes de complicité ont eu lieu en France. Mais il convient de rechercher si l'acte de participation commis hors du territoire français par un Français ou par un étranger se rattache au délit principal par un lien tellement étroit qu'il puisse lui aussi tomber sous le coup de la loi pénale française.

Nous croyons que, pour solutionner cette question, il faut distinguer suivant que l'acte de complicité a été commis par un étranger ou par un Français.

S'il a été l'œuvre d'un étranger, la jurisprudence admet bien que cet acte, étant une partie d'un délit commis en France, doit tomber sous le coup de la loi pénale française.

Mais ici, nous voyons apparaître l'article 7 du Code d'instruction criminelle. La complicité d'un crime ou délit, commis en France, perpétrée à l'étranger, par un étranger n'y figure pas ; dès lors pour arriver à la punition de cet acte, la jurisprudence fait appel au principe de l'indivisibilité de l'acte principal et de celui du complice ; celui-ci est censé avoir été commis au lieu où a été exécuté le délit lui-même, c'est-à-dire en France. Mais ce n'est là qu'une fiction, puisqu'en réalité le complice a agi en

(1) *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 1^{re} éd., t. I, n° 135.

dehors du territoire français. La question revient à se demander si cette fiction est assez forte pour battre en brèche la prohibition de poursuivre les étrangers pour des faits accomplis hors de France formulée par le législateur dans l'article 7 du Code d'instruction criminelle. Ici, comme dans une hypothèse examinée antérieurement, il faut savoir si l'article 7 doit avoir le pas sur la théorie de la complicité, délit unique ou s'il doit en être inversement.

Il nous semble que la Cour de cassation a raison de considérer, en principe, que le délit lui-même et ses actes accessoires de complicité forment un tout indivisible, et nous l'approuvons quand elle décide que le complice ne peut être poursuivi si le délit de l'auteur principal est prescrit, amnistié (1), etc.. Mais il faut savoir si cette fiction d'indivisibilité peut primer le principe de l'incompétence de nos tribunaux vis-à-vis des actes accomplis hors de notre territoire par des étrangers. Nous ne le croyons pas, car le principe d'indivisibilité dont s'agit n'a pu être poussé à ses extrêmes limites par la jurisprudence. Elle a dû admettre que le complice peut être poursuivi quand l'auteur principal ne peut l'être. Il y a donc lieu d'apporter des exceptions au principe de l'indivisibilité des poursuites. Nous pensons que si ce principe est d'une application utile en général, il cesse d'être

(1) Voir M. GARÇON, *C. pén. annoté*, art. 59, 60, n^{os} 96 et 97.

applicable dès qu'il heurte une règle aussi fondamentale que celle de l'article 7 du Code d'instruction criminelle.

Cette façon d'envisager la question est exposée dans une note du Recueil Sirey (1) ; une opinion différente de celle de la Cour de cassation, dit l'arrêteste peut s'entendre des arrêts de la Cour de Paris du 30 janvier 1891 (2), et du 2 mars 1888 (3), qui partent de cette double idée que, d'une part, dans l'hypothèse du recel à l'étranger d'objets volés en France, il s'agit d'une question de droit pénal international, qu'il est nécessaire de résoudre suivant les règles propres à cette matière ; et, d'autre part, que notre législation, dans les cas de conflit entre la loi française et la loi étrangère, s'est déterminée, sauf exceptions, d'après le principe de la territorialité de la loi pénale.

C'est une question de droit international, car plusieurs pays peuvent se prétendre intéressés à la répression : 1^o celui où l'acte principal a été commis, qui doit chercher à empêcher qu'un complice n'aide hors du territoire le délinquant qui agit au dedans ; 2^o celui où l'acte de complicité est perpétré ; 3^o celui dont le complice est le ressortissant ; 4^o celui dont la victime est le national.

Il suit de là qu'avant d'appliquer à l'acte de complicité, qui s'est passé à l'étranger, les dispositions de notre

(1) *Sous l'arrêt du 7 sep. 1893*, année 1894, I, p. 249.

(2) Voir SIREY, 1891, I, p. 240.

(3) Voir SIREY, 1888, I, p. 345.

droit interne, il est nécessaire d'examiner au préalable si, dans ce conflit de lois, la compétence a été attribuée par notre législation à la juridiction française.

L'auteur de la note ne le croit pas : les rédacteurs du Code pénal ont été dominés par l'idée que le droit de punir suppose le droit de commander, et que le droit de commander expire aux limites du territoire où il cesse de pouvoir être exercé réellement. Il n'y a qu'une exception à ce principe vis-à-vis des étrangers : c'est celle qui est écrite dans l'article 7 du Code d'instruction criminelle. Il ne serait possible d'y ajouter l'hypothèse de la complicité hors de France d'un étranger pour un crime ou délit commis en France, que si on supposait fictivement l'acte de complicité accompli en France. Mais cette fiction, contraire au caractère territorial de notre loi pénale, n'est pas légitime ; seul le législateur peut admettre des fictions : « elles sont pour lui, dont les déclarations souveraines seraient toutes puissantes, la marque de sa déférence pour les principes fondamentaux du droit. L'interprète ne doit en supposer l'existence qu'en présence d'une solution légale certaine, qui ne peut s'expliquer sans violer un principe posé dans la loi comme absolu. La fiction sert alors à cacher la dérogation que le législateur a lui-même apportée à ce principe ». Mais tel n'est pas le cas dans l'hypothèse actuelle : on conçoit, en effet, que, pour faciliter l'application de l'article 59 du Code pénal, on saisisse une seule et même juridiction du délit et des

faits accessoires de complicité ; mais on n'est pas autorisé à en conclure en outre que les tribunaux français, compétents pour connaître du délit, le deviennent pour connaître des actes du complice, lorsque ceux-ci se sont passés à l'étranger. Dès lors l'interprète ne peut parler d'une fiction dont aucune solution légale ne suppose nécessairement l'existence.

M. Gardeil écrivait (1) dans un sens analogue que l'indivisibilité admise par la Cour de cassation entre l'acte principal du délit et l'acte accessoire de complicité était certaine quand le délinquant et son complice ont agi tous deux sur le territoire français. Mais si le complice a agi à l'étranger, l'auteur se demande si cette indivisibilité est telle que la même solution s'impose. « La Cour de Cassation l'affirme. Mais c'est là une simple affirmation qui ne nous paraît pas appuyée sur les textes. Sans doute, pour que des faits de complicité puissent être punis en France, il faut qu'il y ait un fait principal punissable en France, ce qui est le cas. Mais les poursuites contre le complice peuvent être soumises à des conditions autres que celles de la poursuite contre l'auteur principal ». Il n'y a donc pas d'indivisibilité absolue entre les deux poursuites, et comme le cas qui nous occupe n'est pas prévu par l'article 7 du Code d'instruction criminelle, le principe, qu'un tribunal français n'est pas compétent pour juger

(1) Voir *Revue critique*, 1892, p. 10 et suiv.

un national étranger ayant commis un crime en pays étranger, doit prévaloir.

Telle nous paraît être la solution de la question au cas où l'acte de complicité qui a eu lieu à l'étranger est l'œuvre d'un étranger. S'il a été accompli à l'étranger par un Français, il nous semble qu'alors nos tribunaux pourront juger ce complice. En effet, les actes commis par un de nos nationaux en pays étrangers sont justiciables de nos tribunaux, de par l'article 5 du Code d'instruction criminelle.

Mais alors il faut que les conditions exigées par l'article 5 soient remplies. Ainsi, il faudra, pour que le complice puisse être poursuivi en France, qu'il y soit rentré volontairement. S'il s'est rendu à l'étranger coupable de la complicité d'un délit, il faudra qu'il y ait une plainte de l'offensé contre le complice ou une dénonciation officielle de l'autorité du lieu où son acte de participation a été accompli, et que le ministère public juge à propos de le poursuivre.

Enfin, quoique la justice instruisse le fait principal, elle devra abandonner toute poursuite contre le complice qui justifiera avoir été jugé définitivement en pays étranger, et, s'il a été condamné, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce. Ainsi un Français qui aurait été condamné, pour recel, dans un pays où ce fait considéré comme un délit spécial et qui aurait subi sa peine ne pourrait plus être repris en France, à raison du même fait.

Cette observation s'applique aussi bien dans le cas où le délit lui-même a été perpétré à l'étranger par un Français, et, où l'acte de complicité a été, à l'étranger également, l'œuvre d'un Français : nos tribunaux sont alors compétents pour connaître du fait principal et du fait de participation accessoire, en vertu de l'article 5 du Code d'instruction criminelle.

Mais pour que les deux inculpés puissent être poursuivis, il nous semble que les conditions mises à leur poursuite en France par cet article doivent se trouver réunies à la fois en la personne de chacun d'eux. Ainsi, si l'auteur principal est volontairement de retour, et si son complice est resté à l'étranger, nous pensons que cette circonstance devra, ici encore, faire obstacle à l'exercice de l'action publique contre ce dernier.

Cette opinion a été émise par M. Nast, dans une note du Recueil Dalloz que nous avons eu l'occasion d'étudier au précédent chapitre (1).

Nous avons vu que cet auteur considérait la condition du retour volontaire comme devant s'apprécier individuellement en la personne de chaque inculpé, auteur principal ou complice, et que le Français qui s'était rendu complice, en pays étranger, d'une infraction commise hors de nos frontières par un autre de nos nationaux, pouvait être actionné dans sa patrie, s'il y était volontai-

(1) DALLOZ, 1911, II, p. 369 ; note sous l'arrêt du 17 janv. 1911.

rement revenu, alors même que l'auteur principal était encore à l'étranger.

Dans l'hypothèse inverse, où le Français auteur du délit lui-même est rentré en France, et où son complice, Français également, est demeuré hors de notre territoire, M. Nast admet la même solution : le complice resté à l'étranger, dit-il, ne peut être poursuivi par contumace ou par défaut, quand l'auteur principal peut être jugé, car jusqu'à son retour la tranquillité publique n'est pas menacée en France, et les poursuites ne semblent pas nécessaires. La condition du retour volontaire doit s'apprécier individuellement en la personne de chaque inculpé.

La Cour de cassation n'admet pas toutes ces restrictions à la poursuite d'un Français ou d'un étranger qui s'est rendu complice à l'étranger d'une infraction punissable en France. Sa compétence pour connaître du fait principal lui permet de poursuivre sans autre condition le complice français, ainsi que nous l'avons vu dans l'arrêt du 22 juin 1882 (1), ou étranger, comme nous l'avons montré dans les arrêts des 13 mars 1891 (2), 17 février (3) et 7 septembre 1893 (4).

Sans nous attarder davantage à la distinction entre le cas où le complice est Français et le cas où il est étran-

(1) SIREY, 1884, I, 453.

(2) SIREY, 1891, I, 240.

(3) *Journal de dr. intern. privé*, 1894, p. 118.

(4) SIREY, 1894, I, 249.

ger, il convient de revenir à la doctrine consacrée dans ces trois derniers arrêts.

Dès l'année 1887, fait curieux à constater, le Tribunal de Bayonne avait rendu un jugement conforme à cette doctrine.

Le Tribunal avait à statuer sur une affaire d'escroquerie qui comprenait toute une série d'actions destinées à faire naître peu à peu dans l'esprit de la victime la conviction qu'un trésor serait découvert. Le sieur D... recevait d'Espagne, d'un personnage qui signait Grégorio Guzman de Silva, colonel de l'armée espagnole, des lettres portant un en-tête mensonger, et d'autres pièces, certificat du notaire royal, ordre de départ portant le sceau du Ministère de la Guerre, fabriquées et envoyées dans le but de lui faire croire à la découverte d'un trésor enfoui aux environs de Cannes. Il fit aussi deux voyages à Valladolid et vit intervenir, à titre d'intermédiaires, deux complices, Anita Paisano et Tejedor. Tous ces agissements aboutirent à escroquer une forte somme à D...

L'auteur principal de l'escroquerie, le personnage qui signait Guzman de Silva, ne put être découvert. Les complices furent renvoyés devant le tribunal de police correctionnelle de Bayonne. Celui-ci décida, dans un jugement du 29 décembre 1887 (1), que les faits constitutifs

(1) *Journal de dr. intern. privé*, 1888, p. 517.

de l'escroquerie s'étant passés, les uns en France, les autres en Espagne, les tribunaux français étaient compétents pour connaître de tous ces faits, et pour juger tous les prévenus, quelle que fut leur nationalité et le lieu où ils avaient agi :

« Attendu que les tribunaux français sont compétents lorsqu'un délit unique se compose de plusieurs faits accessoires, dont les uns se sont passés sur le territoire français et les autres sur le territoire étranger ; que, dans ce cas, ils sont compétents pour juger tous les prévenus, même ceux qui n'ont pris part qu'à ces derniers faits ; — attendu que d'après la règle établie par l'article 59 du Code pénal, le fait de complicité prend le caractère du fait principal, et en subit la peine, sauf les cas où la loi dispose autrement ; que la relation par laquelle le législateur détermine le châtement du complice est établie entre les faits et non entre les personnes ; qu'il s'ensuit : 1° que le tribunal, qui est compétent pour juger l'auteur principal, l'est aussi pour juger le complice ; 2° que pour qu'il y ait lieu à la punition du complice, il suffit (les faits de complicité offrant, bien entendu, les éléments spécifiés par la loi) que le fait constitutif d'un crime ou délit soit reconnu contradictoirement avec le complice, l'auteur principal n'eut-il été ni condamné, ni poursuivi, ni même désigné ; . . . »

Le tribunal admet donc que le complice étranger, qui a accompli son acte de participation accessoire hors de

nos frontières, peut cependant être jugé en France, parce que c'est là que le fait principal du délit a été commis.

La Cour de cassation a récemment encore affirmé cette manière d'envisager la question, dans un arrêt du 30 avril 1908 (1) :

Le Journal de Genève, publié en Suisse, mais dont les numéros étaient vendus, non seulement dans ce pays mais encore en France, avait diffamé et injurié un Français, qui se trouvait ainsi lésé dans son propre pays. L'auteur des articles diffamatoires, qui était le directeur du journal incriminé, et les deux administrateurs de la société dudit journal, furent poursuivis devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Saint-Julien où les numéros avaient été mis en vente.

On sait que la loi sur la presse, du 29 juillet 1881, article 43, décide que l'auteur principal d'un délit commis dans un journal, est le gérant ou l'éditeur, l'auteur de l'article lui-même n'étant qu'un complice.

L'auteur des articles incriminés objecta, devant le tribunal correctionnel, puis devant la Cour d'appel de Chambéry, qu'il était citoyen suisse, domicilié en Suisse, que les articles attaqués y avaient été composés, imprimés et publiés, et qu'en conséquence, un tribunal français ne pouvait connaître de ce délit.

(1) SIREY, 1908, I, 553 ; *Palais*, 1908, I, 553.

Une des questions soulevées par le procès, était celle de savoir quel était le lieu du délit ; nous ne l'étudierons pas ; contentons nous de dire que la Cour de Chambéry, puis la Cour de cassation ont admis que l'infraction avait eu lieu en France, parce que la rédaction de l'écrit et sa publication doivent être considérés, non pas comme des faits distincts et séparés, mais comme des éléments constitutifs d'un fait unique, qui se prolonge de la rédaction à la publication.

En conséquence « les co-auteurs et les complices de ce délit sont justiciables de la juridiction française, alors même que leurs actes de participation ont été accomplis à l'étranger (1) ».

La Cour de cassation confirma l'arrêt de la Cour de Chambéry, le 30 avril 1908 (2) :

« Attendu que l'arrêt attaqué s'appuie sur le principe de la souveraineté territoriale de la loi ; qu'il résulte de ce principe que, lorsqu'un crime ou un délit est commis en France, la compétence de la justice française pour connaître du délit principal, s'étend nécessairement à tous les faits de complicité, même s'ils ont été accomplis en pays étranger et par des étrangers ; . . . »

La doctrine de la Cour de cassation a été critiquée par M. Roux dans une note du Recueil Sirey, sous l'arrêt du 30 avril 1908. Cet auteur considère qu'avant d'appliquer

(1) Motif de l'arrêt de la Cour de Chambéry.

(2) SIREY, 1908, I, p. 553.

l'article 59 du Code pénal à l'acte du complice, et d'y voir une criminalité d'emprunt, il convient au préalable de savoir si, d'après le caractère territorial de notre loi pénale, celle-ci peut saisir des faits qui se sont passés réellement à l'étranger. « Tel est l'ordre des questions à examiner, ordre que l'on ne peut intervertir, et dont on ne peut se départir, même lorsqu'il s'agit d'actes qui ne sont revêtus que d'une criminalité d'emprunt, comme les faits de complicité ». M. Roux considère lui aussi, que le législateur a fixé limitativement dans l'article 7 du Code d'instruction criminelle les actes, commis hors de France, par des étrangers, qu'il veut atteindre.

M. Roux cependant ne contredit pas la solution finale de l'arrêt, s'il critique les motifs qui l'ont amené ; on n'a, en effet, qu'une analyse imparfaite de la participation de l'écrivain au délit de presse, lorsqu'on la restreint à la remise de son article au bureau de la rédaction du journal. En fournissant l'écrit dont la publication et la mise en vente constituent le délit de presse, l'écrivain participe à celui-ci d'une manière continue. Il n'en est pas de lui comme du vendeur, du distributeur ou de l'afficheur, auxquels on ne peut reprocher que leurs faits personnels de vente, de distribution ou d'affichage. L'article de l'écrivain, en figurant dans tous les exemplaires du journal ou du livre, participe au délit que chacun de ces exemplaires constitue, en en facilitant l'accomplissement partout où ceux-ci sont offerts au public. Dès lors, dans

les numéros du journal, mis en vente en France, le journaliste, par son écrit, participait au délit commis en France. Ce n'est pas un acte de complicité commis à l'étranger qu'il aurait fallu relever contre lui, mais un acte de complicité accompli en France ; à ce titre il tombait sous l'application de la loi pénale française.

Notre intention n'est pas d'examiner la valeur des arguments qu'expose M. Roux ; il faudrait pour cela entrer dans la difficile question de savoir quel est le lieu du délit, ce qui nous entraînerait trop en dehors du sujet de cette thèse.

Nous avons cru cependant devoir mentionner le raisonnement fait par cet auteur, parce qu'il modifie complètement le point de vue auquel la jurisprudence s'est placée pour statuer sur l'espèce qui s'est présentée en justice, et parce que si on admet que le complice étranger qui a agi hors de France ne peut y être poursuivi, il permettrait de ne pas laisser le journaliste étranger impuni.

Abordons maintenant l'étude d'un arrêt qui nous montrera une conséquence extrême du principe en vertu duquel l'acte de complicité emprunte la criminalité du délit principal.

Il peut fort bien arriver en pratique qu'un recéleur n'ait pas su, au moment où il recélait des objets provenant d'un vol, dans quel pays celui-ci avait été commis.

Le fait s'est présenté devant la jurisprudence française :

Le Russe Laterner avait acquis à Aix-la-Chapelle quatre obligations tunisiennes, frauduleusement soustraites à Marseille. Condamné par la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, il se pourvut en Cassation, alléguant qu'il avait ignoré, au moment où il avait acquis les titres dérobés, que le vol avait eu lieu en France ; il en concluait qu'il n'avait pas recélé sciemment, dans le sens que l'art. 62 donne à ce mot.

La Cour de cassation a répondu dans un arrêt du 29 décembre 1899 (1) :

« Attendu que le mot « sciemment », n'a pas dans ce texte (dans l'art. 62 C. pén.) la portée que le demandeur lui attribue ; qu'il signifie seulement qu'il n'y a recel punissable que lorsque le recéleur a connu, au moment de son entrée en possession, la provenance délictueuse des objets (2), mais que la loi n'exige pas que le lieu de perpétration du délit lui ait été connu ; — ... »

(1) SIREY, 1902, I, p. 541.

(2) Le recel est punissable, dit l'art. 62, s'il a eu lieu *sciemment*. Il faut que le recéleur ait su qu'il recevait une chose ayant une provenance délictueuse. Mais à quel moment doit-il avoir eu cette connaissance ?

Certains auteurs ont dit qu'il fallait que le recéleur sût, au moment où il recevait les objets que ceux-ci provenaient d'un délit, car c'est à ce moment que le fait se caractérise et des révélations postérieures ne peuvent en changer la nature. Voir en ce sens Carnot, *Commentaire sur le C. pén.*, art. 62.

Cet arrêt aboutit à appliquer par surprise au recéleur étranger, qui a agi hors de France, une loi qu'il ignorait enfreindre, et au respect de laquelle il n'était tenu ni comme national ni comme résidant. Ce résultat froisse le sentiment de la justice. Sans doute le recéleur a mal agi et mérite un châtiment ; mais est-ce à la justice française à le lui infliger ? Il est permis d'en douter. En effet, le principe de notre législation pénale moderne veut que la peine qu'on inflige au délinquant suive un avertissement, il faut pour que l'individu ait su avant de commettre une infraction qu'il contrevenait à la loi. Or, ici, la jurisprudence applique la loi française à un individu qui, vraisemblablement, pouvait ignorer que son acte

— Une autre opinion est enseignée par Blanche (*C. pén.*, t. II, n° 154) : l'art. 62 ne se borne pas à punir ceux qui reçoivent sciemment le produit d'un délit, mais ceux qui le recèlent sciemment. Or, le recélé consiste aussi bien dans le fait de conserver l'objet que dans celui de le recevoir. Si le tiers conserve l'objet après avoir eu connaissance de son origine criminelle, il le recèle. La jurisprudence est de cet avis : V. Cass., 27 pluviôse an IX (*Journal de Cass.* 1791 à l'an XII, p. 333), 16 juillet 1857 (DALLOZ, 1857, I, p. 379), 12 juillet 1850, 10 août 1878 (SIREY, 1878, I, p. 385). Elle est critiquée par Nypels Servais, (*C. pén. belge interprété*, t. IV, p. 173), et par M. Garçon *C. pén. annoté*, art. 59, 60, n° 358) : la connaissance ne suffit pas, il faut que le recéleur ait agi avec une intention frauduleuse qui consiste à aider et favoriser le coupable, à tirer profit de l'acte délictueux, pour se procurer, à soi-même ou aux autres, un bénéfice, un avantage illicite. En d'autres termes, et plus simplement, le recéleur doit avoir reçu la chose avec la volonté de s'associer au délit.

tombait sous le coup de cette loi (1). Cet étranger, dit M. Le Poittevin (2), ne relevait de la loi française ni en vertu de sa nationalité, ni *ratione loci*, en vertu de son action propre considérée isolément ; il s'y trouve soumis à cause de la relation juridique qui unit son action propre à celle de l'auteur principal ; « or cette relation, s'il l'a connue dans son élément injuste (sans quoi il ne serait pas recéleur), il ne l'a pas connue avec son caractère extra-territorial (qui change les bases de la pénalité) : il dépend désormais d'une loi pénale sur laquelle il ne comptait pas. Cela même est d'autant plus grave que le Code français peut être plus sévère que les législations étrangères ; on le prétendait dans l'espèce ; et le code français sera seul appliqué dans toute sa rigueur par nos juridictions. »

L'arrêt du 29 décembre 1899 tranche encore une autre question : celle de savoir quelle est la peine applicable.

Laterner qui avait été extradé d'Allemagne pour y avoir recélé des objets volés en France, prétendait que c'était la loi allemande et non la loi française qui devait déterminer le châtiment qu'il avait encouru. L'arrêt de la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, disait-il, en lui infligeant cinq ans de prison, avait dépassé le maximum

(1) Voir en ce sens une note sous l'arrêt du 29 déc. 1899. (SIREY, 1902, I, p. 542).

(2) *Rev. critique*, 1900, p. 461 et suiv.

de la peine fixé par la loi allemande qui est le quart du maximum de la peine encourue par l'auteur principal. La Cour n'aurait donc pas dû prononcer une condamnation supérieure à quinze mois de prison.

La Cour de cassation n'a pas admis ce moyen du pourvoi :

« Attendu que pour la quotité comme pour la nature des peines, les tribunaux français doivent toujours appliquer la loi française, et ne peuvent jamais appliquer une loi étrangère ; . . . »

Cette jurisprudence nous paraît devoir être approuvée ; aucune nation n'est tenue d'admettre sur son territoire l'immixtion du législateur étranger ; les juges n'ont d'autres règles à observer, pour statuer sur les contestations qui leur sont soumises, que les lois de leur pays. C'est une conséquence du principe de l'indépendance réciproque des nations. En matière criminelle comme en matière civile, a dit Fœlix (1), le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire de chaque nation s'arrêtent sur la frontière du territoire.

(1) *V. dr. intern. privé*, 4^e éd., t. II, p. 289.



CHAPITRE IV

Appréciation générale.

Dans chacune des trois situations-types auxquelles peuvent se ramener les divers arrêts rendus, nos tribunaux ont considéré que le principe de l'indivisibilité des poursuites les obligeait à connaître ou à ne pas connaître de l'acte de complicité selon qu'ils étaient ou n'étaient pas compétents pour statuer sur le délit principal. Pour eux la règle implicitement contenue dans l'article 59 du Code pénal, domine la matière et doit être appliquée de la façon la plus absolue. Nous avons considéré, au contraire, qu'elle n'était pas intangible. On doit la respecter en général, mais lorsque des principes aussi fondamentaux que ceux qui sont contenus dans les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle se trouvent être en opposition avec elle, nous n'avons pas hésité à dire qu'ils devaient prévaloir.

La règle de l'indivisibilité des poursuites n'a rien d'absolu. Il est facile de comprendre que, pour appliquer

plus aisément l'article 59 du Code pénal, on saisisse la même juridiction du délit et de ses faits accessoires de complicité. Mais cette règle comporte des exceptions, la jurisprudence elle-même en a admis quelques unes.

Au contraire, les principes contenus dans les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle paraissent devoir être considérés comme absolus. Les rédacteurs du Code, abandonnant la règle de l'ancien droit, où la loi pénale était personnelle et suivait le Français hors de sa patrie, restreignirent strictement la portée de la loi à l'étendue du territoire, sauf dans deux cas : l'un, basé sur le droit de légitime défense de l'Etat, permettant de juger en France les crimes commis, en pays étranger et par n'importe qui, contre son crédit ou sa sûreté ; l'autre assurant la répression en France des crimes perpétrés hors de nos frontières par un de nos nationaux contre un autre. (1).

(1) Le *Code des délits et des peines* du 3 brumaire an iv, contenait, dans ses articles 11, 12 et 13, des dispositions qu'on peut rapprocher des articles 5, 6 et 7 du Code d'Instr. crim. :

« Art. 11. — Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de la République, d'un délit auquel les lois françaises infligent une peine afflictive et infamante, est jugé et puni en France s'il y est arrêté.

« Art. 12. — Sont, dans le même cas, jugés et punis en France les étrangers qui ont contrefait, falsifié ou altéré, hors du territoire de la République, soit la monnaie nationale, soit des papiers nationaux ayant cours de monnaie, ou qui ont exposé sciemment hors du territoire de la République, soit des monnaies nationales contrefaites ou altérées,

Cette législation était trop étroite, elle fut modifiée. On décida qu'un Français pouvait être châtié pour avoir accompli, hors de son pays, un crime ou un délit, quelle que fut la nationalité de la victime. Mais ce n'est là encore qu'une exception nouvelle apportée au principe que la loi pénale est limitée à l'étendue du territoire. Ces dérogations, sont d'interprétation stricte, cependant elles sont formelles et lorsqu'elles font échec au principe de l'indivisibilité des poursuites, il doit s'effacer devant elles.

Si cette façon d'envisager la question avait été admise en jurisprudence, elle permettrait de punir le complice qui a agi en France, quand l'acte principal du délit a été hors de nos frontières l'œuvre d'un étranger. Les tribunaux de notre pays auraient constaté, établi le fait constituant l'infraction — sans prétendre, bien entendu, en juger l'auteur — puis auraient statué sur son acte de participation accessoire. Ainsi aurait été évitée l'impunité du complice qui révolte la conscience.

L'étranger qui a participé hors de France à un délit commis en France, ne pourrait être jugé par nos tribunaux : si l'idée d'unité d'infraction semble leur attribuer compétence, l'article 7 du Code d'instruction criminelle pa-

soit des papiers nationaux ayant cours de monnaie, contrefaits ou falsifiés.

« Art. 13. — A l'égard des délits de toute nature, les étrangers qui sont prévenus de les avoir commis en dehors du territoire de la République, ne pourront être jugés et punis en France. »

rait faire échec à cette idée. Lorsque cet article ne s'oppose pas à l'exercice des poursuites, ce qui a lieu quand le complice est de nationalité française, nos tribunaux redeviennent compétents.

Le même raisonnement s'applique *a fortiori* quand un étranger s'est rendu, ailleurs qu'en France, complice d'une infraction hors de nos frontières par un de nos nationaux.

Nous regrettons d'autant plus vivement que la jurisprudence n'ait pas consacré ces solutions qu'elles présentent l'avantage, dans plusieurs hypothèses, de conférer le droit de statuer sur un acte au juge du territoire où il a eu lieu. Or nous pensons que c'est ce juge qui est placé dans les conditions les plus favorables pour instruire l'acte criminel ; c'est lui qui réunit le plus facilement les preuves, entend le plus aisément les témoins, connaît le mieux le milieu où le fait dont il s'agit a été perpétré. D'autre part, il nous semble que c'est surtout dans le pays où le manquement à la loi s'est produit que l'ordre social est troublé et qu'une réparation s'impose.

Malgré cela on ne peut pas toujours admettre la compétence territoriale des juridictions du lieu du délit. Ainsi le Français rentré en France après avoir participé hors de son pays à une infraction commise par un de ses concitoyens doit être traduit devant les tribunaux français.

La faiblesse de la répression des délits internationaux

paraît venir de ce que chaque acte, délit principal ou acte de complicité, ne peut être l'objet d'une poursuite spéciale dans le pays même où il a été commis. Si la poursuite pouvait avoir lieu, le co-participant ne pourrait plus échapper tour à tour à la justice des différents pays. Mais les principes qui sont contenus dans les lois pénales des divers Etats ne permettent pas d'atteindre ce but.

L'examen des arrêts rendus en matière de complicité extra-territoriale ont fait apparaître des solutions divergentes de celles admises par la jurisprudence, solutions auxquelles nous avons cru devoir nous rallier. Permettent-elles pratiquement une répression plus complète des infractions commises sur plusieurs territoires ? Nous avouons que cela paraît très douteux. L'étranger qui, dans son pays, a participé à un méfait accompli en France ne pourrait être poursuivi sur notre territoire ; pourra-t-il l'être à l'étranger ? Si la loi du pays où l'acte de complicité a été exécuté ne reconnaît pas la compétence de ses tribunaux pour le juger, parce qu'ils ne peuvent connaître du délit lui-même, le complice bénéficiera encore de cette incompétence réciproque des juridictions des divers pays.

Un seul moyen d'éviter ces conflits négatifs entre justices d'Etats différents paraît plausible ; il consisterait à fixer dans une conférence internationale les cas où chaque Nation poursuivra les délinquants, de telle sorte qu'en aucune hypothèse ils ne restent impunis.

S'il n'y a pas eu de conférence officielle, plusieurs Sociétés savantes, dans les réunions qu'elles organisent et où se groupent les criminalistes les plus éminents des différents pays, ont examiné la situation créée par les délits extra-territoriaux et envisagé les remèdes qu'il conviendrait d'y apporter. Nous retirerons le plus grand profit de leurs travaux à l'étude desquels nous allons consacrer la seconde partie de cet ouvrage.



DEUXIÈME PARTIE

Les complicités internationales et les Sociétés savantes.

CHAPITRE I

Des Sociétés savantes qui ont étudié la question.

Il convient d'abord de présenter au lecteur les assemblées de juristes dont nous allons examiner les travaux, c'est-à-dire les Congrès pénitentiaires internationaux, l'Institut de Droit international et l'Union internationale de Droit pénal.

Dans la dernière moitié du XVIII^e siècle, on vit se produire un courant d'opinion en faveur de la réforme des

prisons qui étaient, au point de vue matériel comme au point de vue moral, dans un état lamentable.

Le principal instigateur du mouvement réformateur fut l'anglais J. Howard, qui décrivit la vie dans les prisons dans un livre intitulé *The state of the prisons*, et démontra la nécessité de modifications à accomplir. Peu à peu une littérature scientifique féconde, ayant trait à ce sujet, fit son apparition ; la presse quotidienne ouvrit ses colonnes aux articles sur cette question ; des sociétés savantes et des réunions philanthropiques en firent l'objet de leurs débats, et dans beaucoup de pays se formèrent des associations particulières en vue de travailler à l'amélioration des prisons. On eut alors recours, pour la première fois, au moyen de convoquer dans des *congrès internationaux* les membres des différents pays, pour étudier en commun cette grave question.

Toutes les personnes qui s'intéressaient à la réforme pénitentiaire furent invitées à se réunir à Francfort-sur-le-Mein en 1846. Un second congrès se tint en 1847 à Bruxelles. Les événements qui, peu après, bouleversèrent l'Europe empêchèrent toute nouvelle réunion.

Le congrès suivant n'eût lieu qu'en 1872 à Londres, sur la proposition du Gouvernement des Etats-Unis et sur l'initiative du docteur Wines qui, dans un congrès de « The national Prison Association of the United States » avait démontré l'utilité de réunions internationales.

Ainsi fut reprise la seconde série des Congrès péniten-

tiaires internationaux. Vinrent ensuite les Congrès de Stockholm en 1878, de Rome en 1885, de Saint-Pétersbourg en 1890, de Paris en 1895, de Bruxelles en 1900, de Budapesth en 1905, de Washington en 1910.

Ces réunions, comme leur nom l'indique, avaient, au début, presque exclusivement pour but l'amélioration du système des prisons. Mais elles furent peu à peu amenées à étendre leur domaine sur tout le droit criminel. S'il importe, en effet, d'améliorer l'exécution des peines, il n'est pas moins nécessaire de rechercher les moyens de prévenir l'infraction et de l'atteindre lorsqu'elle s'est produite. C'est là un autre moyen qui s'offre à la société de combattre la criminalité. Aussi le but du Congrès de Londres et de ceux qui le suivirent, fut non seulement la *répression*, mais encore la *prévention* du crime.

L'œuvre de ces assemblées devint donc très étendue ; aussi on les divisa en sections entre lesquelles on répartit les questions à examiner.

La discussion de chacune d'elles s'ouvre dans chaque section par un exposé fait par le co-rapporteur des rapports préparés par différents membres. Chacun des congressistes émet ensuite son avis sur le thème proposé. La section arrête, à la majorité des voix, un vœu qu'elle soumet à l'approbation de l'assemblée ; à cet effet, un rapporteur est nommé pour soutenir la proposition.

La discussion reprend à l'assemblée générale, qui est composée des membres de toutes les sections réunies.

Après l'audition du rapporteur, chaque congressiste peut formuler son opinion, et vote sur l'adoption ou le rejet des résolutions proposées.

Dans l'intervalle d'un Congrès à l'autre, une *Commission* est chargée de préparer la réunion future et d'organiser ses travaux. Celle-ci est formée presque exclusivement des membres qui sont les représentants des divers gouvernements ; elle est donc ainsi devenue, en quelque sorte, un organisme international ou inter-gouvernemental. Elle se réunit tous les deux ans, nomme un bureau permanent ; elle a son budget, alimenté par les contributions des Etats, dirige les publications, fixe le lieu, la date et le programme de chaque Congrès.

L'Institut de droit international, fondé en 1873, est une association de savants dont le but est d'étudier les questions relatives au droit international public ou privé.

L'Institut tient des sessions périodiques ; divers sujets y sont discutés et des résolutions sont formulées ; nous examinerons plusieurs d'entre elles qui ont trait au sujet de cette thèse.

L'Union internationale de droit pénal, créée en 1889 par MM. van Liszt, van Hamel et Prins, a pour but de rechercher les moyens propres à enrayer le crime. Elle tient des Congrès internationaux. Des groupements nationaux furent créés pour étudier les questions particulières à chaque pays et préparer l'examen de celles qui doivent être discutées dans les réunions internationales. Ces

groupements tiennent aussi leurs Congrès ; dans la suite de nos développements, nous aurons à nous occuper des résolutions votées par celui de Paris en 1905.

Ces associations savantes ont recherché, en se plaçant à des points de vue différents, les moyens de lutter contre la criminalité internationale et les cas où un coupable agissant sur le territoire d'un Etat a eu des complices qui ont agi sur les territoires d'autres Etats.

Les Congrès pénitentiaires internationaux se sont plus spécialement occupés d'une forme particulière de la complicité : le recel. C'est surtout sous cette forme, en effet, qu'apparaît en pratique la participation secondaire à une infraction. Souvent même elle devient un véritable métier. Etabli sous les apparences d'un commerce honnête et peu rémunérateur généralement, le recéleur de profession achète à vil prix des objets dérobés pour les céder plus tard avec bénéfice. Il y a là une perturbation permanente du bon ordre social ; de même qu'un commerçant honnête, en ouvrant un magasin, indique par là qu'il entend conclure avec la personne qui le désirerait des opérations d'achat ou de vente, de même le recéleur, par cela seul qu'il est connu comme tel par un certain nombre d'individus sans aveu, et qui tient lui aussi boutique ouverte, se déclare toujours prêt à acquérir un objet dérobé, souvent sans même demander par quel méfait il a été obtenu.

Le recel de profession devient souvent international ;

il s'exerce généralement alors sur les titres et les valeurs de bourse. L'individu qui s'y livre profite des difficultés qu'on éprouve actuellement à poursuivre des faits commis dans des pays différents. Il obtient ainsi son impunité complète, ainsi que cela s'est produit en France dans l'arrêt de la Cour de cassation du 19 avril 1888, affaire Packe.

Londres fut, il y a une trentaine d'années, infestée par de soit-disant banquiers qui trafiquaient avec les titres dérobés sur le continent. La législation anglaise ne punissait pas le recel d'objets volés en dehors de son territoire ; c'était donc l'impunité complète pour les recéleurs de profession, dont l'audace ne connaissait plus de bornes. Ils allaient jusqu'à offrir ouvertement aux volés la restitution des titres leur appartenant moyennant un courtage de trente, quarante ou cinquante pour cent (1). Les victimes du larcin agissaient sagement en acceptant.

M. Goron, ancien chef de la Sûreté de Paris, donne à ce sujet des détails très intéressants dans ses *Mémoires* (2) sur la désinvolture avec laquelle agissaient ces recéleurs de profession qu'on appelait d'un nom caractéristique les « banquiers des voleurs ». Nous ne résistons pas au plaisir de reproduire ici le récit poignant et caractéristique qu'il a laissé.

(1) VIDAL, *Considérations sur l'état actuel de la criminalité en France*, p. 61 et suiv.

(2) 3^e partie, n° 6, ch. IX : *Les banquiers des voleurs*.

« J'étais allé à Londres, dit-il, à la fin de 1888, pour rechercher des individus qui avaient volé quatre cent mille francs de valeurs dans un fourgon de la Compagnie P. L. M. — J'appris qu'un des titres de rente volés avait été vendu dans un établissement de crédit de la cité. Le vendeur avait donné carrément son nom et son adresse : M. Beauchamp, à Richmond ; si ce nom était réel, ce devait être un brave homme, ignorant la provenance du titre, mais pouvant certainement indiquer de qui il le tenait . . . » Le chef de la Sûreté se rend à l'adresse indiquée en compagnie d'un policier anglais, M. Love.

« Nous arrivons devant la porte d'un ravissant cottage perdu dans la verdure. Je sonne ; une gentille petite femme de chambre, un semblant de bonnet blanc coquettement posé sur des cheveux blonds frisés, la robe de percale claire et le petit tablier à bavette classique, vient m'ouvrir. — C'est bien ici que demeure M. Beauchamp ? — Oui, Messieurs, répondit-elle en très bon français, mais il n'est pas à la maison en ce moment ; il promène ses chiens et si ces messieurs veulent bien attendre, je vais les conduire au salon. — Et la pimpante camériste, après nous avoir fait traverser des allées finement sablées, nous introduit dans une pièce assez spacieuse, très luxueusement meublée, où j'aperçois, accrochés au mur, des tableaux de Diaz, de Lewis Brown, et même un Corot. J'avais l'impression d'être chez une personne possédant incontestablement une très belle aisance. — Tout à coup,

la porte du salon s'ouvre et nous voyons paraître un homme d'une soixantaine d'années, portant une belle barbe grise, très élégant et d'une allure absolument respectable : c'était tout à fait un gentleman. D'un geste gracieux, il nous invite à nous asseoir. Alors je me nommai. — Je ne perdais pas des yeux le visage de mon hôte et je vis aussitôt se crisper la physionomie placide de M. Beauchamp en même temps que ses mains serraient nerveusement le bras du fauteuil où il était assis. Evidemment ma visite ne lui était pas agréable. Mais un sourire reparut aussitôt sur ses lèvres et il me dit en excellent français : — Monsieur, que désirez-vous de moi ? — Est-ce bien vous, Monsieur Beauchamp, demandais-je, qui avez négocié dans une banque de la cité un titre de rente française ? — Parfaitement, c'est bien moi, répondit-il ; je n'ai aucune raison de le cacher. — Fort bien ; mais moi, j'en aurais une très sérieuse pour désirer savoir de qui vous teniez cette valeur. — Ah ! voilà, je ne me souviens plus ! Et un sourire énigmatique se dessinait sur le visage de M. Beauchamp.

Cet homme savait fort bien que le titre avait été volé et il était clair comme le jour qu'il ne voulait pas nommer le voleur. — J'essayai pourtant encore une fois de la conciliation. . . N'ayant rien obtenu : « je me levai brusquement et dis à mon interlocuteur : « Beauchamp, vous êtes un voleur, c'est vous qui avez les quatre cent mille francs de titres dérobés dans le fourgon de la Compa-

gnie P. L. M. — Mais lui, très calme, me fit signe de me rasseoir et me dit sans ambages : — Certainement, oui, Monsieur Goron, je suis un voleur ; c'est mon métier et c'est, en effet, moi qui possède les quatre cent mille francs de titres dont vous parlez ; seulement, retenez bien ceci, ce n'est pas moi qui les ai volés ; j'ai un alibi indiscutable : le jour du vol, je me promenais ici très paisiblement et tous les habitants de Richmond ont pu me voir. — Mais vous avez les titres, fis-je, emporté par une colère assez naturelle ; il ne me reste donc plus qu'à vous faire arrêter par le sergent Love que voici. — Je restai un peu interloqué en voyant Beauchamp partir d'un grand éclat de rire. — Ah ! ah ! Monsieur Goron, comme on voit bien que vous êtes Français ! Moi, je suis Anglais. Nous sommes à Londres ; je connais la loi ; *mon métier est aussi légalement reconnu que le vôtre*. Vous êtes chef de la Sûreté et je suis voleur ; à deux de jeu ; je vous défie de me faire arrêter ; demandez plutôt à M. Love. — Le pauvre sergent me fit un signe équivoque pour me dire à quel point il était impuissant contre cet éhonté filou. — Beauchamp reprit, conciliant : — Je ne vous en veux pas, Monsieur Goron ; je vous savais d'un tempérament très audacieux et j'ai été désagréablement surpris par votre visite ; seulement, en réfléchissant, j'ai compris que je n'avais rien à craindre de vous, puisqu'ici la loi ne punit pas le recel des objets volés sur le continent... Vous feriez bien mieux, dans l'intérêt des personnes dont vous

vous occupez, de me faire des propositions acceptables ; je ferais des concessions pour vous être agréable . . . »

Ce récit montre quelle était l'audace de ces malfaiteurs. Les Congrès pénitentiaires internationaux cherchèrent de bonne heure les moyens d'arrêter leur trafic. La discussion s'élargit à Bruxelles où on s'occupa non seulement du recel, mais de toutes les formes de la complicité extra-territoriale.

L'Institut de Droit international étudia d'autre part la question de la participation accessoire ; ses recherches la conduisirent à admettre en cette matière une théorie opposée à celle de l'unité de l'infraction, consacrée par nos lois, et elle en déduisit pour la répression de complicité, commis dans un pays autre que celui où a eu lieu l'acte principal, des conclusions toutes nouvelles.



CHAPITRE II

Examen des travaux des Sociétés savantes sur la question.

Nous avons dit quelle était la situation créée à Londres par les « banquiers des voleurs » ; les recéleurs de tous genres y exerçaient impunément leur industrie ; aussi au Congrès pénitentiaire qui eut lieu dans cette ville, en 1872, on chercha le procédé qui permettrait de les mettre hors d'état de continuer leurs agissements.

La question fut ainsi posée :

« Quels moyens conviendrait-il d'employer pour atteindre d'une manière efficace les recéleurs et tous ceux qui, dans les actes criminels, jouent le rôle de capitalistes du crime ? »

Un rapport remarquable fut présenté sur ce sujet par M. Hill (1). Le vol, disait-il, dans les grosses villes, aujourd'hui, est devenu un métier auquel se livre une classe

(1) V. *Actes du Congrès de Londres*, p. 683 et suiv.

sociale (predatory class). Elle comprend plusieurs variétés de malfaiteurs, qui tous peuvent être désignés sous le nom d'ouvriers ou de manœuvres du crime ; parmi eux on peut citer les voleurs de grande route, les pick-pockets et autres chevaliers d'industrie, les faux-monnayeurs, les escrocs, les mendiants et vagabonds, les voleurs ordinaires. Tous agissent plus ou moins d'une manière indépendante, mais il n'en existe pas moins entre eux une organisation virtuelle, dans laquelle joue le rôle le plus important, une autre classe de criminels, celle des « capitalistes du crime », qui comprend :

1^o Les propriétaires ou locataires de maisons qui servent de refuge et de repaire aux voleurs ;

2^o Les aubergistes chez lesquels les voleurs ont leurs rendez-vous habituels et où ils peuvent, sans danger d'être dénoncés, recevoir des informations, échanger des renseignements, et tramer de nouveaux complots dans le but de dépouiller leur prochain ;

3^o Les marchands et commerçants d'objets volés, les recéleurs de tous genres, les fripiers et les prêteurs sur gage, peu curieux de connaître l'origine des objets qui leur sont offerts ;

4^o Les inventeurs et constructeurs d'instruments et d'outils à l'usage des voleurs avec effraction.

En réfléchissant, on voit que chacun de ces métiers exige un certain capital, et que ceux qui les exercent sont véritablement les capitalistes du crime.

Les notions d'économie politique les plus élémentaires font comprendre qu'aucune opération industrielle utile ou nuisible, ne peut être organisée et exécutée sans le secours du capital. Or, en se plaçant au point de vue de la question qui nous occupe, si on suppose l'existence d'une ville où les propriétaires d'immeubles décident entre eux de ne pas louer leurs maisons à des individus d'un caractère douteux et qui ne puissent donner des preuves d'une excellente réputation, le voleur de profession qui arrive dans cette cité, en voyant l'aisance qui y règne, et le peu de précautions qu'on y prend en apparence pour se garantir contre le vol, se dira que la place lui offre un terrain favorable pour ses opérations futures. Mais en cherchant à y fixer son domicile, il verra bientôt : 1^o que, ne pouvant produire les preuves qu'exigent les propriétaires, il lui sera impossible de louer un logement ; 2^o qu'il n'y a pas un seul cabaret où il trouvera l'assistance qui lui est nécessaire ; 3^o qu'aucun objet de valeur, à l'exception de l'argent monnayé, ne pourra lui être de quelque utilité, un marché pour son butin faisant défaut ; 4^o enfin, que s'il a besoin d'instruments, il ne pourra s'en procurer. Inévitablement ce voleur quittera la ville.

M. Hill pensait que si on réussissait à combattre d'une manière efficace les capitalistes du crime, le nombre des voleurs de profession diminuerait considérablement. On peut objecter, il est vrai, en tenant le même raisonne-

ment, que si l'on parvenait à arrêter tous les voleurs, le vol organisé cesserait d'exister. C'est ce qu'on a fait jusqu'alors ; on a dépensé des sommes énormes, mais l'ennemi, quoique moins nombreux, continue ses agissements avec autant d'audace.

Il faut donc examiner un autre plan de campagne et chercher à éteindre la race des capitalistes du crime pour faire disparaître celle des voleurs. Cette lutte offre plus de chances de réussite que la lutte contre les voleurs eux-mêmes, car ces capitalistes sont peu nombreux, si les voleurs sont légion ; ils ont une situation comparative fixe, tandis que les voleurs n'ont pour ainsi dire pas de domicile et mènent une vie nomade ; ils possèdent quelque fortune et ayant une position qu'ils peuvent perdre, ils doivent être plus affectés que les autres des menaces de la loi.

Or, grâce à des lois, humanitaires dans leurs principes, mais abusives en l'espèce, ils peuvent facilement se soustraire à toute action de la justice. Et cependant, dit l'auteur du rapport, ces gens sont aussi condamnables que les propriétaires de vaisseaux pirates. Mais la législation anglaise est insuffisante : elle menace les recéleurs d'une punition plus ou moins sévère ; mais lorsque le cas se présente de la leur infliger, on invoque les motifs les plus futiles, entièrement opposés à l'esprit de la loi, et les recéleurs sont le plus souvent acquittés. On admet qu'à Londres, pour un recéleur qui est con-

damné, il y en a quatre à cinq mille qui échappent de cette manière à la punition.

Que faudrait-il faire pour rendre l'action de la loi plus efficace ? M. Hill dit que la difficulté serait levée si l'acceptation ou l'achat d'objets qu'on doit présumer avoir été volés ou avoir été *obtenus par des moyens illicites* étaient considérés comme des faits délictueux.

Dans le but d'attaquer, avec chances de succès, tous ces capitalistes du crime et pour détruire l'organisation qui les unit aux voleurs, le rapporteur proposait :

1^o D'instituer une commission d'enquête qui étudierait les circonstances au milieu desquelles le crime commence à se développer, ainsi que les conditions de vie de ceux qui stimulent et favorisent ce développement.

2^o De considérer comme un délit le fait de tenir des maisons de recel ; de déclarer qu'un locataire qui permet que son logis soit utilisé pour des buts criminels perd par là tout droit à son bail, et que le propriétaire peut le chasser ; d'ordonner à la police d'avertir les propriétaires des agissements de leurs locataires, et de les rendre eux-mêmes passibles d'une peine au cas où ils ne prendraient pas des mesures contre leurs locataires ; de saisir la maison de recel elle-même, sur la production de preuves admises comme suffisantes par une cour de justice, sans paiement d'aucun loyer, en sorte que s'il s'y trouve des locataires qui sous-louent, la punition retomberait certainement sur chacun d'eux en proportion de sa culpa-

bilité : le dernier locataire qui sous-loue perdrait dans beaucoup de cas son loyer, pour le temps pendant lequel les autorités garderaient la maison, celui qui la lui a remise en sous-location, aurait également la perspective de perdre une partie de son bail, et le propriétaire lui-même courrait le même danger. De cette manière, quiconque serait propriétaire ou possesseur d'une maison, aurait intérêt à empêcher qu'elle fut employée à un usage illicite. Aujourd'hui, au contraire, les propriétaires sont souvent tentés de tolérer cet usage par les loyers élevés qu'on peut leur offrir.

3^e De permettre aux tribunaux d'exonérer des impôts établis pour subvenir aux dépenses de la police et des prisons tous les habitants qui pourraient prouver que leurs locaux ne servent pas à des fins illégales. La charge de ces contributions retomberait toute entière sur les maisons de recel, et deviendrait plus lourde que le profit illicite réalisé.

L'examen de la question fut renvoyé au Congrès de Rome, où elle fut posée en ces termes :

« Quels moyens doivent être adoptés par les législateurs pour mieux atteindre les recéleurs et les autres personnes qui exploitent ou provoquent les délits d'autrui (1)? »

L'un des membres du Congrès, M. Thonissen, dans un

(1) V. *Actes de ce Congrès*, t. I, p. 746.

rapport qu'il présenta, fit remarquer tout ce que les propositions émises par M. Hill avaient d'arbitraire. Il faut que les mesures à prendre contre le recel soient pratiques, légitimes et exemptes de procédés inquisitoriaux.

Ainsi que le démontra un autre rapporteur au Congrès de Rome, M. Lastres, député au Parlement espagnol, M. Hill rétablirait la confiscation relativement aux maisons de recel, or ce châtiment est presque toujours supporté par ceux qui ne sont nullement responsables du mal que l'on poursuit. D'autre part, permettant aux tribunaux d'exempter de certains impôts les propriétaires honnêtes, M. Hill oblige chaque propriétaire à fournir la preuve de sa probité et va ainsi à l'encontre de l'axiome moral et juridique qui veut que toute personne soit supposée innocente tant que la preuve du contraire n'est pas établie ; de plus il y aurait lieu de craindre des injustices : des criminels, par esprit de vengeance, pourraient dénoncer d'honnêtes gens pour les obliger à se défendre, et créer ainsi une nouvelle forme de chantage. Enfin M. Hill voudrait que la loi, au lieu de punir seulement ceux qui achètent des objets, les sachant volés, punit également l'acheteur qui a dû, en raison des circonstances, supposer que la chose par lui acquise provenait d'un vol. M. Lastres fait remarquer que cette idée est bonne, à condition de ne pas en exagérer les conséquences ; ainsi, pour prendre un exemple, on est en droit de demander à celui qui achète en bloc un stock de fusils

du Ministère de la Guerre qu'il produise des documents constatant cet achat, mais on ne saurait manifester la même exigence pour l'acquéreur d'une de ces armes, laquelle peut avoir passé par bien des mains avant d'arriver en sa possession. Malgré cela, M. Lastres approuve le principe et juge opportun l'article 129 du Code pénal des contraventions de la Hongrie qui punit d'un mois de prison et de l'amende de 200 florins celui qui achète des objets dont la provenance douteuse laisse à supposer qu'ils ont été volés. Pour éviter de commettre des injustices, M. Lastres propose de laisser au tribunal le soin de prononcer sur chaque cas particulier.

Nous ne croyons pas pouvoir souscrire à cette proposition, car comment distinguer le cas où l'inculpé a dû croire qu'il achetait un objet volé et celui où il a été de bonne foi ? Il y a là, semble-t-il, un élément d'appréciation personnel à chaque acquéreur, que seul un tribunal peut déterminer. Or, il nous paraît dangereux de laisser à un tribunal un tel pouvoir d'appréciation : suivant que le magistrat sera porté à plus de sévérité ou à plus d'indulgence, le même acte sera considéré comme délictueux ou non, et on court ainsi le risque de voir traiter inégalement des faits semblables.

Nous ne saurions non plus pour ce même motif admettre les autres moyens proposés par M. Hill en vue de détruire les capitalistes du crime. Pour y arriver, M. Lastres proposait de considérer le recel comme un délit spécial.

L'étude et la discussion de la question ne purent avoir lieu au Congrès de Rome (1), elles furent renvoyées au Congrès suivant.

Celui-ci eut lieu à Saint-Petersbourg en 1890.

La question y fut ainsi posée :

« Quels moyens sembleraient pouvoir être adoptés pour atteindre d'une manière effective le recel et les recéleurs habituels ? »

Elle fut soumise à l'étude de la première Section du Congrès.

On reprit les rapports de M. Hill au Congrès de Londres, de MM. Thonissen et Lastres à celui de Rome. Quatre nouveaux rapports furent déposés par MM. Kleinfeller, professeur à l'Université de Munich, Boullaire, docteur en droit à Paris, E. Clairin, avocat à la Cour d'appel de Paris, I. Foinitsky, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg (2).

Tous ces rapports distinguent le recel commis exceptionnellement, celui qui s'en est rendu coupable ayant agi sciemment ou par négligence ou par imprudence, et le recel habituel, dont ils s'occupent plus spécialement. C'est en effet celui-là qui est le plus dangereux, dit M. Clairin (3), et comme les recéleurs d'habitude existent dans tous les pays, le Congrès a voulu attirer sur eux

(1) V. *Actes du Congrès de Rome*, t. I, p. 746.

(2) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 675 et suiv.

(3) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 724.

l'attention des puissances, pour essayer d'arrêter le mal énorme qu'ils occasionnent au double point de vue moral et matériel. On peut les définir, dit M. Kleinfeller (1), les personnes dont l'habitude ou la profession consiste à cacher des objets ayant servi à commettre un acte délictueux, ou ayant été obtenus ou créés au moyen d'un pareil acte ; ou bien à cacher des individus en vue de les soustraire à des poursuites pénales.

La question du recel habituel a été examinée de la manière la plus générale, et les congressistes se sont longuement arrêtés au cas où le recel devenait international. Il est alors très dangereux ; car si l'on éprouve bien des difficultés à le poursuivre dans l'intérieur d'un pays, on en rencontre encore bien davantage quand le recéleur n'agit pas dans le pays même où le vol a été commis. Le recel international s'exerce surtout relativement aux valeurs au porteur ; il serait alors peu profitable et très dangereux, pour celui qui s'y livre, d'exercer son industrie dans le pays où le vol a été commis. Le plus souvent, dit M. Clairin dans son rapport (2), ces individus exercent en grand et forment une vaste association avec des voleurs. Ils détournent des titres, non pour les revendre, mais pour les remettre aux victimes, après négociations, moyennant quarante, cinquante ou soixante pour cent de leur valeur. S'ils

(1) Voir *Actes du Congrès*, t. II, p. 707.

(2) Voir *Actes du Congrès*, t. II, p. 727.

opèrent sur de grosses sommes, ils réaliseront un bénéfice énorme, et nous avons vu qu'à l'époque du Congrès de Saint-Petersbourg, ils étaient impunis en Angleterre. Ces malfaiteurs, en effet, ont soin d'habiter un pays où la législation pénale donne au juge peu de prise sur eux. Généralement même, ils demeurent dans leur pays d'origine ; ils sont ainsi à l'abri d'une demande d'extradition, puisque presque toutes les nations ne livrent pas leurs ressortissants aux états étrangers.

Parlant de la situation créée à Londres par les banquiers des voleurs, on a peine, disait M. Clairin, à concevoir qu'à la fin du dix-neuvième siècle de pareilles négociations puissent se poursuivre publiquement et impunément, au milieu de l'indifférence générale. Il fallait y remédier, le Congrès a cherché à le faire.

Les polices des différents Etats connaissent bien les recéleurs et les maisons de recel, mais les législations des divers pays les arment mal contre cette sorte de malfaiteurs. Dans presque tous les Codes, en effet, on trouve inscrit ce principe que, pour être puni, il faut que le recéleur ait agi sciemment. C'est pour celui-ci un moyen de défense précieux : il objectera toujours, à la poursuite dirigée contre lui, qu'il n'a pas connu la provenance délictueuse des objets acquis par lui. Sans doute, le ministère public ne s'y laisse pas tromper, mais quelque intime que soit la conviction qu'il peut avoir de la culpabilité de l'accusé, il faut qu'il la prouve, et c'est là

une source de grosses difficultés pratiques. Le recéleur s'écriera qu'il a rempli les formalités exigées de sa profession, qu'il a inscrit l'achat et qu'il a connu le domicile des vendeurs (1). Si on lui fait remarquer que ce domicile est fictif, que les vendeurs étaient des gens misérables, tandis que l'objet livré avait une grande valeur, il lui suffira de répondre, pour se disculper, que la loi n'ordonne pas qu'il sache comment l'objet se trouvait entre les mains de ses clients. Or, il ne nous paraît pas qu'on puisse exiger de lui qu'il le sache ; ce serait entraver trop grandement le commerce et exposer à commettre des injustices : un commerçant honnête ne pourrait acquérir cette connaissance, ou serait exposé à se tromper ; dans ce cas, devrait-on le poursuivre ? M. Lastres disait lui-même (2) qu'il arrivait fréquemment aux Monts-de-Piété, malgré toute la loyauté qu'ils apportent dans leurs opérations, de prêter sur objets volés ; c'est qu'il est absolument impossible que celui qui est pressé par la nécessité du moment présente toujours la justification complète de son droit à faire légitimement le contrat. A notre avis, cette réglementation excessive ne servirait qu'à pousser le malheureux à abandonner le commerçant honnête pour avoir recours à un autre marchand moins

(1) Ces formalités sont exigées en France pour le commerce de brocanteur par la loi du 15 fév. 1898 ; elles l'étaient auparavant par les ordonnances du 29 avril 1806, confirmée par celles du 15 nov. 1822 ; du 5 sept. 1826 ; du 15 juin 1831.

(2) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 703.

scrupuleux, avec qui il traitera l'affaire à des conditions onéreuses.

La législation particulière de chaque pays offre d'ailleurs ses lacunes dont le recéleur profite habilement. Les traités d'extradition ne sont pas rédigés d'une façon assez large. Cette hospitalité accordée à des bandits avérés est choquante et anti-sociale. Ne devrait-il pas suffire, dit M. Clairiñ (1), entre nations policées que l'une d'elles demandât à l'autre, avec preuves à l'appui, de lui livrer un homme en guerre ouverte contre les règles les plus élémentaires de la morale, pour que la seconde dût s'empresser de satisfaire à la légitime requête de la première ? Loin de là ! Les traités d'extradition sont de droit strict, les contractants semblent ne se décider qu'à regret à étendre la liste des coupables susceptibles d'être extradés, et ils saisissent le moindre prétexte pour y déroger.

D'autre part, il ne faut pas que les Etats accordent à leurs ressortissants une protection exagérée. Généralement un pays refuse l'extradition de ses nationaux ; ceci peut se comprendre et s'expliquer ; mais alors il doit les juger, il ne peut les laisser impunis.

Après avoir constaté le mal, il faut y apporter un remède ; les mesures proposées par les rapports présentés au Congrès semblent pouvoir être classées en trois groupes.

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 734.

Certaines sont destinées à prévenir le recel.

M. Hill en indiquait déjà dans son rapport au Congrès de Londres. Nous avons dit les critiques qu'elles ont soulevées.

Nous pensons, avec M. Kleinfeller⁽¹⁾, que ces mesures préventives doivent être cherchées en premier lieu dans le domaine de la police des professions et métiers. C'est ce qu'ont fait les divers rapporteurs.

A l'époque du Congrès de Saint-Pétersbourg, différentes lois ou règlements existaient dans divers pays en vue de combattre le recel habituel. C'est ainsi qu'en France, outre les articles du Code pénal relatifs à la complicité, il y avait la loi de brumaire an VI, article 74, qui obligeait les marchands d'or et d'argent, ouvrés ou non ouvrés, à avoir un registre coté et paraphé par l'administration municipale où ils devaient inscrire la nature, le nombre, le poids et le titre des matières vendues ou achetées, et les noms et domiciles de ceux à qui ils les avaient achetées. L'article 75 exigeait que ces personnes fussent connues d'eux.

L'ordonnance de police du 2 août 1805 concernant les rouliers, les marchands et les prêteurs avec nantissement, leur faisait défense d'acheter à des inconnus.

L'ordonnance de police du 29 avril 1806 (rappelant celles du 29 mars 1778 et 8 novembre 1780), confirmée

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 710.

par celles du 15 novembre 1822, 5 septembre 1828 et 15 juin 1831, obligeait les brocanteurs à tenir un registre de leurs ventes et achats et leur interdisait d'acheter à des individus dont ils ignoraient le domicile.

La loi du 12 mars 1791 (article 178) impose à toute personne qui veut exercer une profession, l'obligation de se conformer aux règlements de police qui la concernent.

On admet que les maires sont autorisés, à raison de l'intérêt public, à réglementer la profession de brocanteur.

En Allemagne, d'après M. Kleinfeller (1), la loi sur les métiers, du 1^{er} juillet 1883, exige que celui qui veut faire le métier de prêteur sur gages obtienne la permission de la police, qui lui sera refusée ou retirée dès que les faits démontreront que le solliciteur n'exerce ou n'exercera pas son métier honnêtement. Il en est de même pour exploiter une auberge, un cabaret ou un débit d'eau-de-vie, ainsi que pour faire le commerce de fripier.

M. Kleinfeller considérait ces mesures comme suffisantes, et souhaitait de voir les autres pays en adopter d'analogues. Nous nous permettrons de faire observer que les autorisations nécessaires à l'exercice de la profession sont soumises, en Allemagne, à l'arbitraire de l'administration, qui peut les retirer ou les refuser comme elle l'entend. Mais ce retrait peut causer un préjudice sérieux au négociant qui a fait des frais, engagé des capi-

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 711.

taux dans son entreprise, et qui n'en retirera pas les bénéfices qu'il espérait. Or, ce retrait peut ne pas être justifié ; le commerçant n'a cependant aucun moyen de démontrer l'erreur dont il est victime. Nous croyons donc qu'il vaudrait mieux laisser toute personne qui le désire exercer librement un métier, sauf à exiger d'elle certaines justifications de la loyauté de ses opérations (1).

Ces règlements sont évidemment impuissants à empêcher le recel, mais ils peuvent en gêner l'exercice. De plus, ils ont l'avantage de faciliter l'action de la justice dans la recherche des délits. Nous croyons qu'ils sont utiles et qu'il faut les généraliser, en conservant le souci de ne pas léser les intérêts du commerce.

En ce qui concerne le recel des valeurs au porteur, l'un des rapporteurs du Congrès de Saint-Petersbourg, M. Clairin, a déclaré que notre loi du 15 juin 1872, qui fixe la procédure à suivre en cas de perte ou de vol d'un titre, et le décret d'administration publique du 20 avril 1874, lui paraissent apporter la meilleure réglementation en la matière.

Les rapporteurs ont envisagé un autre moyen de combattre le recel habituel : le considérer non plus comme un cas de complicité, mais comme un délit spécial.

Nous connaissons déjà la discussion qui s'est élevée en doctrine sur cette question. Nous avons dit que la diffé-

(1) Ainsi que l'a fait en France la loi du 15 fév. 1898 (sur les brocanteurs) que nous étudierons plus loin.

rence qui séparait le recel des autres modes de participation accessoire à un délit consistait en ce qu'il n'est commis qu'une fois l'infraction entièrement consommée ; dès lors, on se demande s'il peut exister une complicité postérieure au délit lui-même. Notre dessein n'est pas de prendre parti dans ce différend, au point de vue doctrinal ; nous nous contenterons d'étudier l'utilité pratique que pourrait présenter la théorie du recel délit spécial.

Tous les rapports présentés au Congrès étaient d'accord sur le fonds de la question et pensaient qu'il fallait retrancher le recel des cas de complicité. Mettons de côté les divergences de détail qui existaient entre eux et voyons les avantages qu'offre cette solution.

M. Clairin (1) pensait qu'on atteindrait ainsi plus facilement les recéleurs dans chaque pays, parce qu'on ne serait plus embarrassé par les longues procédures du grand criminel, et, au point de vue international, on pourrait peut-être, de cette manière, supprimer le recel-chantage des valeurs au porteur.

M. Foinitsky (2) affirmait que si la législation criminelle faisait du recel un délit *sui generis*, elle n'aurait plus à tenir compte que de l'essence même de cet acte, sans s'occuper de la connexion plus ou moins fortuite avec l'infraction principale. La peine du recel pourrait également être proportionnée à sa gravité en fixant, pour

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 731.

(2) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 749.

ce méfait, une peine privative de liberté assez grave, on pourrait permettre encore au juge d'y adjoindre une forte amende, mesure de répression efficace en pareil cas. On pourrait enfin considérer comme une infraction plus grave le recel de profession et renforcer encore pour lui la pénalité.

Nous arrivons ainsi au troisième groupe de mesures qui ont été proposées par les rapporteurs pour lutter contre le recel d'habitude : celles qui tendent à renforcer les pénalités actuellement en vigueur contre lui.

M. Kleinfeller (1) proposait de le rendre passible des mêmes peines que le recéleur récidiviste, en élevant encore le maximum de la peine privative de liberté et d'une amende pouvant être quinze fois plus forte que la valeur du profit du crime, des objets recelés, ou des avantages pécuniaires, ou librement fixée par le juge à défaut de pareilles bases d'estimation. Dans les cas moins graves, on pourrait faire alterner avec la détention la plus dure, le mode moins sévère d'incarcération prescrit pour le premier acte de recel.

A ces peines principales, il conviendrait encore d'ajouter, pour le recéleur d'habitude ou de profession, les peines accessoires portées pour le premier délit de recel, c'est-à-dire la privation des droits civiques et la surveillance de la police, et pour le cas de récidive, c'est-à-dire l'in-

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 716 et suiv.

ternement dans une maison de travail pour deux ou trois ans environ, pénalités auxquelles on ajouterait encore l'interdiction d'exercer le métier dont le condamné s'est servi pour se livrer au recel.

Enfin, examinant l'un des moyens proposés par M. Hill, la confiscation de la maison spécialement aménagée pour le recel, M. Kleinfeller ne pense pas que cette mesure soit juste, car elle peut frapper des innocents (héritiers ou co-propriétaires), mais il admet qu'on oblige, par sentence pénale, les propriétaires de ces immeubles à supprimer toutes les installations destinées, selon l'appréciation de la police, *uniquement* à un but de recel, par exemple l'existence d'une double sortie ou d'escaliers dérobés ; l'exécution de cette double obligation pourrait, au besoin, être obtenue par la force. Comme mesure extrême, on pourrait admettre encore l'expropriation, moyennant indemnité correspondant à la valeur du sol, dans le cas où la suppression des installations incriminées compromettrait la conservation du bâtiment. Des réglemens de police devraient être, en outre, promulgués en vue d'empêcher qu'après coup les aménagements supprimés ne soient rétablis.

Parlant des relations entre le propriétaire et le locataire qui se livre au recel, M. Kleinfeller dit qu'aux termes de la législation en vigueur sur le continent européen, le propriétaire a le droit de rompre le contrat, sans dénonciation préalable, si le locataire fait de ses locaux

un usage contraire à la convention intervenue entre les parties ; ceci s'applique au cas où il s'en sert pour se livrer au recel habituel ou de profession. Si le propriétaire qui a connaissance de ce fait, n'use pas de son droit de dénoncer le contrat, il se rend par là complice du recel. Il n'est donc pas nécessaire de créer une nouvelle loi pénale pour obliger le propriétaire à prendre part à la lutte contre le recel.

M. Boullaire (1), dans son rapport, met en relief une disposition du Code pénal danois, qui fait de l'habitude du recel ou du trafic d'objets volés un crime spécial dont la peine peut s'élever jusqu'à quatre ans de travaux forcés et en récidive à huit ans de la même peine. Cette disposition, dit M. Boullaire, frappe avec une juste sévérité des hommes qui ne méritent aucun intérêt, qui se sont fait du recel habituel une honteuse et dangereuse profession et qui sont les compagnons accoutumés des pires malfaiteurs. Malgré la difficulté que l'on éprouve, en général, à établir l'habitude comme élément constitutif d'un délit, difficulté qui n'a d'ailleurs rien d'insurmontable, il conviendrait d'insérer dans la loi pénale une disposition frappant le recel habituel d'une peine aggravée.

M. Boullaire considère que les peines prononcées actuellement contre le recel sont généralement suffisantes, qu'il conviendrait néanmoins d'en augmenter la portée

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 722 et suiv.

pécuniaire : le recéleur en effet est un trafiquant sans moralité, qui vise avant tout aux gros bénéfices et aux gains illégitimes ; il faut l'atteindre par sa passion maîtresse et ne pas craindre de lui infliger de séricuses amendes, dût-on par compensation atténuer un peu en sa faveur les peines corporelles.

Dans la loi française le maximum de l'amende que peut encourir le recéleur dans un vol, est de cinq cents francs (art. 401 C. pén.). M. Boullaire trouve ce chiffre trop faible et voudrait le voir porté à trois mille francs, sans préjudice de la peine privative de liberté.

La première section du Congrès de Saint-Pétersbourg discuta l'opportunité des trois groupes de mesures proposées par les rapporteurs pour combattre le recel de profession.

L'un des Congressistes, M. Dumas, membre du Conseil d'Etat, insista sur leur utilité (1), spécialement sur l'avantage qu'offrirait la théorie du recel délit-distinct pour la répression du trafic des valeurs au porteur dérobées : Après avoir appelé encore une fois l'attention des membres du Congrès sur les agissements des « banquiers des voleurs » de Londres, M. Dumas montra que notre législation française était aussi impuissante à les châtier que la législation anglaise. Nous avons vu, en effet, dans notre première partie, que l'individu, Français ou étran-

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 220 et suiv.

ger, qui recèle en France des objets volés hors de nos frontières, ne peut être poursuivi dans notre pays. Même si les voleurs étrangers étaient condamnés dans leur pays, le recéleur ne saurait l'être en France : la législation française punissant le recéleur des mêmes peines que le voleur, celui-ci devant être puni des peines édictées par les lois étrangères, nos tribunaux ne peuvent les lui appliquer. Si donc de soi-disant banquiers se livraient en France au chantage dont l'Angleterre était le théâtre au moment du Congrès de Saint-Petersbourg, tout porte à croire que la justice devrait assister impuissante à leurs agissements.

Pour remédier à cette situation, il suffirait de considérer le recel comme un délit spécial, absolument indépendant du vol. Ce délit devrait alors être jugé dans le pays même où il a été commis, et les audacieux procédés des recéleurs de valeurs au porteur pourraient être réprimés.

M. Dumas termine en proposant pour combattre le recel les résolutions suivantes :

1^o Edicter à l'égard de certaines professions, telles que celles de banquiers ou changeurs, bijoutiers et brocanteurs, des dispositions réglementaires destinées à prévenir le recel ;

2^o Faire du recel un délit spécial ;

3^o Etablir une aggravation progressive des peines pour la récidive en cette matière.

Ces conclusions furent admises par la Section puis par l'Assemblée générale du Congrès (1).

Les travaux du Congrès de Saint-Pétersbourg portèrent leurs fruits.

Nous pouvons citer plusieurs lois qui s'en sont inspirées.

En France, les mesures préventives destinées à combattre le recel, mesures que nous avons citées antérieurement, ont été abrogées en ce qui concerne les brocanteurs, et remplacées par la loi du 15 février 1898 qui oblige tout individu, qui veut exercer le commerce de brocanteur : 1^o A se faire inscrire comme tel sur un registre spécial ; 2^o d'avoir un registre coté et paraphé sur lequel il inscrit les noms et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la qualité et le prix des marchandises par lui achetées.

Toute infraction à ces prescriptions est punie d'une amende, et en cas de récidive, d'emprisonnement.

La loi défend en outre aux brocanteurs, sous peine d'emprisonnement et d'amende, d'acheter à des mineurs sans le consentement de leurs parents ou tuteurs, et à des personnes dont le nom et la demeure leur sont inconnus.

Les tribunaux peuvent appliquer, en cas de circonstances atténuantes, l'art. 463 C. pén.

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 231 et 634.

Les dispositions de cette loi nous paraissent opportunes ; elles peuvent gêner dans une certaine mesure le brocanteur qui voudrait se livrer au recèlement d'objets volés ; elles n'édicteut d'autre part aucune prescription qui puisse nuire au commerce loyalement fait ; elles pourraient enfin être utiles à la justice pour la recherche des délits.

L'attention du législateur anglais a été attirée, par les discussions du Congrès, sur les agissements des recéleurs de valeurs au porteur. Il fallait que ces individus pussent être poursuivis en Angleterre. La loi du 14 août 1896 amendant la législation relative à la juridiction dans le cas de recel ou de détention d'objets volés, permet d'atteindre ce but.

Cette loi est ainsi conçue : (1)

Art. 1^{er}. — 1.) Si une personne reçoit, sans excuse légale, ou se trouve posséder un objet quelconque dérobé en dehors du Royaume-Uni et qu'elle sait avoir été dérobé, elle pourra être frappée de la servitude pénale pour une durée qui ne pourra être inférieure à trois ans ni supérieure à sept ans, ou d'un emprisonnement pour un délai qui ne pourra excéder deux ans, avec ou sans travail forcé ; elle pourra être poursuivie dans tout comté ou dans tout endroit dans lequel elle détient ou a détenu cet objet.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1896, p. 51 et suiv.

2.) Pour ce qui concerne le présent article, un objet sera considéré comme ayant été dérobé quand il aura été pris, extorqué, obtenu, détourné, converti, aliéné dans des circonstances telles que si l'acte avait été commis dans le Royaume-Uni, la personne qui l'aurait commis aurait été coupable d'une infraction punissable d'après la loi alors en vigueur dans le Royaume-Uni.

3.) Une infraction au présent article constituera un crime ou un délit lorsque l'acte commis en dehors du Royaume-Uni constituerait un crime ou un délit s'il était commis en Angleterre ou en Irlande.

Cette loi, appelée *Larceny act*, est une dérogation au principe d'après lequel la législation anglaise n'attribue aucune compétence aux juridictions britanniques à l'effet de connaître des crimes ou délits commis à l'étranger, fût-ce même par ses nationaux. Elle revient en somme à considérer le recel comme un délit spécial. Dès lors, elle le punit, s'il est commis dans le Royaume-Uni, quel que soit le lieu où ait été commis le vol principal.

L'effet produit par cette loi fut excellent (1); les « banquiers des voleurs » devinrent très rares. Malgré cela, cette loi est encore insuffisante : le principe de la territorialité est maintenu parce que la détention de mauvaise foi d'une chose volée est considérée comme la

(1) Voir pour l'application de cette loi dans plusieurs affaires : VIDAL, *Considérations sur l'état actuel de la criminalité en France*, p. 70, note 1.

continuation sur le territoire britannique du vol commis en pays étranger ; mais l'auteur de ce vol comme précédemment échappe à toute poursuite, même s'il se réfugie en Angleterre et la difficulté de la preuve de la mauvaise foi du possesseur de la chose sera le plus souvent une sauvegarde pour les délinquants (1).

Le Congrès de Saint-Petersbourg avait montré les avantages pratiques qu'il y aurait à considérer le recel comme un délit spécial ; le projet de réforme de notre Code pénal paraît vouloir entrer dans cette voie ; le recel n'y figure plus parmi les cas de complicité.

La question du châtimement des crimes et délits internationaux a été examinée également par l'Institut de droit international dans sa session de Munich, en 1883. MM. de Bar et Brusa, ayant à traiter les difficultés relatives au conflit des lois pénales, ont rédigé les propositions suivantes :

1^o La compétence territoriale de la loi pénale est celle du pays où séjourne le coupable lors de son activité criminelle ;

2^o La justice pénale d'un pays sur le territoire duquel se réalisent ou devaient se réaliser, selon l'intention du coupable, les effets de son activité, n'est pas compétente à raison de ses effets seuls (2).

(1) VIDAL, *Cours de dr. criminel*, p. 536, note 4.

(2) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 123 et suiv.

Par le mot coupable, il faut entendre ici toutes sortes de coupables, principaux, secondaires ou accessoires, participant d'une façon quelconque à l'infraction (auteurs, provocateurs, aides et complices en général, recéleurs et tous ceux qui favorisent l'impunité).

Ces résolutions, comme il est facile de s'en rendre compte, adoptent l'idée de la complicité dissociée en autant d'agents que de criminels, idée opposée à la théorie classique.

Nous avons vu que celle-ci peut se résumer dans le mot d'Ortolan : « Unité d'infraction, pluralité d'agents. » Nous avons étudié l'application qu'en a fait notre jurisprudence.

Cette théorie a été combattue au Congrès de l'Institut de droit international tenu à Linz en 1893, où une autre théorie a été mise au jour.

D'après celle-ci, il faudrait considérer plutôt le criminel que le crime. Or, étant donné un crime déterminé, il est possible que ceux qui ont participé comme complices n'aient pas eu la même intention, ni surtout le même mobile que l'auteur principal. On peut supposer le cas d'un individu qui veut en assassiner un autre pour le voler, et qui est assisté dans son entreprise par un troisième personnage, poussé à lui prêter son concours par un désir de vengeance envers la victime. Il n'y a qu'un crime, comment nier cependant que chacun des deux malfaiteurs a agi avec son intention propre, s'est servi de son acolyte pour arriver à son but à lui ? On peut donc

dire que chacun d'eux a accompli le crime à sa façon, et que subjectivement il y a autant de crimes que de délinquants. La complicité se trouve donc dissociée en autant de délits que d'agents de participation (1).

C'est cette théorie de la complicité délit-distinct qui a conduit les rapporteurs, à la session de Munich, à formuler leurs propositions.

On doit prendre pour base de la compétence, dit M. de Bar (2), non pas les effets d'un acte criminel, mais seulement le lieu où séjourne l'individu au moment même de son activité. Prendre les effets d'un acte pour base de la compétence pénale serait faire abstraction en quelque sorte du principe de la culpabilité ; car, comme l'agent ne peut pas toujours connaître le lieu où se réaliseront les effets de son action, ce lieu reste incertain, et parfois même après l'acte de l'infraction, la compétence, et avec celle-ci la peine, pourrait être modifiée par un fait étranger au coupable, par un procédé arbitraire. Si, par exemple, dit M. de Bar, il y a eu coups et blessures, d'où résulte la mort du blessé, le transport de celui-ci sur le territoire d'un autre Etat pourrait changer tout à fait la peine, même entraîner la peine de mort pour le coupable. De même en cas de banqueroute frauduleuse, ce peuvent être les créanciers habitant en pays étranger, et non les compatriotes du failli qui soient ses victimes. Le lieu où

(1) *Cours de M. Le Poittevin*, année 1911-1912.

(2) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 131 et suiv.

se réalise l'effet d'une action est donc trop vague, trop mal défini, pour qu'on la prenne comme base de la compétence pénale.

Il en est de même de la nationalité de la partie lésée.

Tout Etat civilisé punit de la même manière les infractions commises sur son territoire sans avoir égard à la nationalité de la partie lésée ; seulement on a parfois nié cette compétence si les effets de l'action criminelle ne se sont pas réalisés dans les limites du territoire. Comme tout gouvernement ne tient pas à encourir le reproche de ne pas punir le crime commis contre un étranger, il suffirait de s'entendre pour déclarer qu'il n'est pas nécessaire, pour que la loi pénale du pays soit compétente, que les effets de l'activité se réalisent au dedans du territoire. L'intention du coupable embrasse les effets de l'action ; il est nécessaire que la loi qui est compétente à raison de cette action punisse le coupable, même pour les effets qui se réalisent en dehors du territoire. Exiger pour soutenir la compétence territoriale que les effets de l'activité criminelle se soient accomplis sur le territoire serait méconnaître les effets moraux d'une mauvaise action ; mauvais exemple, sentiment de la justice outragé par la présence d'un individu qui n'est pas châtié d'un acte criminel.

Punir le prévenu d'après la loi du lieu où se produisent les effets de l'action, expose à le chercher sans pouvoir le déterminer ; d'autre part, il n'y a plus de sécurité pour

l'individu qui n'est jamais sûr de ne pas violer une loi étrangère qu'il ignore : le commerçant qui écrit une lettre à un correspondant étranger pourrait, pour n'avoir pas apposé un timbre sur sa lettre, être traduit devant un tribunal de ce pays. De même l'écrivain qui se conformerait aux lois de sa patrie, serait néanmoins exposé à être poursuivi à l'étranger et verrait peut-être taxer d'injure une parole franche et de blasphème une recherche scientifique.

M. de Bar tire du principe que c'est le lieu de l'activité de l'agent et non celui où les effets de l'action se produisent qui détermine la compétence, cette conclusion que si plusieurs personnes, en prenant part à la perpétration d'un délit, ont agi sur des territoires différents, ce sont les lieux où ont agi ces complices qui déterminent la compétence, et non le lieu où a agi l'auteur principal.

Ainsi, si un délinquant commet son méfait sur un territoire, d'après des instructions envoyées d'un autre territoire, et qui cache le produit de son acte criminel chez un individu demeurant dans un troisième pays, il devrait y avoir trois poursuites différentes. Le délinquant, le complice qui lui a fourni les renseignements nécessaires, le recéleur seraient punis chacun sur le territoire où ils ont agi.

Avec la théorie classique de la complicité, nous devons dire au contraire, que la justice du lieu où a été accompli le fait principal est compétente pour connaître de tous

les actes de participation accessoire ; nous avons indiqué plus haut les restrictions que nous avons cru nécessaire d'apporter à ce principe en matière de complicités extra-territoriales.

M. de Bar apporte lui-même un correctif à la théorie de la complicité divisée en autant de délits que d'agents de participation. Des Etats limitrophes ou voisins pourraient en vertu d'un traité, et après consentement préalable du gouvernement, s'accorder réciproquement une prorogation de leur compétence territoriale en vue de réunir, dans le même procès, le jugement du coupable accessoire avec celui du délinquant principal ou d'un autre complice accessoire, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'infractions ou d'attentats à la sûreté politique d'un Etat, et que le tribunal décrète la peine encourue selon la loi de l'activité criminelle (1).

D'autre part, si le lieu de cette activité ne peut être constaté, chaque Etat civilisé, ayant sous sa main l'auteur de l'acte criminel, pourrait le juger et le punir. Il en serait de même si l'extradition du délinquant, même au profit des tribunaux de son pays, n'est pas admise ou est réputée dangereuse (2). Il y a en effet une sorte de solidarité entre les Etats civilisés, quant à la répression des délits graves qui menacent la société humaine. Si donc il est certain qu'un individu est coupable d'une infraction

(1) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 124.

(2) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 125 et 141.

importante, punissable selon la législation pénale de tous les pays civilisés, mais qu'on ne puisse établir exactement le lieu de ce délit ou la nationalité du coupable, on doit confier la juridiction pénale à tout Etat civilisé qui a sous sa main le malfaiteur. Sinon, il y aurait impunité complète pour les scélérats qui, afin de gagner le montant des assurances, tentent de faire sauter un navire en pleine mer, car, en pareil cas, aucune juridiction ne serait compétente, la pleine mer se trouvant hors du territoire de tous les Etats.

La même compétence devrait être reconnue si l'extradition du coupable n'est pas possible, si le délit avait été commis dans un pays non civilisé, ou si le criminel en est le ressortissant.

Mais pour éviter toute injustice, il est nécessaire d'appliquer à ces cas la loi la plus favorable à l'accusé, en tenant compte à la fois des probabilités plus ou moins grandes quant au lieu du crime, de la nationalité de l'inculpé et de la sévérité plus ou moins grande des différentes lois pénales entre lesquelles il y a lieu d'hésiter.

Le Congrès de Munich adopta ces différentes propositions émises par M. de Bar (1).

Il ne nous semble pas que la théorie de la complicité délit distinct doive être approuvée, si ce n'est en matière

(1) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 153 et suiv.

de recel. Elle ne paraît pas tenir compte suffisamment de l'unité objective du délit.

Sans doute, chacun des participants peu avoir eu dans l'action criminelle un intérêt différent, un but autre que ses acolytes. Mais l'activité de tous ces malfaiteurs tendait vers le même résultat : la perpétration d'un délit. Ils ont tous agi d'un commun accord, ayant en vue la même fin ; pour y arriver ils ont conclu entre eux une entente qui a duré tout le temps de l'accomplissement de l'action. Ce désir, manifesté par chacun d'eux d'atteindre le même but, doit, semble-t-il, faire considérer leurs actes de participation individuels comme formant une partie d'un tout. Admettre que chacun d'eux a commis un délit-distinct, impliquerait la considération qu'ils ont agi séparément sans s'occuper l'un de l'autre, sans avoir d'intérêt commun. Ceci est contraire à la réalité des choses. Le résultat obtenu est unique : c'est la perpétration de l'infraction. Les actes accomplis par chacun des co-participants avaient pour but l'exécution d'un même méfait. Il peut y avoir plusieurs délinquants, il n'y a toujours qu'un délit. En affirmant qu'il y en a autant que de criminels, l'Institut de droit international paraît avoir perdu de vue cette unité objective du résultat.

D'autre part il semble difficile de dire qu'un fait psychologique puisse à lui seul être pris en considération pour établir la base de la pénalité. On ne peut en effet l'examiner que d'une façon superficielle, parce qu'on ne peut

pénétrer dans l'âme de l'individu, là où résident les motifs intentionnels. Il est donc à craindre que la théorie de la complicité délit-distinct conduise à l'arbitraire, parce qu'elle ne peut fournir des moyens d'investigation suffisants pour découvrir dans chaque complice le quantum de participation qu'ils ont apportée à l'action criminelle (1).

Pour ces motifs, la théorie de la complicité délit-distinct nous semble devoir être rejetée.

Nous ne le ferons pas sans regrets. Elle permettait, il est vrai, de poursuivre séparément chacun des participants d'une même infraction. Ce résultat était excellent, mais ne pourrions-nous l'obtenir tout en conservant la théorie classique? L'acte de l'auteur et ceux de ses complices ne forment qu'un seul et même délit, cela ne veut pas dire qu'une seule et même poursuite doive être intentée contre eux. Il nous semble possible de séparer les poursuites à exercer contre eux, quand ils ont agi sur des territoires différents, et de les juger séparément.

Les législations criminelles, en acceptant cette manière de voir, donneraient, nous semble-t-il, aux justices répressives des différents pays, les moyens qui, à l'heure actuelle, leur font défaut, de punir les actes de complicité exécutés sur divers territoires.

(1) Voir en ce sens la thèse de M. Théodoresco, Paris, 1900, page 131.

L'idée de disjoindre ainsi les poursuites a été soutenue au Congrès pénitentiaire de Bruxelles, en 1900.

Ce Congrès qui, à l'inverse des précédents, s'occupa non seulement de la question du recel, mais de tous les modes de complicité extra-territoriaux, adopta des résolutions qu'on peut opposer à celles qui furent prises par l'Institut de droit international, lors de sa session de Munich.

La question était ainsi posée (1) :

« Quels sont les principes à suivre, en déterminant les limites de la compétence de la justice criminelle, quant à la poursuite des délits commis à l'étranger, ou en coopération avec des individus, nationaux ou étrangers, résidant à l'étranger? »

Plusieurs rapports furent présentés ; parmi eux nous retiendrons ceux de MM. A. Le Poittevin et Rolin.

La formule proposée comprenait, en réalité, deux questions ; l'une relative à la poursuite des délits commis à l'étranger, l'autre relative aux cas où à ces délits se joindraient des actes de complicité.

Certains rapports déposés au Congrès n'ont pas traité de ce deuxième point, qui intéresse tout particulièrement le sujet de cette thèse. Nous l'étudierons en détail. Nous ne saurions cependant passer entièrement le premier sous silence ; indiquons les résolutions adoptées à son sujet (2) :

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 158.

(2) V. *Actes du Congrès de Bruxelles*, t. I, p. 177 et suiv.

« I. Chaque Etat peut punir, conformément à ses lois, les crimes et délits commis hors de son territoire par des nationaux ou par des étrangers, soit comme auteurs, soit comme complices, contre la sûreté, la fortune ou le crédit publics de cet Etat.

« La poursuite n'est pas subordonnée à la présence de l'inculpé sur le territoire de l'Etat lésé.

« II. Chaque Etat peut punir, conformément à ses lois, toutes les autres infractions d'une certaine gravité dont ses nationaux se sont rendus coupables hors du territoire, soit comme auteurs, soit comme complices, alors même que le fait incriminé ne serait pas punissable dans le pays sur le territoire duquel il a été commis (1).

« Parmi ces infractions, doivent être comprises toutes celles qui peuvent donner lieu à extradition.

(1) En effet, a-t-on dit au Congrès, s'il y a des dispositions pénales qui frappent des actes qui ont un caractère trop local pour justifier une poursuite judiciaire, lorsqu'elle n'est pas autorisée là où l'acte a été commis, il y en a beaucoup qui sont de nature à troubler profondément l'ordre en offensant la morale et l'humanité. Avec la facilité actuelle de se transporter, en peu de jours, même en quelques heures, d'un pays à l'autre, certains délits contre les mœurs, par exemple la bigamie, resteraient impunis, et les crimes commis par l'équipage d'un navire qui aborderait dans une île déserte n'auraient pas d'autre châtiment. Aujourd'hui d'ailleurs nos tribunaux peuvent atteindre et punir le Français qui s'est rendu coupable d'un crime à l'étranger, alors même que ce crime ne serait pas punissable d'après la loi du pays où il a eu lieu.

« La poursuite n'a lieu que si l'inculpé est trouvé sur le territoire national.

« Lorsque l'infraction a été commise contre un étranger, la poursuite peut être subordonnée à une plainte de la partie lésée ou de sa famille ou à un avis officiel donné par l'autorité du pays sur le territoire duquel le fait a été perpétré.

« III. Les règles qui précèdent ne sont pas applicables lorsque l'inculpé, jugé en pays étranger du chef de la même infraction, a été acquitté ; ou bien lorsque, après avoir été condamné il a subi ou prescrit sa peine ou qu'il a été gracié. »

Ces résolutions, il est facile de s'en rendre compte, diffèrent beaucoup de la théorie adoptée par l'Institut de droit international, dans sa session de Munich, théorie d'après laquelle la compétence territoriale de la loi pénale est celle du pays où se trouve le coupable lors de son activité criminelle. La même différence existe aussi en ce qui concerne la poursuite des délits commis en coopération avec des individus, nationaux ou étrangers, résidant à l'étranger.

M. Rolin (1), après avoir émis l'avis qu'un Etat n'est compétent en ce qui concerne les infractions commises hors de son territoire, que si leurs auteurs sont ses sujets, et qu'il ne l'est pas vis-à-vis des étrangers, se demande

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 400.

si ces derniers ne pourraient être soumis à sa compétence s'ils ont pris part comme co-auteurs ou complices à une infraction à laquelle ont participé ses nationaux.

La question revient à se demander si la compétence d'un Etat vis-à-vis de ses nationaux n'entraîne pas sa compétence vis-à-vis des étrangers.

La loi belge du 17 avril 1878, article 11, répond affirmativement lorsqu'il s'agit des infractions les plus graves, des crimes. M. Haus considère cette disposition comme une application des principes généraux sur la participation criminelle ; il est d'avis qu'elle doit être appliquée par analogie en matière de délits. Cette extension de compétence est, dit-il, la conséquence logique de l'unité de l'infraction, alors même qu'elle est le produit de plusieurs activités criminelles intentionnellement combinées. Il en résulte la jonction des procédures et une extension de compétence. M. Rolin n'admet pas cette extension : il ne s'agit pas d'un règlement de compétence entre les divers tribunaux d'un même pays, mais d'une question internationale.

Il est exact de considérer comme vraie la conception d'une infraction globale et unique, quand plusieurs activités se sont intentionnellement associées en vue d'un but unique, réprimé par la loi pénale, et quand ce but est atteint. Mais il n'en résulte pas que, si la compétence d'un Etat vis-à-vis de l'un de ses auteurs résulte uniquement de sa qualité de sujet, et si le co-auteur ou com-

plice est étranger, l'incompétence de l'Etat vis-à-vis de ce dernier, incompétence *ratione personæ*, puisse disparaître par le fait seul qu'il s'est uni à une autre personne vis-à-vis de laquelle l'Etat est au contraire compétent. L'inculpé étranger deviendrait ainsi assujéti à la loi de cet Etat en vertu d'une espèce de contagion, par son association passagère avec un national. L'unité d'infraction entraîne, il est vrai, la jonction des procédures, et tous les participants peuvent être poursuivis ensemble devant le même tribunal. Mais il n'en est ainsi que si des obstacles de fait ou de droit ne s'y opposent pas. Or, la circonstance que des personnes de nationalités diverses, et soumises à des juridictions différentes ont pris part à une infraction commise en pays étranger constitue, précisément, un obstacle de droit pouvant s'opposer à la jonction et à l'unification des poursuites contre tous les participants à un même crime ou délit.

Il est sans doute à souhaiter que tous puissent être poursuivis et jugés simultanément et par les mêmes magistrats. Mais dans le cas qui nous occupe, un traité entre gouvernements serait nécessaire. C'est ce qu'a proposé l'Institut de Droit international dans ses résolutions de Munich (1). Il faudrait alors admettre cette restriction que le Tribunal ne puisse appliquer que la peine encourue suivant la loi du pays où s'est produit l'activité criminelle.

(1) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, page 135, art. 5.

M. Rolin étend un peu la portée de la résolution de Munich en l'appliquant à tous les Etats civilisés, et la propose en ces termes :

« Toutefois, deux Etats pourraient, en vertu d'un traité et après consentement préalable du gouvernement, s'accorder réciproquement une prorogation de leur compétence territoriale, en vue de réunir, dans un même procès, le jugement du coupable accessoire ou secondaire avec celui du coupable principal et d'un autre coupable accessoire ou secondaire, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'infractions ou d'attentats à la sûreté politique d'un Etat, et que le Tribunal applique la peine encourue suivant la loi de l'activité criminelle (ou, pour parler plus exactement, suivant la loi du lieu de l'activité criminelle). »

M. Rolin estime que, sans traité, cette extension de compétence est inadmissible. En pratique, d'ailleurs, nous semble-t-il, l'extension de compétence dont il est ici parlé n'a qu'une importance restreinte, car le plus souvent le complice étranger restera dans son pays, lequel refusera d'extrader un de ses nationaux. Pour que le Tribunal du pays du délit principal put le juger, il faudrait qu'il passât dans ce pays, ce dont il se gardera le plus souvent.

On peut rapprocher des résolutions de l'Institut de Droit international le rapport présenté au Congrès de Bruxelles par M. A. Le Poittevin.

D'après lui, tout individu qui n'a pas été jugé définitivement

vement hors de sa patrie, et qui, en cas de condamnation, n'a pas subi sa peine ou obtenu sa grâce, est jugé par les tribunaux de son pays pour les crimes ou délits qu'il a commis à l'étranger.

Le retour volontaire de l'inculpé n'est pas une condition essentielle du jugement (1).

Dans le cas de retour, une poursuite devrait être toujours ordonnée s'il existe une dénonciation officielle des autorités étrangères auxquelles l'extradition ne peut être accordée ; celle-ci, en effet, soulève en doctrine des objections sérieuses qui ne permettent pas de l'assimiler, sans plus ample informé, à l'extradition d'un étranger. En supposant qu'elle s'introduise peu à peu dans la pratique des rapports internationaux, il faudrait de toute façon compter sur une assez longue période de transition, entre les usages du droit public ou les traités actuels qui ne l'admettent point, sauf rares exceptions, et les usages et traités qui, sauf exceptions aussi ou sous réserve, l'admettront peut-être dans un avenir indéterminé. De plus, il est difficile d'admettre l'hypothèse de l'univers entier

(1) En droit français, au contraire, le retour volontaire de l'inculpé est nécessaire ; on ne peut demander son extradition au pays de refuge. M. Le Poittevin s'est élevé dans son rapport contre cette exigence : « Pourquoi créer ainsi un obstacle de droit, lorsque cette extradition, et en conséquence le jugement d'un crime qui restera peut-être impuni à l'étranger, donnerait parfois en fait une meilleure satisfaction à la justice pénale ? »

parvenu à une civilisation égale et divisé en nations unies contre le crime par un traité collectif ou un ensemble complet de traités séparés, de telle sorte que, n'importe où le crime fût commis, le pays de refuge devrait livrer l'inculpé à l'Etat requérant.

Une nation ne peut se désintéresser des agissements de ses sujets pendant leur séjour au dehors. Il y aurait donc lieu, en continuant à suivre la tradition et au besoin en l'étendant, de conserver, à côté de la compétence *ratione loci*, une compétence *ratione personæ*, en vertu de laquelle tout individu est responsable devant les tribunaux de son pays des crimes et délits qu'il a commis à l'étranger.

La même règle doit être applicable au cas où le national, au lieu d'être auteur ou co-auteur d'une infraction, en a été le complice (1).

Abordant ensuite l'étude des cas où l'entente criminelle se traduit en une série d'actions exécutées, les unes sur un territoire, les autres sur un territoire différent, M. A. Le Poittevin fait un exposé rapide de la jurisprudence française, telle que nous l'avons examinée dans notre première partie, et montre l'imperfection des lois en cette matière (2).

Leur défaut est surtout tangible en matière de recel

(1) V. *Actes du Congrès de Bruxelles*, t. II, p. 263 et suiv.

(2) V. *Actes du Congrès de Bruxelles*, t. II, p. 269 et suiv.

international, souvent la victime d'un vol de titres au porteur est obligé de transiger avec le voleur. La notion de complicité produit cet inconvénient que le recel est impuni là où il existe, parce qu'une incompétence légale contredit la compétence naturelle qui devrait toujours être reconnu au juge du lieu du recélé.

Pour remédier à cette situation, il faudrait, imitant en cela la plupart des législations étrangères et se conformant au vœu du Congrès de Saint-Petersbourg, faire du recel un délit spécial, principalement dans les cas où il constitue un métier ou une habitude.

Le problème ne subsisterait plus alors que pour les modes de complicité, antérieurs ou postérieurs au délit même, qui le préparent ou le continuent sur un autre territoire.

Dans le cas où une loi refuserait d'admettre que le recélé constitue une infraction *sui generis*, et le comprendrait parmi les modes de complicité, elle devrait admettre la disjonction des faits qui se sont passés d'un côté différent de la frontière. Le vol serait alors jugé sur le territoire où il a été commis, subsidiairement dans la patrie du coupable, le recel sur le territoire où la chose volée passe entre les mains du recéleur, malgré les liens de cause à effet qui unissent ces deux actes ou la connivence qui unit leurs auteurs. Ainsi l'industrie du vol serait punissable au lieu où elle s'exerce, et l'industrie qui en profite au lieu du profit partagé. La disjonction

des deux poursuites n'a rien d'impossible : on l'admet quand un des accusés est en fuite ou inconnu, on pourrait agir de même lorsque l'un d'eux est en pays étranger.

En conséquence, M. Le Poittevin conclut en ce que :

« Le recel peut être poursuivi et jugé, quel que soit le lieu du délit principal qui en a été la cause ou l'occasion, dans le pays où il est constaté. »

Et il faudrait généraliser, sauf aux législateurs à préciser les cas utiles :

« Les faits de complicité ou d'association peuvent être poursuivis et jugés, quel que soit le lieu du délit principal, dans le pays où ils ont été commis. »

L'application ou l'extension de la compétence locale ou de la compétence nationale ont seules été invoquées jusqu'à présent. La première est la plus naturelle ; le lieu du délit principal la détermine. Elle est le cas échéant complétée ou suppléée soit par la compétence nationale, dans le cas où un Etat n'extrade pas ses ressortissants, soit par une autre compétence locale : lieu du fait accessoire ou annexe : recel, préparation, association, complicité.

Cependant on peut trouver, organisée par quelques textes, une autre attribution de juridiction résultant du lieu où l'inculpé peut être arrêté. Elle existe dans le cas où le délit a été commis contre un national du pays d'arrestation, pour le protéger contre les attentats dont il a

pu être victime à l'étranger, ou même quelle que soit la nationalité de la victime, c'est alors la théorie de l'universalité du droit de punir. L'Institut de Droit international, dans sa session de Munich, avait exprimé un vœu semblable.

M. Le Poittevin demande au Congrès d'inviter les législateurs à entrer dans la même voie, en votant la proposition suivante :

« L'étranger inculpé d'un délit grave commis à l'étranger peut, lorsqu'il n'est pas extradé, être poursuivi dans le pays où il se trouve actuellement.

Cette poursuite est admise lorsque la victime a ce pays pour patrie, lorsqu'elle y est domiciliée, ou même quels que soient son domicile et sa nationalité. »

La résolution déposée par M. Le Poittevin ne fut pas admise par la Section, qui adopta les vœux ci-après (1) :

« Chaque Etat peut punir, conformément à ses lois, toutes les infractions d'une certaine gravité dont ses nationaux se sont rendus coupables hors du territoire, soit comme auteurs soit comme complices, alors même que le fait incriminé ne serait pas punissable dans le pays sur le territoire duquel il a été commis.

Parmi ces infractions doivent être comprises toutes celles qui peuvent donner lieu à extradition.

« La poursuite n'a lieu que si l'inculpé est trouvé sur le territoire national.

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 166.

« Lorsque l'infraction a été commise contre un étranger, la poursuite peut être subordonnée à une plainte de la partie lésée ou de sa famille ou à un avis officiel donné par l'autorité du pays sur le territoire duquel le fait a été perpétré. »

Les membres du Congrès admirent que lorsqu'un crime ou un délit est commis sur le territoire d'un pays déterminé, celui-ci est compétent pour juger, non-seulement l'auteur principal de l'infraction, mais aussi ses co-auteurs et complices, sans distinction de nationalité et quel que soit le lieu où s'est manifestée leur coopération criminelle (1). C'est la manière de voir de notre jurisprudence française. La Section l'adopta en ces termes :

« La loi pénale du pays où une infraction a été commise est applicable, non-seulement à cette infraction elle-même, mais aussi à tous les actes de participation, eussent-ils été accomplis à l'étranger et par des étrangers. »

Vint ensuite la question de savoir quel devait être la situation des co-auteurs et des complices au regard de la loi pénale du pays sur le territoire duquel ils ont commis l'acte de coopération criminelle.

Le co-rapporteur au Congrès sur cette question, M. De Rode, déclare que si cet acte de coopération ne constitue pas par lui-même un délit *sui generis*, indépendant de l'acte principal auquel il se rattache, il échappe à la com-

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 170 et suiv.

pétence territoriale de l'Etat sur le sol duquel il a été perpétré, mais il appartient à la compétence extra-territoriale de cet Etat, s'il a pour auteur un national. Supposons qu'un délit soit commis en France, et qu'un Belge s'en soit rendu complice en France : cet acte de participation accessoire ne relève pas de la juridiction territoriale belge, mais rentre dans la juridiction extra-territoriale que la Belgique exerce sur ses nationaux.

Si ce complice n'est pas de nationalité belge, il ne peut plus alors tomber sous le coup de la loi pénale belge ; cependant il ne restera pas impuni, car il pourra être livré à la France compétente pour le juger.

La répression est donc assurée, conclut M. De Rode, aussi il n'est pas nécessaire de décider d'une manière générale, comme le propose M. Le Poittevin, que les faits de complicité ou d'association peuvent être poursuivis et jugés, quel que soit le lieu du délit principal, dans le pays où ils ont été commis.

Par contre, M. le co-rapporteur approuve la résolution formulée par M. Le Poittevin, qui décide que « le recel peut être poursuivi et jugé, quel que soit le lieu du délit principal qui en a été la cause ou l'occasion, dans le pays où il est constaté », car le recel ne doit pas être considéré comme un acte de complicité, puisqu'il n'intervient qu'après que l'infraction est entièrement consommée.

Il est avantageux, démontré M. De Rode, au point de vue pratique, de considérer le recel comme un délit spé-

cial, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en comparant les législations belge et française :

Un vol est commis en France, les choses volées sont transportées en Belgique. Elles pourront y être saisies d'office par la justice locale et le recéleur pourra y être condamné, quelle que soit sa nationalité, puisque le délit est commis en Belgique.

Un vol est commis en Belgique, les objets volés sont transportés en France. Le recéleur ne pourra y être poursuivi, car la loi française, en faisant de lui un complice du voleur, conduit à dire qu'il a commis son délit à l'étranger.

Mais la Belgique, qui fait du recel un délit distinct, ne pourra poursuivre l'individu qui a caché à l'étranger des objets volés sur son territoire. Cet inconvénient existe, mais n'a guère d'importance pratique, car la condamnation prononcée contre cet individu court de grands risques de ne pas être exécutée.

M. De Rode proposa à la Section, qui les adopta, les conclusions suivantes :

« La loi pénale du pays où une infraction a été commise est applicable, non-seulement à cette infraction elle-même, mais aussi à tous les actes de participation, eussent-ils été accomplis à l'étranger et par des étrangers. »

« Le recel doit être considéré non comme un acte de complicité, mais comme un délit spécial. »

L'assemblée générale du Congrès admit la première de ces propositions et renvoya au prochain Congrès

l'étude de la question de savoir si le recel doit être considéré comme une infraction *sui generis* ou comme un cas de complicité.

On voit donc que le Congrès de Bruxelles n'a pas adopté la thèse de la complicité délit-distinct admis par l'Institut de droit international ; il n'a pas voulu considérer, comme le lui demandait M. Le Poittevin, que l'acte de complicité soit justiciable des tribunaux du lieu où il est commis, quel que soit le lieu où ait été perpétré le délit principal. La solution donnée à la question par le Congrès est à peu près celle de notre jurisprudence.

M. De Rode considérait que l'extradition consentie à l'Etat du lieu du délit par celui du pays de refuge suffit à empêcher le coupable de rester impuni quand il ne peut être châtié par celui-ci. Cela est-il bien certain ? Nous avons vu, lors du Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg, que M. Clairin, dans son rapport, dénonçait l'exiguïté des traités d'extradition : ils sont de droit strict, « les contractants semblent ne se décider qu'avec regret à étendre la liste des coupables susceptibles d'être extradés, et ils saisissent le moindre prétexte pour y déroger : les divergences dans les législations, les jurisprudences, les procédures criminelles, etc. (1) ».

Déjà au Congrès pénitentiaire de Stockholm, en 1878, M. de Padua-Fleury lut une lettre du colonel Henderson, chef de la police de Londres, qui déclarait que « le meil-

(1) V. *Actes du Congrès de Saint-Petersbourg*, t. II, p. 734.

leur moyen international de prévenir les crimes, serait de rendre les traités d'extradition plus uniformes, et de faciliter les dispositions qu'ils contiennent. Ils doivent s'arrêter seulement aux délits politiques, militaires et locaux (1) ».

De même, M. Rubenson, sous-chef de la police de Stockholm, disait : « Les traités d'extradition ne sont pas à présent et ne seront peut-être pas de si tôt ni assez uniformes, ni assez étendus, ni assez faciles à exécuter ; tout cela je ne saurais le nier. Mais heureusement nous les possédons, ces traités ; heureusement il y a de la place dans ces traités pour l'assassinat, pour le vol, pour les actes de faux ; heureusement les coupables les plus dangereux, grâce à ces traités, ne trouvent nulle part un refuge assuré. L'extradition ne va pas vite, c'est incontestable ; mais elle va, et c'est le principal (2) ».

M. Rubenson proposait au Congrès de voter la résolution suivante (3) :

« Dans le but de prévenir les crimes, faciliter et assurer leur répression, il est désirable qu'une entente inter-vienne entre les gouvernements des différents pays.

Cette entente devrait en premier lieu porter sur les traités d'extradition qu'il serait utile de réviser et de rendre plus uniformes, et ensuite sur les moyens qui seraient reconnus les plus pratiques pour faciliter l'exé-

(1) V. *Actes du Congrès de Stockholm*, t. I, p. 422.

(2) V. *Actes du Congrès de Stockholm*, t. I, p. 427.

(3) V. *Actes du Congrès de Stockholm*, t. I, p. 435.

cution des dispositions contenues dans ces traités et pour établir des relations plus suivies et un lien plus intime entre les administrations de la police des différents Etats.»

L'utilité de réviser les traités d'extradition fut démontrée par un exemple qu'il n'est peut-être pas inutile de citer : Un Anglais, Wilson, avait, en 1877, enlevé à Zurich, d'un char postal qui stationnait momentanément dans la rue, un paquet contenant des valeurs ; il réussit à gagner le sol de l'Angleterre. Les tribunaux de ce pays ne consentirent pas à accorder son extradition, lors même que la preuve du vol et l'identité du coupable furent établies, parce qu'aux termes du traité passé avec la Suisse, les deux contractants ne sont pas tenus d'extrader leurs ressortissants. Le voleur fut donc remis en liberté et peut maintenant jouir en toute sécurité du produit de son vol (1).

On voit à quelle objection se heurte l'affirmation de M. De Rode.

Nous ne croyons pas que l'extradition soit un remède suffisant, et nous eussions préféré voir le Congrès de Bruxelles adopter la proposition émise par M. A. Le Poitevin d'autoriser la poursuite et le jugement des faits de complicité ou d'association dans le pays où ils ont été commis, quel que soit le lieu du délit principal.

Le Groupe français de l'Union internationale de droit pénal, au Congrès qu'il tint à Paris en 1905, reprit l'idée de la complicité délit-distinct.

(1) V. *Actes du Congrès de Stockholm*, t. I, p. 435.

La question posée était celle de savoir quels étaient les moyens pratiques d'assurer la répression des crimes et délits internationaux.

On entendait par délit international une action criminelle qui, préparée ou consommée sur un territoire, s'achève sur un autre.

M. Feuilleley, avocat général à la Cour de cassation, présente un rapport sur la question (1).

Le crime, disait M. Feuilleley, comme toutes les manifestations bonnes ou mauvaises de l'activité humaine, évolue et se transforme ; or rien ou presque rien n'a été fait en droit pénal pour réprimer les nouvelles formes de la criminalité, les délits internationaux.

Il faudrait qu'une convention internationale, à l'image de celles qui ont été faites en droit civil ou commercial, formule des principes assez généraux de droit pénal et de compétence criminelle, qui, tout en respectant la législation particulière de chaque Etat et ses droits de souveraineté, permettent cependant l'exercice de l'action répressive partout où l'activité criminelle d'un coopérateur à un délit international se sera manifesté par des actes contraires aux lois du pays où ils ont été accomplis.

Il faudrait que ces principes, exclusifs de tout formalisme étroit rendent possible et facile l'exercice du droit de punir, actuellement entravé par les frontières des dif-

(1) V. *Actes du Congrès de Paris*, p. 725 et suiv.

férents Etats : « Il faut, en un mot, à la criminalité internationale, opposer résolument la répression internationale ! »

Or les obstacles qui s'y opposent sont au nombre de deux :

Le premier consiste en ce qu'il est difficile, lorsqu'il s'agit de délits qui, par leur nature, ne sont caractérisés que par la réunion de plusieurs actes successifs, de joindre et réunir ses divers actes pour en former les éléments constitutifs du délit consommé. Ainsi les manœuvres constituant une escroquerie peuvent être commencées dans un pays, continuées dans un autre et destinées à produire effet dans un troisième.

Le second obstacle se rencontre toutes les fois que les diverses manifestations d'un acte criminel émanent de plusieurs individus et qu'elles se sont produites dans des pays différents. Il réside dans l'application aux délits internationaux de la théorie classique de l'unité du délit.

Nous savons en quoi elle consiste. M. Feuilleley s'élève contre l'idée de l'indivisibilité de l'infraction et considère que le principe : « Autant de criminels, autant de crimes », qui est plus conforme à la réalité des choses et n'a rien de contraire aux règles primordiales de la science pénale, peut seul assurer une répression efficace du délit international : « L'erreur de la théorie classique a été de confondre deux choses distinctes, la connexité et l'indivisibilité. Connexes entre eux sont assurément les divers actes qui ont concouru à la consommation d'un délit, indivisibles, non ! »

Prenons un exemple : Supposons que Primus commette un vol, que Secundus lui ait fourni la fausse clef nécessaire pour pénétrer dans l'habitation, que Tertius ait recelé le produit du larcin. Avec la théorie de l'unité du délit, il n'y a qu'une infraction à laquelle trois individus ont coopéré, Primus comme auteur principal, Secundus et Tertius comme complices. Dans la théorie que propose M. Feuilleley, il y aurait trois délits distincts ; ceci, dit-il, n'a rien d'irrationnel : l'unité objective du résultat, le vol en l'espèce, n'entraîne pas l'unité subjective d'action des trois malfaiteurs ; chacun d'eux a concouru à l'infraction avec un déterminisme et des moyens propres. Primus est coupable parce qu'il a violé la loi qui défend de fournir des instruments destinés à commettre le vol ; Secundus parce qu'il a enfreint la loi qui défend de s'emparer du bien d'autrui ; Tertius parce qu'il a transgressé celle qui défend de receler la chose obtenue au moyen d'un délit. Chacune de ces trois actions se suffit à elle-même et à son existence propre, rien d'extraordinaire à ce qu'elles soient jugées séparément.

Si nous supposons cette théorie appliquée aux délits internationaux, combinée avec celle de la territorialité de l'infraction pour la détermination de la compétence, tous les obstacles signalés pour la répression de la criminalité extra-territoriale, vont disparaître. Conservons notre exemple ; Secundus qui a envoyé la fausse clef à Primus a violé la loi anglaise et comparaitra devant les tribunaux

britanniques ; Primus qui a volé en France y sera poursuivi ; Tertius qui a recélé en Belgique relève de la justice de ce pays. Chacune des souverainetés trouverait ainsi dans l'acte accompli sur son territoire, envisagé comme délit-distinct, et dans la violation de sa loi particulière, le droit de le déférer à ses propres tribunaux.

De la combinaison de ces deux principes qu'il existe autant de délits que de délinquants et que la territorialité de l'infraction est attributive de compétence, M. Feuilleux tire cette conséquence que la loi pénale et de procédure applicable sera celle dont la loi a été violée. Ainsi, les tribunaux anglais appliqueront la loi anglaise à Secundus ; Primus sera jugé d'après la loi française et Tertius se verra appliquer les pénalités de la loi belge.

Il ne serait plus nécessaire, dès lors, de se préoccuper de la nationalité du complice, puisque les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire, ni d'attendre que le pays où l'action a été consommée la dénonce à l'Etat voisin, ni enfin de rechercher si l'action est punie simultanément par la législation des deux pays, puisque chaque souveraineté agissant *jure proprio*, ne fait qu'assurer, par l'exercice de la poursuite, la répression de l'acte commis sur son propre territoire.

Aucune poursuite nouvelle ne pourra être intentée quand l'inculpé justifiera qu'il a déjà été jugé à l'étranger pour le même fait, et en cas de condamnation qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

Telle est la théorie proposée par M. Feuilley, théorie qu'il appela lui-même *le système de l'ubiquité de la répression*.

En terminant son rapport, M. Feuilley montre la nécessité pour les puissances de se concerter entre elles sur certaines mesures d'ordre administratif :

Mesures préventives et de police : Surveillances d'individus suspects, avertissements donnés aux agents diplomatiques, aux consuls ou aux autorités étrangères du lieu vers lequel les individus se dirigent ; pour faciliter et unifier cette surveillance, création d'une autorité chargée de centraliser tous les renseignements ;

Mesures judiciaires et d'instruction : Conférer aux autorités judiciaires, à l'effet d'éviter les lenteurs des transmissions diplomatiques pendant lesquelles les délinquants ont le temps de fuir ou de faire disparaître le produit ou les traces de leurs crimes, la faculté de se faire parvenir réciproquement leurs commissions rogatoires, soit directement entre elles, soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans l'Etat requis, sauf à régulariser cette transmission par l'envoi qui doit en être fait en même temps à l'autorité supérieure du pays requis.

M. Feuilley présenta au Congrès, qui les accepta, les conclusions ci-après :

« Art. 1^{er}. — Est qualifiée crime ou délit international toute action criminelle de droit commun qui aura été

préparée, facilitée, consommée, ou qui aura produit effet dans des pays différents, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

« Art. 2. — Tout acte de coopération ou de complicité constitue un délit distinct, lequel pourra être poursuivi dans le pays où il aura été accompli et jugé selon la législation en vigueur dans ce pays.

« Art. 3. — Aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été définitivement jugé à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

« Art. 4. — La Section française de l'union internationale de droit pénal émet le vœu qu'une conférence internationale soit réunie en vue d'arrêter les bases d'une convention tendant à la répression des crimes et délits internationaux. »

Après le vote de ces vœux, M. A. Le Poittevin rappela que le Congrès pénitentiaire qui devait se tenir à Budapest en septembre 1905, devait discuter la question de savoir s'il fallait faire du recel un cas de complicité du délit principal ou un délit spécial. En conséquence, M. Le Poittevin demanda au Groupe français de l'Union internationale de droit pénal de voter la déclaration : « qu'en attendant la réalisation des vœux qui précèdent, le recel soit considéré, par une modification aux dispositions de la loi française, non comme un cas de complicité, mais comme un délit distinct. »

Au Congrès pénitentiaire de Budapest la question de savoir s'il fallait faire du recel un délit distinct fut examinée. Bien que cette étude sorte du sujet que nous traitons, les discussions auxquelles elle a donné lieu présentent pour nous un grand intérêt, parce que des objections ont été formulées contre la compétence, pour juger le recel, des tribunaux de l'endroit où il a été commis, et que ces objections peuvent aussi bien s'appliquer à tous les autres modes de complicité.

M. Angyal, professeur à l'Académie de droit de Pecs (Hongrie), présenta un rapport (1) dans lequel il montrait que si le recel était considéré comme un fait de complicité du délit principal, il était justiciable des tribunaux du lieu où ce délit avait été perpétré, tandis que, si le recel était considéré comme une infraction spéciale, il était justiciable des tribunaux du lieu où il a été accompli. Or M. Angyal considère qu'au point de vue doctrinal le recel est un délit spécial, mais qu'il est nécessaire que les juges du lieu où a été commise l'infraction principale connaissent aussi du fait connexe de recel. En effet, l'établissement du recel se rattache à celui de l'acte principal : c'est le produit de celui-ci qui fait l'objet du recel. Le délit lui-même doit donc pouvoir être prouvé, si l'on veut arriver à démontrer que l'individu qui en a caché le produit connaissait l'origine frauduleuse de ce

(1) V. *Actes du Congrès de Budapest*, t. II, p. 239 et suiv.

dernier. Si on enlève au tribunal qui statue sur l'infraction principale le pouvoir de procéder aussi sur l'acte de recélé qui s'y rattache, on arrivera à assurer l'impunité à la plupart des recéleurs, car il est évident que le tribunal d'un Etat ne saurait admettre le jugement prononcé par une autorité d'un autre Etat. Il sera donc réduit à la nécessité de soumettre à un examen spécial le délit principal et le recel. Il sera obligé de qualifier l'acte de fond, et d'établir éventuellement la punition qu'il eut infligée à son auteur. Tout ceci suscite, comme il est facile de le comprendre, des difficultés et des obstacles sans nombre, et le recéleur en profite pour se tirer d'affaire et continuer ses agissements.

D'autre part, la punition du recel étant aussi une répression qui constitue un moyen préventif contre les auteurs de délits dirigés contre le bien d'autrui, plus cette punition arrivera vite et sûrement et plus on contribuera à la décroissance de la criminalité.

Pour étendre au tribunal qui procède sur le délit principal le droit de se prononcer aussi sur le cas de recel, deux moyens sont possibles.

Les Etats pourraient déclarer catégoriquement que le recel constitue un acte de complicité, et que la complicité est commise là où a eu lieu la perpétration de l'acte principal.

Les Codes criminels des différents Etats pourraient considérer le recel comme un délit distinct, mais en fixant

comme règle intangible que le recéleur sera livré à l'Etat qui juge le fait principal.

Or, M. Angyal repousse la première solution parce qu'il croit que le recel est une infraction *sui generis*, et préconise la seconde, bien qu'elle ait l'inconvénient de porter atteinte au principe de la territorialité.

A quel Etat serait accordée l'extradition du recéleur qui aurait acquis des objets provenant de vols commis sur des territoires différents, par exemple dans le cas où un Anglais habitant et recélant à Londres aurait acheté des objets à des voleurs de Paris, Berlin et Budapest ? Ce serait l'Etat qui aurait le premier demandé l'extradition : le recéleur ne peut être puni en trois endroits différents ; qu'il subisse donc son sort dans l'Etat qui a le plus grand intérêt à le punir, et qui a prouvé cet intérêt par la hâte qu'il a mise à faire sa demande d'extradition.

Si aucun des Etats intéressés ne demandait qu'on lui livre le voleur, le droit de punir appartiendrait à celui sur le territoire duquel a été commis le recel.

Les arguments apportés par M. Angyal étaient de nature à nous faire réfléchir, car, émis spécialement pour le cas de recel, l'unique objet de la discussion du Congrès, il est évident qu'ils peuvent s'appliquer à n'importe quel mode de participation accessoire.

Devons-nous nous incliner devant les objections présentées et abandonner notre manière de voir ? Nous ne le croyons pas.

M. Angyal invoque à l'appui de ses arguments, l'utilité pratique de réunir les poursuites dirigées contre le recéleur et contre le délinquant principal. Il y a en effet des cas où il pourrait être bon qu'il en fût ainsi : nous pouvons supposer l'hypothèse d'un individu qui se laisse entraîner par l'auteur du délit, et qui consent à cacher le produit du vol, soit pour amitié pour cet auteur, soit par crainte, soit même pour réaliser un bénéfice illégitime. Le délinquant principal a provoqué l'acte de recel ; il mérite donc une punition plus sévère. Le recéleur a cédé à ses instances, peut-être a-t-il résisté longtemps ; il faut examiner les motifs qui l'ont déterminé à se laisser convaincre, les causes susceptibles de diminuer son châtiement. Une poursuite unique serait ici très utile, à la fois pour déterminer le degré de culpabilité du malfaiteur lui-même et du recéleur.

Mais les cas où il en est ainsi sont-ils bien nombreux ? Nous ne le pensons pas. S'ils étaient fréquents, il nous semble que l'attention des Corps législatifs des pays où le recel est considéré comme un délit distinct et des Sociétés savantes eût été attirée sur eux.

Par contre, nous craignons que l'obligation de réunir en une seule poursuite le délit originaire et le recel ne soit une source de difficultés nombreuses ; ainsi que l'a démontré la discussion, à la première Section du Congrès, du rapport de M. Angyal.

Ajoutons que l'utilité d'une action en justice unique

pour le recéleur et le délit principal ne se fait jamais sentir en ce qui concerne le recéleur de profession. L'ordre social est alors troublé principalement dans le lieu où cet individu exerce son industrie malhonnête, c'est là que le châtiment pour être exemplaire doit lui être infligé. Pourquoi le poursuivrait-on dans le pays où l'objet qu'il a recélé a été dérobé ? Cet homme a acquis malhonnêtement non seulement le produit de ce délit, mais le produit de nombreux délits analogues, il en fait un métier. Il est certain que c'est là où il l'exerce que doit intervenir sa punition.

M. Feuilleley, dans la discussion en Section, a corrigé la proposition de M. Angyal dans ce qu'elle avait de trop absolu (1). Cette proposition est bonne, mais il est à craindre que dans la pratique elle laisse impunis un grand nombre d'actes de recel. Ainsi un vol étant commis en Belgique, le voleur veut vendre à Paris les objets volés ; la justice belge pourra donc poursuivre le recel commis à Paris et faire condamner celui qui s'en est rendu coupable ; mais celui-ci, pour se soustraire à l'exécution de sa peine, n'aura qu'à ne pas venir sur le territoire belge, s'il reste à Paris il pourra y jouir en paix du produit de son action coupable.

Il faut donc laisser aux autorités du lieu où le recel a été commis le soin de le châtier. En droit pénal en effet

(1) V. *Actes du Congrès de Budapest*, t. I, p. 81 et suiv.

le principe de la territorialité attribue toujours compétence, pour juger un délit, à l'autorité judiciaire du lieu où il a été perpétré ; il en est ainsi parce que la loi nationale de l'Etat sur le territoire duquel le délit a été commis a été violée et parce que cet Etat est intéressé à la répression de ce délit. Par exemple le recéleur français qui cache à Paris des objets volés en Belgique transgresse la loi française et la France est intéressée au premier chef à la répression de cette infraction à sa loi territoriale. De même si le recel d'objets volés en France est accompli en Belgique, celle-ci est intéressée à la répression de cette infraction.

Il est donc logique et conforme aux principes du droit pénal que le recel, considéré comme un délit spécial, soit réprimé par la justice du pays même sur le territoire duquel il a été accompli.

Cependant M. Feuilleux reconnut que l'autorité judiciaire de l'Etat sur le territoire duquel a été commis le fait originaire, doit aussi être compétente pour poursuivre le recéleur, même si le délit de recel est perpétré à l'étranger. Il y a en effet entre l'acte originaire et l'acte consécutif un lien de connexité ; or en matière pénale la connexité est attributive de compétence (1). Cette compétence sera donc double ; ceci n'est que l'application des principes de la territorialité et de la connexité.

(1) Arrêt de la C. de cass. du 14 mai 1847 (*Bull. Cass. crim.* n° 102).

La compétence territoriale est excellente et ne saurait être abandonnée, la loi anglaise de 1896 qui la consacre a produit les meilleurs résultats. Il faut conserver cette compétence, en y ajoutant subsidiairement la compétence, à raison de la connexité, au juge du lieu où a été commis le fait originaire.

Mais bien entendu on ne poursuivra pas une seconde fois l'individu qui l'aurait déjà été et qui aurait subi ou prescrit sa peine, obtenu sa grâce, s'il a été condamné.

M. Feuilleux proposa la résolution suivante qui résume sa manière de voir :

« Le délit de recel, constituant une violation de la loi particulière de l'Etat sur le territoire duquel il a été accompli, doit être puni selon les lois de ce pays.

Toutefois le délinquant ne pourra être jugé et puni de nouveau s'il justifie qu'il a été poursuivi par la justice de l'Etat qui a connu du fait principal et que, en cas de condamnation, il a subi sa peine. »

Cette proposition fut adoptée par la Section, puis par l'Assemblée générale du Congrès (1).

Le Congrès semble ainsi avoir admis une double compétence concomitante : *ratione loci*, la compétence du pays où l'objet a été recélé ; et à cause de la connexité entre le vol et le recel, compétence du pays où le vol a été commis. Or est-il certain que cette dernière compé-

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 87 et 397.

tence puisse être admise ? M. Feuilleoy l'a affirmé au Congrès et a déclaré qu'en matière pénale la connexité est attributive de juridiction. Il citait à l'appui de cette proposition un arrêt de la Cour de cassation du 14 mai 1847 (1), qui décide que le tribunal correctionnel dans l'arrondissement duquel ont été commises des escroqueries est compétent pour juger d'autres escroqueries connexes, qui ont pu être commises par le même prévenu dans un autre arrondissement.

Nous ne saurions nier l'existence, au point de vue du droit interne, de cette compétence à raison de la connexité ; mais doit-il en être de même quand les faits connexes ont eu lieu dans des pays différents ? Nous ne le croyons pas. Le lien créé entre les deux infractions par la connexité ne nous paraît pas suffisant pour permettre aux tribunaux d'un pays de juger un fait exécuté hors de leur territoire.

L'opinion que nous émettons (2) a été développée en ces termes par M. Garraud : (3)

« Lorsque des faits, successivement commis en France et à l'étranger, constituent des infractions distinctes, la compétence territoriale ne s'applique qu'aux faits qui ont eu lieu en France. On ne pourrait donc pas, sous prétexte

(1) *Bull. crim.*, n° 102.

(2) V. dans le même sens, *Revue de dr. intern. privé*, 1909, article de M. A. Le Poittevin, p. 689.

(3) V. *Traité de dr. pén.*, 2° éd., t. I, n° 145.

de *connexité*, y rattacher les faits commis en pays étranger, pour étendre, par ce procédé, l'action de la loi répressive. Ainsi un meurtre est perpétré en Belgique, par un Belge qui se réfugie en France et qui s'y cache avec l'aide et l'assistance d'un tiers ; sans doute le fait de recel, ayant eu lieu en France, tombera sous le coup de l'article 248 du Code pénal. Mais le meurtre ayant été commis en Belgique, par un étranger, ne pourra être poursuivi en France, bien qu'il soit connexe au fait de recel. La connexité est sans doute *attributive de juridiction* (C. instr. crim., art. 226 et 227), mais à la condition que les juridictions du territoire soient compétentes pour connaître de toutes les infractions connexes. Il ne suffirait pas qu'il y ait une relation entre un délit commis à l'étranger et un délit commis en France, pour attribuer aux tribunaux français, à l'égard du premier, une compétence que la loi leur refuse d'ordinaire. »

M. A. Le Poittevin présenta au Congrès de Budapest un rapport (1) où il soutint la thèse du recel délit spécial, connexe au délit principal, et justiciable des mêmes tribunaux que celui-ci quand tous les deux ont été exécutés sur le même territoire.

Dans son rapport, M. A. Le Poittevin s'occupa beaucoup du recel international. Après avoir montré les

(1) V. *Actes du Congrès*, t. II, p. 313 et suiv.

inconvenients qu'offre au point de vue de la répression la théorie du recel-complicité, il chercha les moyens d'y remédier.

La pratique de l'extradition des nationaux pourrait conduire à ce résultat. Mais il y aurait alors une application très extensive de l'extradition. Si l'on suppose en effet un vol commis en France et un acte de recel accompli en Angleterre, l'auteur de cet acte devrait être livré à la justice française. C'est difficile à admettre ; le recéleur a commis son acte de participation en Angleterre, et il faudrait que ce pays le livre à une justice étrangère pour un fait accompli sur son propre territoire !

L'Institut de droit international, dans sa session de Munich, en 1883, préconisait un autre procédé en déclarant que : « la compétence territoriale de la loi pénale est celle du pays où se trouve le coupable lors de son activité criminelle. » Le recel pourrait alors être considéré comme un délit indépendant, quoique complémentaire, qui suit le premier, sans que l'un soit absorbé et comme incorporé dans l'autre. Par cette analyse des deux faits consécutifs on obtiendrait que, le vol étant jugé sur le territoire où il a été commis, le recel soit réprimé sur l'autre territoire, où le recéleur a pris possession des objets. Ainsi la compétence *ratione loci* s'exercerait d'une façon opportune pour chacune des deux infractions.

M. A. Le Poittevin, dans la suite de son rapport, démontre que le recel ne peut être considéré comme un

cas de complicité, parce qu'il est impossible de prendre une part quelconque à une infraction entièrement consommée. « La vérité, disait Ortolan, est qu'il y a, si les faits postérieurs méritent une punition, pluralité, et non pas unité de délits, ... qu'en définitive tout cela forme non pas un lien de complicité, mais un lien de connexité. » Cette connexité est avantageuse en ce que, si la théorie du délit spécial permet de juger en France un vol commis en France, et en Angleterre le recel effectué sur le sol anglais, la théorie de la connexité autorise la jonction des deux procédures lorsque le vol et le recel sont accomplis sur le même territoire, quoique dans des circonscriptions judiciaires différentes.

Autour de ce délit spécial de recel peuvent se greffer des circonstances qui en modifient la gravité.

Le recel peut être désintéressé, c'est-à-dire accompli sans aucun espoir de gain, uniquement pour rendre service à l'auteur du délit principal, embarrassé momentanément de l'objet soustrait et cherchant à le dissimuler aux recherches de la justice. Il est lucratif lorsque d'une façon quelconque le recéleur retire ou se propose de retirer un profit personnel de son intervention. Quoique le mobile diffère, ces deux sortes de recel méritent une punition.

Le recel peut être habituel, et il vaudrait mieux dire professionnel. La peine devrait alors être aggravée, l'amende devrait être proportionnelle à la valeur des

objets recelés. Mais l'habitude étant ainsi réprimée plus rigoureusement en elle-même, il n'y aurait aucune raison particulière d'établir, selon le vœu du Congrès de Saint-Petersbourg, une aggravation progressive des peines pour les récidives proprement dites. L'aggravation admise en cas de récidive suffit.

Le recel peut être qualifié. On sait que le vol est dit « qualifié » lorsqu'il a été accompli avec circonstances aggravantes ; le recel serait pareillement qualifié si ces circonstances aggravantes ont été connues de son auteur.

A ceci on pourrait objecter que si le recel est un délit spécial, il doit être autonome, avoir uniquement en lui-même ses causes d'aggravation, et non point emprunter celles du délit antérieur, dont il est désormais détaché. Cet emprunt serait un retour à l'idée du recel-complicité.

M. Le Poittevin écarte l'objection : à la différence du meurtre, du vol et d'autres infractions, qui, quoique intentionnelles, sont pour ainsi dire immédiatement spécifiées par leur matérialité même, le recel est exclusivement caractérisé par la mentalité du recéleur. L'acte d'acquisition de l'objet n'est pas coupable en lui-même, ce qui le rend punissable c'est la connaissance qu'avait le recéleur de son origine frauduleuse. Il est donc plus coupable s'il a acheté, sachant non seulement que la chose a été volée, mais qu'elle l'a été dans des circonstances plus gravement criminelles : la connaissance de

cette plus grande gravité est véritablement un degré intrinsèque (non un degré d'emprunt) dans le délit même de recel. L'objection ne porterait que si on voulait faire subir au recéleur le contre-coup des circonstances aggravantes qu'il aurait ignorées. Mais la science pénale tend aujourd'hui à rejeter cette rigueur.

Le recéleur peut avoir promis son concours au voleur, avant que celui-ci eut exécuté son méfait. Cet accord préalable réabsorbe-t-il en une complicité véritable l'acte de recel ? S'il en était ainsi l'utilité que présente la théorie du recel délit-distinct, au point de vue de la répression du recel international, disparaîtrait : si l'instruction démontrait que le coupable avait promis d'avance son concours au voleur, le recel, cessant d'être un délit distinct pour se confondre de nouveau avec l'infraction principale, la juridiction du pays où l'acte de recel a été commis devrait se déclarer incompétente.

M. A. Le Poittevin ne croit pas que le recel convenu avant l'exécution du délit principal puisse être considéré comme un mode de complicité. Ce que le recéleur a voulu, c'est recevoir le produit du larcin ; c'est là le résultat qu'il se proposait d'obtenir, et la promesse donnée au voleur de receler les objets qu'il déroberait tendait elle-même vers ce but.

Faudrait-il du moins déclarer que la convention préalable est une cause d'aggravation ? Ce serait peu utile, parce que le cas se produira le plus fréquemment de la

part des recéleurs habituels ou de ceux qui connaissaient les circonstances aggravantes du crime projeté ; or l'habitude et cette connaissance constituent déjà des causes d'aggravation. De plus il ne faudrait pas que la seule convention du recel augmentât la peine légale de ce délit au delà de la peine applicable à l'infraction principale.

Le recéleur peut avoir concouru effectivement à la préparation du délit, par exemple en donnant des instructions pour le commettre ou en en fournissant les moyens ; ultérieurement il en a acquis le produit. Il y a là deux actes successifs. Si on admet que le recel est un délit spécial, il faudrait dire, non plus comme actuellement en droit français, qu'il y a complicité par instructions données et complicité par recel, mais qu'il y a un fait de complicité par instructions données et un délit spécial de recel. Dans les deux cas une seule peine sera prononcée : néanmoins le recel, considéré comme une infraction *sui generis*, peut être jugé dans le pays où il a été accompli, si celui-ci est autre que le pays du délit principal.

Les conventions entre voleurs et recéleurs pourraient, si elles étaient durables, constituer une association de malfaiteurs. Cela ne peut créer aucune difficulté relativement à la question du recel. La situation se complique, le nombre des délits augmente, l'existence juridique du recel n'en est pas modifiée. .

M. A. Le Poittevin termine son rapport en concluant que :

1° Le recel est un délit spécial ;

2° Il y a connexité (non complicité) entre le recel et le délit qui a procuré l'objet recélé ;

3° Comme conséquence de la première proposition, le recel peut toujours être jugé dans le pays où il est commis (alors même que le délit principal aurait été exécuté dans un autre pays) ;

4° Comme conséquence de la deuxième proposition, il y a lieu de joindre les deux poursuites, quand le recel et le délit principal sont commis sur le même territoire ;

5° Le recel, comme tout délit spécial, peut admettre à son tour des complicités ;

6° Le mobile désintéressé du recel (recel non lucratif) peut être une cause d'atténuation judiciaire ;

7° Le recel comprend plusieurs circonstances aggravantes :

a) L'habitude ou le métier de recéleur ;

b) La connaissance des circonstances aggravantes du délit principal ;

c) La convention de recel faite antérieurement au délit principal *pourrait* être aussi considérée comme une circonstance aggravante ;

8° L'habitude étant par elle même une circonstance aggravante, il n'y a pas lieu d'établir un système particulier d'aggravation progressive en cas de récidive.

9° La connaissance des circonstances aggravantes du délit principal ne doit pas faire peser sur le recéleur *toute*

l'aggravation qui en résulte pour les auteurs, mais une aggravation spécialement définie dans les articles du recel ;

10° La simple convention de recel, faite antérieurement au délit principal, si on la considère comme une circonstance aggravante, ne doit pas, à elle seule, augmenter la peine légale du recel au-delà de la peine que le délit principal peut encourir ;

11° Cette simple convention ne doit pas faire rentrer le recel dans les cas de complicité. Mais :

a) Le recéleur sera recéleur *et* complice (concours de délits), s'il a, indépendamment du recel même, participé d'abord effectivement à la préparation du délit principal ;

b) De plus, et de la même manière (concours de délits), le recéleur pourrait être impliqué — suivant les définitions de chaque législation — dans une poursuite pour association de malfaiteurs.

Tous les rapports présentés s'accordèrent à admettre que le recel n'est pas un mode de complicité mais un délit spécial, car il est postérieur à l'infraction, à la différence de tous les autres modes de participation accessoire. Tous reconnaissent aussi que l'acception du recel comme un mode de complicité, offre l'inconvénient de rendre en pratique sa punition très difficile.

Le Congrès émit le vœu qu'il soit considéré comme un délit *sui generis* (1).

(1) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 87 et 397.

Devant l'Assemblée de Section, l'un des congressistes fit observer que le recel ne peut être constaté que lorsque le vol qui l'a précédé a été établi, en conséquence il faudrait, pour activer la marche des opérations judiciaires, ce qui est d'une extrême importance, que les divers Etats s'entendissent pour accepter réciproquement et considérer tous comme vraies les constatations faites par les tribunaux de l'un d'eux.

Cette idée fut résumée dans la proposition suivante (1) :

« Pour faciliter la poursuite internationale du recel, il faudrait un contact international entre les Etats, afin que l'infraction, une fois constatée dans un Etat, fût acceptée partout comme fait établi. »

Cette résolution fut adoptée par la Section puis par l'Assemblée générale du Congrès (2). Elle ne nous paraît pas très heureuse. M. A. Le Poittevin l'a ainsi critiquée (3) : « Cette « rapidité de la justice criminelle », dit-il, nous donne ici de la défiance. Elle consiste à accepter — par traité — mais enfin à accepter cette thèse que, parce qu'il a été jugé dans un pays que tel vol a eu lieu, ce vol serait désormais et définitivement tenu pour certain, démontré, *dans un autre pays, à l'encontre* d'un individu accusé du recel, qui n'a pas été présent au jugement du vol : est-ce que cela n'est point contraire au principe essentiel pour le droit de défense, en vertu duquel aucun élément

(1 et 2) V. *Actes du Congrès*, t. I, p. 84 et suiv., et p. 394.

(3) V. *Rev. de dr. intern. privé*, 1909, p. 690.

du délit n'est prouvé à l'égard d'un délinquant, s'il n'a pas été admis *contradictoirement* à le contester ? »

Lors de la discussion en Assemblée générale, M. Herovanu, professeur à l'Université de Jassy, fit remarquer qu'il se peut que le fait principal ne soit pas incriminé par la loi et que cependant il y ait recel. Celui-ci ne doit pas en cette circonstance rester impuni. Ainsi la loi roumaine considère qu'il n'y a pas vol dans la soustraction frauduleuse commise par le fils au détriment du père, par un époux au détriment de l'autre. Le recel d'objets ainsi dérobés ne peut être puni, puisque, pour qu'il existe, il faut que lesdits objets proviennent d'un délit.

Il serait donc utile de préciser que le recel, étant une violation d'une autre règle de droit pénal que le vol, est sanctionné par la loi pénale quand même celui-ci n'existerait pas juridiquement.

En conséquence, l'amendement suivant fut proposé et admis par le Congrès (1) :

« Il faut envisager le recel comme existant, même lorsque le délit générateur (vol, etc.) ne serait pas puni ou serait effacé par la loi, à raison de certaines considérations ou circonstances concernant l'auteur de l'infraction première. »

(1) V. *Actes du Congrès*, p. 394 et suiv.



CONCLUSION

Après avoir passé en revue les idées émises par les criminalistes les plus éminents, les mesures examinées au sein de diverses sociétés savantes dans le but de réprimer les délits dont l'action principale est commise sur le territoire d'un Etat et les modes de complicité sur les territoires d'autres Etats, il nous faut maintenant choisir, parmi les théories et les propositions considérées comme aptes à combattre d'une manière efficace la criminalité internationale, celles qui nous paraissent devoir le mieux conduire à ce résultat.

Certains juristes ont pensé qu'en accordant l'extradition, pour tous les délits de droit commun et quelle que soit la nationalité de leurs auteurs, on pourrait remédier à l'impossibilité où se trouve parfois la justice d'un pays de châtier un malfaiteur. Il suffirait que ce pays livrât le délinquant à la juridiction étrangère compétente pour le juger.

Nous avons vu que l'individu qui participe en France, d'une façon accessoire, à un méfait, commis hors de nos frontières par un étranger ou un inconnu ; que le Français qui se rend complice à l'étranger d'une infraction qui y est également perpétrée et qui rentre dans sa patrie, y demeureront impunis. Pour éviter ce résultat, il faudrait que la France remît ces délinquants à la justice du pays où a été accompli le fait principal.

Le but visé ne sera atteint que si on accorde l'extradition dans tous les cas, quand le malfaiteur est un national de l'Etat requis aussi bien que quand il n'en est pas le ressortissant. Or ceci est très contesté en doctrine. On objecte que c'est un droit pour le citoyen d'une nation de demander à être jugé par les tribunaux et selon les lois de celle-ci, parce qu'ils lui paraissent offrir plus de garanties d'impartialité et d'équité que les juridictions et les lois du pays qui réclame son extradition.

Celle-ci, d'autre part, n'est pas toujours possible en pratique. On ne comprend guère qu'on puisse l'admettre pour tous les pays : il est difficile de supposer que l'univers entier parvienne à un degré de civilisation égal, et qu'on puisse sans crainte livrer un national à n'importe quel gouvernement (1).

Cet argument nous semble décisif et nous paraît suffire à faire abandonner l'idée que l'extradition d'un national

(1) V. rapport de M. Le Poittevin au Congrès de Bruxelles, t. II, p. 263.

puisse être concédée à tous les Etats sans distinction.

Cependant, ne pourrait-on l'accorder à certains pays ? Si ceux-ci avaient une législation criminelle reposant sur les mêmes principes que ceux posés par la patrie du délinquant, s'ils offraient les mêmes garanties de bonne justice, et mieux encore si leurs lois ou codes criminels s'étaient inspirés les uns des autres, peut-être alors pourrait-on admettre l'extradition d'un national.

L'Institut de droit international, dans sa session d'Oxford, a émis cette opinion : (1)

« Entre pays dont la législation criminelle reposerait sur des bases analogues et qui auraient confiance dans leurs institutions judiciaires respectives, l'extradition des nationaux serait un moyen d'assurer la bonne administration de la justice pénale, parce qu'on doit considérer comme un *desideratum* de la science que la juridiction territoriale soit, autant que possible, appelée à le juger. »

M. Garçon reprit ce vœu dans son rapport au Congrès de Bruxelles, devant lequel la question de l'extradition des nationaux était aussi posée, et le fit admettre par l'assemblée.

Ce vœu ne paraît pas devoir facilement être réalisé en pratique : l'idée de livrer un citoyen à un Etat étranger paraît répugner aux législateurs des différents pays. Cer -

(1) V. *Annuaire de l'Institut*, t. V, p. 99.

tain l'ont formellement interdit (1) ; là où ils n'ont rien dit, la pratique l'écarte d'une manière absolue, Il n'y a guère que deux grands pays qui l'admettent : les Etats-Unis et l'Angleterre, encore celle-ci exige-t-elle un débat contradictoire devant un tribunal.

Il ne faut donc pas, à notre avis, considérer que l'extradition puisse être un remède suffisant pour mettre un terme aux délits internationaux.

Mais dans l'état actuel des choses, l'extradition d'un étranger peut cependant être utile : elle permet de ne pas le laisser impuni. Les discussions des Congrès pénitentiaires ont montré que des obstacles de toutes sortes la rendaient très difficile. Il est à souhaiter que les traités entre Etats soient révisés, et que, rédigés dans un sens plus large, ils puissent être appliqués à tous les criminels de droit commun.

Un autre moyen d'atteindre efficacement les infractions extra-territoriales, serait de décider que l'acte principal et le fait de complicité, quand ils ont eu lieu dans des pays différents, seraient jugés chacun par les tribunaux des pays où ils ont été perpétrés.

La compétence serait alors purement territoriale pour chacun des éléments dont se compose l'infraction.

Si ce système est possible, la répression de ces délits

(1) V. *Code pénal italien*, art. 9.

est assurée. Le complice ne pourra plus s'abriter derrière l'impuissance des tribunaux du pays où il a été arrêté, pour juger l'auteur principal et échapper ainsi lui-même au châtement. La juridiction compétente pour statuer sur le fait lui-même ne sera plus obligée de juger ses actes de participation accessoire s'ils ont été accomplis à l'étranger.

Il faut chercher si cette façon de disjoindre les poursuites exercées contre les divers co-participants d'une infraction est admissible en doctrine et en pratique.

Il nous faut d'abord écarter une objection.

On pourrait nous opposer que faire juger chaque acte par la juridiction du pays où il a été commis, c'est ne tenir aucun compte de l'indivisibilité de l'infraction voulue par la loi.

Nous répondrons que nous ne croyons pas que cette fiction d'indivisibilité admise par la loi soit aussi absolue.

Nous avons déjà dit, en étudiant notre jurisprudence, que la Cour de cassation, qui pourtant maintient le principe de l'unité du délit avec la plus grande rigueur, admet que le complice peut être puni, bien que l'auteur principal soit décédé, en fuite ou inconnu, et reconnaît elle-même qu'il n'est pas nécessaire que l'auteur principal soit poursuivi pour que le complice puisse l'être, il suffit qu'il ait commis un acte qui est qualifié crime ou délit.

Rien, à notre avis, ne paraît s'opposer à ce qu'une

déroation au principe de l'indivisibilité des poursuites soit admise quand l'infraction elle-même, étant perpétrée sur le territoire d'une nation, a été accompagnée d'actes de complicité commis sur d'autres territoires.

Une semblable disjonction des poursuites semble se justifier pleinement en théorie par ce fait que si l'ordre social a été troublé par l'acte principal dans le lieu où il a été accompli, il l'a été par l'acte de complicité dans l'endroit où il a été commis, plutôt que dans celui où a été perpétré le délit lui-même. Or, le principe de la territorialité doit être considéré comme fondamental dans notre droit pénal. La jurisprudence admet que la règle de l'indivisibilité des poursuites lui fait échec en notre matière ; cela paraît discutable ; en tout cas, si on doit modifier la loi pénale, on peut le faire sans inconvénient dans le sens du principe de la territorialité.

Les études de plusieurs sociétés savantes ont abouti à admettre cette disjonction des poursuites.

L'Institut de Droit international, dans sa session de Munich, était parvenu à ce résultat en adoptant la théorie de la complicité délit-distinct.

Nous avons dit, dans un précédent chapitre, que les membres de cette assemblée avaient décidé que la compétence territoriale de la loi pénale était celle du pays où séjourne le coupable lors de son activité criminelle, et que par le mot « coupable » il fallait entendre tous ceux

qui ont participé d'une façon quelconque à l'infraction, complices aussi bien qu'auteurs principaux (1).

Chaque délinquant serait donc justiciable des tribunaux du pays dans lequel il se trouvait au moment de son activité criminelle.

Le résultat obtenu, au point de vue pratique, ne serait pas mauvais, mais nous croyons que le raisonnement qui l'amène doit être rejeté, car il nous paraît perdre de vue l'unité objective du résultat de l'infraction. S'il est vrai de dire que chacun des co-délinquants a eu un but différent en participant au méfait, il n'y en a pas moins objectivement qu'un délit.

Nous ne pensons pas non plus, pour les mêmes motifs, pouvoir adopter la formule admise par le Groupe français de l'Union internationale de Droit pénal, sur la proposition de M. Feuilleux :

« *Tout acte de coopération ou de complicité constitue un délit distinct, lequel pourra être poursuivi dans le pays où il aura été accompli et jugé selon la législation en vigueur dans ce pays (2).* »

Nous préférons, à cette nouvelle théorie de l'acte dissocié en autant de délits que de délinquants, l'ancienne théorie de la complicité délit-unique. Celle-ci entraîne comme conséquence l'indivisibilité des poursuites ; nous ne pensons pas pouvoir conserver cette dernière. Il faut

(1) V. *Annuaire de l'Institut*, t. VII, p. 123.

(2) V. *Actes du Congrès de Paris*, p. 746.

draît, nous semble-t-il, en matière de complicités internationales, que chaque acte de complicité pût être jugé par les tribunaux du pays où il a été accompli.

Nous adoptons la formule proposée au Congrès de Bruxelles par M. Le Poittevin, qui demande que l'acte de complicité soit jugé, quel que soit le lieu du délit principal, dans le pays où il a été commis.

Il semble que cette disjonction de procédure, si elle était admise dans les législations des différents Etats, devrait mettre un terme à toutes les difficultés auxquelles se heurte la poursuite des délits extra-territoriaux.

Pour nous en convaincre, reprenons l'examen des principales affaires que nous avons rencontrées en nous livrant à l'étude de notre jurisprudence française.

Nous avons dit que si l'infraction elle-même est commise en France, et qu'elle soit accompagnée d'actes de complicité perpétrés hors de nos frontières, la Cour de cassation affirme sa compétence pour connaître de l'action principale, ce qui est indiscutable, et de tous les actes de complicité, qui ne forment avec elle qu'un seul et même fait, en quelque lieu qu'ils aient été accomplis.

La compétence de nos tribunaux vis-à-vis des actes de participation accessoire exécutés en pays étranger sera souvent inutile ; si l'individu poursuivi s'est retiré dans sa patrie, le jugement prononcé contre lui restera lettre

morte, on ne pourra le lui faire subir, puisque le seul moyen dont on dispose pour y arriver, l'extradition, est refusée par presque tous les Etats quand elle est sollicitée contre un de leurs nationaux.

Cette impunité disparaît, au contraire, si l'on admet que le fait de complicité doit être jugé dans le lieu où il a été commis, quel que soit le pays où ait été perpétré l'acte principal du délit. Les tribunaux français ne seront plus compétents pour statuer sur le fait de participation accessoire accompli hors de nos frontières, le jugement en revient aux juridictions du pays étranger où il a été exécuté.

Si cette disjonction de procédure avait été inscrite dans nos lois répressives, la Cour de cassation n'aurait pu, dans l'arrêt du 17 février 1893, affaire Wyzogrocki, décider qu'un tribunal français peut juger un fait de recel commis hors de France par un étranger.

L'accusé était poursuivi pour avoir recélé à Bruxelles des objets provenant de vols commis à Paris ; il avait été arrêté en Belgique et extradé. Si on avait admis que le fait de complicité est justiciable des tribunaux du lieu où il a été accompli, Wyzogrocki eût comparu devant la justice belge.

De même dans l'affaire Philippe (Cass., 7 sept. 1893), l'inculpé, poursuivi pour avoir recélé à Bruxelles le produit d'un vol commis à Charleville, aurait été jugé en Belgique, sans qu'aucune extradition fut nécessaire.

L'affaire Laterner aurait pu faire naître une difficulté relativement à la question de savoir quelle était la juridiction compétente. Les tribunaux français ne pouvaient en connaître, mais comme l'accusé avait recélé à Londres des titres volés en France et avait ensuite quitté cette ville pour se rendre en Autriche où il fut arrêté, on peut se demander si c'eût été la justice anglaise qui eut été compétente ou la justice autrichienne.

Enfin, l'arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1889 aurait été rendu d'une façon plus logique.

L'accusé, qui avait recélé à Aix-la-Chapelle des titres volés à Marseille, arguait qu'il avait ignoré, en les acquérant, le pays où avait été perpétré le délit. Dès lors, se les étant fait céder en Allemagne, il était évident que c'était plutôt la loi de ce pays qu'il avait pensé enfreindre. Nous avons fait remarquer que ce coupable de nationalité étrangère, qui avait agi hors de nos frontières, qui ne relevait donc de nos lois ni *ratione loci* ni *ratione personæ*, s'y trouvait soumis uniquement à cause de la subordination de son acte de complicité au délit principal qui avait été commis en France. Il eut été plus raisonnable que l'inculpé fut jugé par les tribunaux allemands, et la disjonction des poursuites contre l'auteur de l'infraction et contre le complice l'aurait permis.

Nous avons vivement regretté, d'autre part, qu'un acte de participation accessoire commis en France d'un délit commis à l'étranger, ne puisse être poursuivi dans notre

pays que si l'auteur de l'infraction elle-même est Français, et qu'il doive rester impuni au cas contraire. Il ne peut pas cependant en être autrement, étant donné les principes qui ont inspiré nos législateurs. Ceux-ci ont interdit à nos tribunaux de statuer sur un fait accompli hors de France par un ressortissant d'un autre Etat ; par voie de conséquence, l'acte de complicité de ce fait doit échapper aussi à la juridiction française.

Cette incompétence est navrante, et si des recéleurs internationaux analogues à ceux de Londres, s'installaient dans notre pays, les tribunaux seraient aussi désarmés contre leurs agissements que l'étaient les juges anglais avant la loi de 1896.

Au contraire, si le complice pouvait être poursuivi là où il a commis son acte de participation, il n'échapperait jamais au châtement. La justice française dans l'arrêt du 19 avril 1888, aurait pu condamner Packe pour avoir recelé sur notre territoire des valeurs dérobées à Bâle par des inconnus, et dans le jugement du tribunal de la Seine du 18 décembre 1901, Bazot, pour un méfait analogue.

Si l'auteur principal du délit commis à l'étranger était Français, la justice de notre pays pourrait le juger, mais sa compétence ne s'étendrait pas aux actes de complicité perpétrés hors de nos frontières par des étrangers.

Mais une difficulté pourrait surgir au cas où le com-

plice rentrerait en France après avoir participé à l'infraction sur un territoire étranger. Devrait-il être remis aux autorités du lieu où il a agi, compétentes pour le juger ? Nous répondrons affirmativement s'il est étranger, mais s'il est Français, la solution contraire nous paraît justifiée. Dans l'état actuel des choses, l'extradition d'un national ne nous semble guère possible, si ce n'est entre pays dont les principes juridiques reposent sur des bases analogues. Elle ne peut être admise sans restrictions. Il vaut mieux apporter, dans le cas qui nous occupe, une exception à la règle que nous voudrions voir établir de la compétence des juridictions du lieu où a été perpétré l'acte du complice.

Ainsi, dans l'arrêt du 22 juin 1882, l'inculpé qui avait été arrêté en France et qui était Français, n'aurait pu être livré aux autorités du pays où il avait recélé le produit du vol.

Cet exposé rapide des principaux arrêts relatifs à notre sujet, montre qu'au point de vue de l'utilité pratique, les solutions que conduit à admettre la disjonction des procédures que nous réclamons, sont bien préférables à celles qu'impose l'indivisibilité des poursuites.

Lorsqu'on posa au Congrès de Budapest la question de savoir si on devait faire du recel un délit *sui generis*, ce qui aurait pour conséquence de le rendre justiciable des tribunaux du pays où il aurait été commis, l'un des rapporteurs, M. Angyal, tout en déclarant que le

recel devait être considéré comme une infraction spéciale, proposa néanmoins de la faire juger par les juridictions appelées à connaître du délit qui a provoqué celui du recel, c'est-à-dire celles du pays où a eu lieu le méfait qui a provoqué le recel.

En effet, disait M. Angyal, si on retire au tribunal appelé à juger le premier fait la possibilité de statuer aussi sur l'acte de recel, il est à craindre que le recéleur ne reste impuni. Les juges appelés à se prononcer sur son cas devront examiner le fait qui a provoqué son recèlement, ce qui est très difficile en pratique.

Ces arguments étaient de nature à nous impressionner vivement, car ils peuvent s'appliquer aussi bien à tous les autres modes de complicité ; mais nous ne croyons pas qu'ils soient très probants.

M. Feuilletoy a démontré, lors de la discussion au sein du Congrès, que l'obligation de faire juger le recel — disons l'acte de participation accessoire — par le juge qui statue sur le fait qui l'a provoqué, apporterait plus d'inconvénients dans la pratique que n'en fait craindre la compétence du tribunal du lieu où il a été commis.

Si on suppose un vol perpétré en Belgique et un acte de recel accompli à Paris, la justice belge pourrait, d'après la proposition de M. Angyal, poursuivre le recel commis en France et faire condamner son auteur. Mais celui-ci pourra se soustraire facilement à l'exécution de

sa condamnation en ne se rendant pas en Belgique ; rien ne lui sera plus aisé que de jouir en paix, à Paris, du produit de son action coupable.

Comment lui faire subir sa peine ?

S'il n'habite pas son pays d'origine, il pourra être extradé, pourvu que les traités entre Nations soient rédigés d'une façon assez large.

Mais s'il est domicilié dans sa patrie, nous n'admettrons pas qu'il puisse être livré à l'Etat qui a prononcé la condamnation. Il devra donc rester impuni.

Nous repoussons d'autant plus facilement les propositions émises par M. Angyal que les craintes qui les ont provoquées ne nous paraissent pas justifiées : la communication des dossiers, des pièces de l'instruction et du jugement sont relativement faciles entre les Etats. Le juge d'un pays pourra facilement se faire une idée exacte du fait commis dans un autre pays, sans même qu'il paraisse utile d'admettre la compétence subsidiaire des tribunaux du territoire sur lequel a été accompli le premier délit.

Si on admettait que tout acte de participation accessoire est justiciable des juridictions du pays où il a eu lieu, la question de savoir si le recel doit être considéré comme un acte de complicité ou comme un délit spécial diminuerait beaucoup d'importance pratique, puisque dans les deux cas il serait jugé par la justice de l'Etat où il a été perpétré.

Contre lui l'adoption de mesures préventives nous paraissent utiles. Elles nous paraissent devoir consister dans une réglementation légale de certains métiers et professions dont l'exercice peut favoriser la pratique du recel. Elles permettraient de vérifier à tout moment la loyauté des opérations effectuées.

La loi française du 13 février 1898 réglementant le commerce du brocanteur nous semble pouvoir être prise comme modèle. Toute personne qui le désire peut se livrer au métier de brocanteur, mais elle doit consigner ses achats et ses ventes sur des livres spéciaux, ainsi que les noms et domiciles de ceux avec qui elle traite. L'inobservation de ces règles l'expose à des poursuites judiciaires.

Nous ne croyons pas pouvoir admettre comme mesure préventive la nécessité d'obtenir une autorisation pour exercer certains métiers, autorisation toujours révocable si celui à qui elle a été accordée en profite pour se livrer au recel ; en effet, le retrait de la permission peut être injustifié, et la victime de l'erreur n'a aucun recours légal contre la décision qui la frappe.

Cette crainte disparaît si l'individu ne peut être frappé de cette mesure que par un jugement de condamnation pour recel. On pourrait permettre aux tribunaux de lui interdire à l'avenir, l'exercice de la profession sous le couvert de laquelle il s'abrite pour faire le métier de recéleur.

Nous terminerons ce travail en demandant que les législateurs des différents pays s'accordent pour décider que lorsqu'un délit sera commis sur le territoire d'une nation et que son acte de participation aura été perpétré sur le territoire d'une autre nation, il soit procédé à une disjonction des poursuites, en vertu de laquelle le complice tomberait toujours sous le coup de la loi du pays où il a agi.

Pour ce faire, il est inutile d'admettre la théorie qui paraît juridiquement contestable de la complicité délit-distinct. La théorie plus juste de l'unité de l'infraction peut se concilier avec cette disjonction des poursuites, car elle n'a rien d'absolu, il est loisible, en la conservant d'une manière générale, d'y admettre des exceptions.

Le complice qui a quitté le pays où il a accompli son acte de participation au délit d'autrui, devra y être ramené ; ici peut apparaître l'utilité de reviser et de rédiger d'une façon différente ou plus large les traités d'extradition.

Par contre, étant donné l'état actuel de la civilisation, qui ne permet pas à une nation de livrer un de ses ressortissants, sans aucune crainte, à n'importe quel gouvernement, la disjonction des poursuites ne sera pas admise pour le cas où le sujet d'un Etat aura commis un acte de complicité hors de cet Etat, et aura

pu rentrer dans son pays. Il sera jugé par les tribunaux de sa patrie.

Nous croyons que l'ensemble de ces propositions permettrait de mettre un terme aux difficultés de procédure qui surgissent actuellement et de déjouer les mesures ingénieuses que peuvent prendre les complices des délits internationaux pour se mettre hors d'atteinte de la loi pénale.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	
CHAPITRE I	
Théorie de la complicité. — Notions sommaires.....	5
CHAPITRE II	
Des infractions commises en pays étranger. — Exposé succinct	11
PREMIÈRE PARTIE	
Etude de la jurisprudence.	
CHAPITRE I	
Des actes de complicité accomplis en France et relatifs à une infraction commise dans un autre pays par un étranger	23
CHAPITRE II	
Des actes de complicité accomplis en France et relatifs à une infraction commise en pays étranger par un Français	45

CHAPITRE III

Des actes de complicité accomplis en pays étranger et relatifs à une infraction commise en France.....	69
---	----

CHAPITRE IV

Appréciation générale.....	96
----------------------------	----

DEUXIÈME PARTIE

**Les complicités internationales
et les sociétés savantes.**

CHAPITRE I

Des sociétés savantes qui ont étudié la question	103
---	-----

CHAPITRE II

Examen des travaux des Sociétés savantes sur la question.....	113
CONCLUSION.....	189

